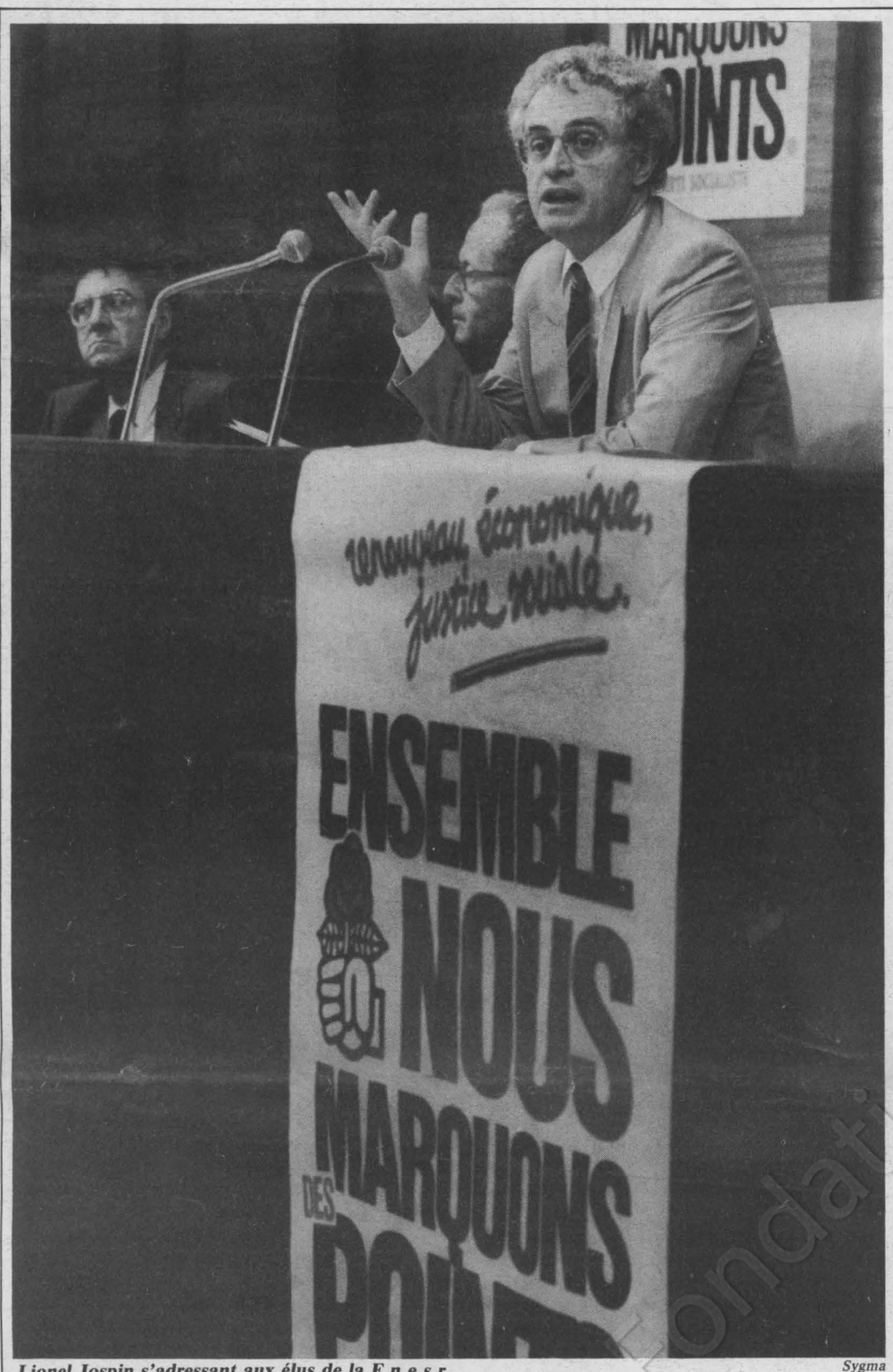
l'unité

M 2805 - N° 483 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 8 octobre 1982



Lionel Jospin s'adressant aux élus de la F.n.e.s.r. *Sygma*

Le Parti mobilisé

PAR LIONEL JOSPIN

LA crise est partout : dans la stagnation de la production depuis trois années consécutives en Occident, dans les 500 milliards d'endettement du tiers monde, dans la quasi-banqueroute du Mexique, dans l'impasse économique (et politique) polonaise, dans les 10 millions de chômeurs américains, les 3 400 000 chômeurs britanniques, la fin du miracle économique allemand (45 % d'augmentation du chômage en un an). Dans ce cadre la France connaît, elle aussi, de sérieuses difficultés mais le gouvernement attaque de front l'inflation et a stabilisé le chômage. Que fait la droite ? Elle nie la crise économique, gomme la réalité extérieure, oublie la situation des autres et, dans un discours purement polémique, rend la gauche responsable de tout.

Face à cette crise, nous mobilisons les énergies. Un effort d'investissement sans précédent est décidé, par le canal du secteur public (140 milliards de francs sur 5 ans pour la filière électronique par exemple). Nous réformons l'épargne populaire et tentons de réorienter l'ensemble de l'épargne vers l'industrie, nous mettons en place une politique bancaire plus ouverte aux besoins des entreprises. Le budget favorise la recherche, les secteurs porteurs d'avenir, la formation professionnelle. Que fait la droite ? Elle développe partout un discours démobilisateur pessimiste, à la limite de la spéculation contre les intérêts du pays.

Le gouvernement décide un programme de rigueur pour casser l'inflation qui ronge l'économie depuis 10 ans. Ce programme est rude (blocage des prix et des revenus) mais il s'applique à tous. Nous voulons faire de la lutte contre l'inflation l'affaire des Français. Nous commençons à y parvenir. Les indices de prix baissent fortement et des enquêtes montrent que les acteurs économiques commencent à croire à la possibilité de la chute de l'inflation. Que fait la droite ? Elle qui pratiqua l'austérité, elle refuse la rigueur et alimente, contre le plan de redressement, les corporatismes dont elle espère se faire une base électorale. Fondamentalement réactionnaire, elle se désintéresse de la France et joue la politique du pire.

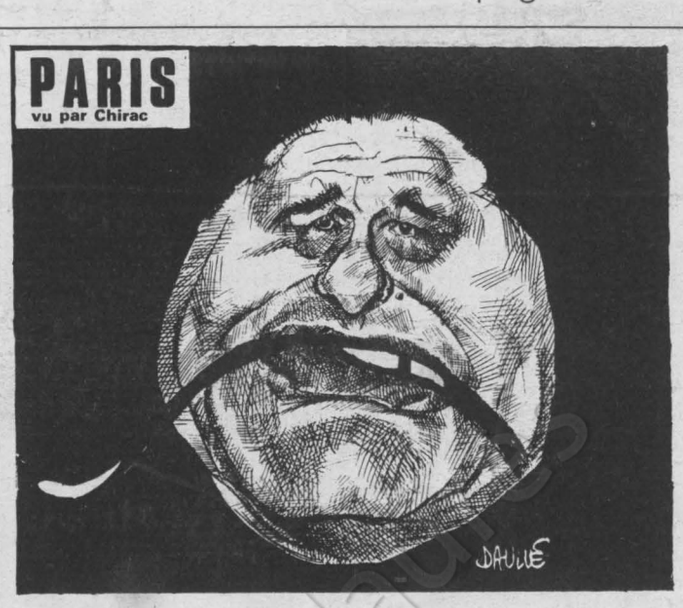
Si la droite ne veut pas de la rigueur, veut-elle au moins de la solidarité ? Non plus. Les nationalisations ? Elle est contre. La 5e semaine de congés payés ? Elle est contre. Le droit à la Sécurité sociale pour les chômeurs en fin de droit ? Elle est contre. La retraite à 60 ans ? Elle est contre. L'extension des droits des travailleurs ?

(suite en page 2)

SECURITE SOCIALE

Il faut savoir ce que solidarité veut dire

(page 2)



GRANDES VILLES

Les chiens aboient, le P.l.m. passe

(page 5)

VIEUX

Le mouroir honteux de la Ville de Paris

(page 4)

INDUSTRIE

Le bâtiment reste une priorité de l'Etat

(page 9)

ESPAGNE

Une démocratie sous influence



(page 11)



KNOBELSPIESS

Et si c'était un "coup monté" ?

(page 16)

EGLISE

Les Evangiles au pied de la lettre

(page 24)

(suite de la page 1)

Elle est contre. La protection des locataires ? Elle est contre. L'impôt sur les grosses fortunes ? Elle est contre. La nouvelle tranche d'impôt à 65 % ? Elle est contre.

Vous avez compris. Elle est contre, contre, contre. Contre comme Chirac, contre comme Giscard, contre comme Barre. Qui d'ailleurs sont contre les uns les autres. Ecoutez la droite : elle ne vous dit pas ce qu'elle veut construire mais ce qu'elle va détruire. Regardez la droite : vous ne verrez pas quelle pierre elle apportera à la maison mais quelle pierre elle va jeter dans les fenêtres. Purement destructive, totalement négative, elle ne propose rien et elle n'a qu'un programme, le nôtre, pour le défaire.

Voilà ce qu'il faut dire autour de nous dans la grande campagne que lance le Parti socialiste. Voilà ce qu'il faut dire sur les marchés, aux portes des écoles, des bureaux ou des entreprises où vous êtes. Il est nécessaire d'écouter les gens pour connaître leurs motifs de satisfaction, leurs critiques, leurs suggestions. Mais il est bon aussi de leur parler, pour expliquer le pourquoi des mesures prises, pour montrer la cohérence de notre politique. Pas de renouveau économique sans assainissement préalable, pas de rigueur dans la gestion sans effort de solidarité et de justice. Pas de défense des intérêts du pays sans politique d'indépendance nationale et sans volonté de coopération.

Dans une situation difficile et complexe, il n'y a pas de solutions simples et instantanées. Il peut y avoir discussion ou contestation sur telle ou telle mesure gouvernementale. Mais les socialistes et leurs partenaires de gauche doivent se convaincre d'une chose : c'est en se groupant autour du plan de redressement de l'économie française défendu par le gouvernement, c'est en assurant sa réussite par l'argumentation et la conviction, c'est en combattant une droite d'autant plus crispée sur ses privilèges qu'elle pleure le pouvoir politique perdu qu'ils prépareront le mieux les échéances politiques municipales et assureront le mieux la poursuite de notre marche en avant.

Puisque nous avons la durée, ne mesurons pas le chemin à parcourir à l'aune des seules mesures, nécessaires, de l'instant. Ne nous décourageons pas de rencontrer plus d'obstacles que prévus. Ayons la capacité d'être souples et adaptés sans perdre de vue nos objectifs. L'opinion attend de nous résolution et unité. Allons, sur le terrain, au-devant de cette attente. ●

Du 9 au 17 octobre : un effort sans précédent depuis mai 1981

C'EST à la fin de cette semaine que se situe le premier temps fort de la campagne de mobilisation du Parti socialiste décidée par le Comité directeur des 11 et 12 septembre sur le thème « Réussir le redressement économique, faire progresser la justice sociale ».

Les samedi 9 et dimanche 10 octobre constituent, en effet, le premier des deux grands week-ends (le second se situera les 16 et 17 octobre) au cours desquels l'ensemble des élus, des responsables et des militants du Parti sont appelés à rencontrer la population, à dialoguer avec elle, à expliquer la politique du gouvernement et à gagner le soutien populaire à celle-ci.

Comme le souligne Jean Poperen : « Nous employons souvent le mot « mobiliser », parfois avec excès mais cette fois c'est le mot de la situation. »

Dans tous les départements, les fédérations se sont préparées activement à cette campagne ramassée dans le temps et qui doit être l'occasion de porter un grand coup. En quelques jours, près de deux millions d'exemplaires des deux dépliants qui présentent le bilan de l'action gouvernementale en matière économique et sociale ont été commandés au secteur propagande en même temps que l'affiche éditée sur le thème « Renouveau économique, justice sociale ».

Au cours des deux prochains week-ends, et dans la semaine intermédiaire, des distributions de tracts auront lieu dans les rues, sur les marchés, devant les gares. Des conférences de presse seront organisées dans chaque région ainsi que des prises de parole devant les grandes entreprises. Les réunions publiques prendront soit une forme décentralisée (au niveau cantonal, par exemple), soit la forme d'assemblées régionales.

Au total, c'est un effort de mobilisation sans précédent depuis le printemps 1981 qui se prépare. Tous les socialistes savent que l'engagement des forces populaires est indispensable pour assurer la réussite de la politique gouvernementale. Du 9 au 17 octobre, ils seront présents partout pour dialoguer, expliquer, répondre aux questions. Les objectifs sont maintenant clairement fixés.

SECURITE SOCIALE

Il faut savoir ce que solidarité veut dire

La grande idée du septennat colle parfaitement au plan intermédiaire que Pierre Bérégovoy vient de faire passer

PAR CLAUDE JADOUL

LE débat autour du projet de loi sur la Sécurité sociale adopté par le Conseil des ministres du mercredi 28 septembre est loin d'être clos. Et Pierre Bérégovoy s'est attelé à une rude tâche : assainir sans faire mal, équilibrer recettes et dépenses pour 1983. En prenant le risque d'être mal compris.

Au-delà des mesures techniques, ponctuelles, le ministre de la Solidarité nationale a bien « cadré » ses intentions. Il s'attèle à une réflexion sur l'avenir à long terme de la protection sociale.

La grande idée du septennat — la solidarrité qui le nierait ?— colle parfaitement au plan intermédiaire que Berégovoy vient de « faire passer ». Et ce concept de solidarité sera revu, corrigé, amélioré grâce à une refonte de l'assiette, c'est-à-dire des systèmes de financements eux-mêmes. Mais les simulations en cours Rue de Rivoli laissent déjà entrevoir qu'il s'agira d'une « opération blanche » en terme de recettes. Il faudra donc chercher ailleurs — dans la fiscalisation ? — pour remodeler une institution dont le rythme de croissance ne correspond pas aux difficultés de la période. En ne perdant pas de vue l'attachement des Français, celui des salariés en particulier, à une protection sociale qu'ils ont arrachée, modifiée, améliorée au cours de luttes parfois sévères.

En résumé, ce plan dit « oui » à la rigueur mais « non » à la régression. Les praticiens de la Sécurité sociale — et notamment les socialistes qui y travaillent — sont très nets là-dessus. « Ce plan répond à des problèmes financiers immédiats, dit Jean-Baptiste Bouis, secrétaire du G.s.e. national Sécurité sociale et responsable de l'éducation sanitaire à la Caisse régionale assurance maladie de l'Ile-de-France. Il s'inscrit dans le cadre de la rigueur. Mais il faut noter qu'il s'agit d'une « rigueur sélective » : les ressources nouvelles proviennent de taxes sur des comportements nuisibles à la santé (tabac, alcool) et, par ailleurs, les plus démunis ne sont pas touchés par l'aménagement des prestations. Il y aura même des améliorations sur certains postes (lunettes, prestations dentaires, appareils auditifs). »

Reste le forfait hôtelier. La mesure fait mal, inutile de la nier. Jean-Baptiste Bouis fait cependant remarquer « qu'il ne sera supporté qu'à partir d'un certain niveau de ressources ; il ne représente qu'une participation à des frais exclusivement non médicaux ».

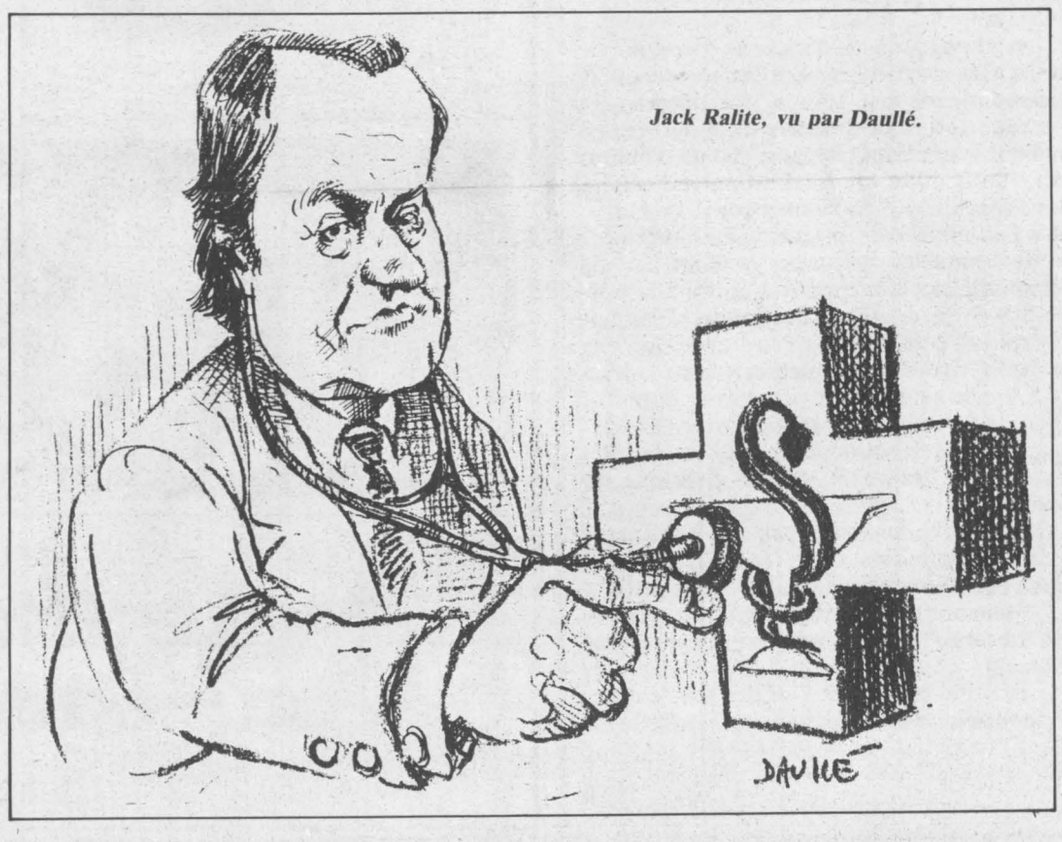
Cette mesure s'explique aussi par la volonté de freiner la durée des hospitalisations excessives. Un hôpital, dans le système actuel, est aussi une entreprise. Et les gestionnaires prennent parfois le pas sur les médecins lorsqu'il s'agit d'obtenir une occupation maximale des lits... Les deux ou trois jours de « rabiot » imposés, sous couvert de prétextes administratifs, à un grand nombre de patients ne se justifient pas toujours sur le terrain thérapeutique. Un exemple : en termes statistiques, peu de malades quittent l'établissement le vendredi. Et comme le samedi l'administration est fermée, « rebelote » jusqu'au lundi après-midi... Tout gestionnaire hospitalier connaît l'A.b.c. de son métier. Et le médecin « couvre » en invoquant un rhume survenu bien à propos.

Le forfait hôtelier est donc destiné à « responsabiliser » le malade, comptable de ses deniers. Les fameux 20 francs correspondent pour l'essentiel à une participation à son alimentation ; alimentation que le malade soigné à domicile supporte intégralement, il faut le noter. Deux poids, deux mesures. De ce point de vue également, le plan Bérégovoy ne s'écarte pas du cap de la solidarité. Alors, « inégalitaire » cette mesure ? Une déclaration du Bureau politique du P.c.f. l'affirme. Sur quelles bases ? D'accord pour « gérer plus efficacement les fonds sociaux en réduisant tous les gâchis qui grèvent les dépenses ». Pierre Bérégovoy ne dit rien d'autre. Et le Conseil des ministres est d'accord sur cette orientation. Mais la solidarité ministérielle n'est pas à sens unique... Il est toutefois étrange de constater qu'à chaque désaccord — somme toute normal — les communistes aient éprouvé le besoin de faire appel, d'une manière ou d'une autre, à la « dérive droitière » du P.s. On aurait pu espérer que leurs commentateurs n'aient pas oublié les événements et les leçons de ces dernières années...

Les Français ont bien intégré le concept de « solidarité » depuis le 10 mai. L'idée chemine. Un sondage de la Sofres, effectué entre le 7 et le 14 avril, l'atteste : 32 % de la population est très consciente qu'elle devra consentir plus de sacrifices dans les deux ou trois ans à venir. Reste à déterminer les secteurs. Le même sondage indique que les catégories sociales qui devraient faire un effort de solidarité supplémentaire sont tout d'abord, d'après 56 % des réponses, les industriels, puis les professions libérales (48 %), les cadres (43 %) et les fonctionnaires (37 %). « Grosso modo », les orientations du gouvernement ne s'écartent pas de cette préoccupation. On le verra bien lorsque l'on connaîtra les détails de la nouvelle « assiette ». Déjà, la pompe est amorcée. C'est le cas avec les pré-retraites. A revenu égal, cotisation égale. Comment justifier une opposition à cette mesure, comme tente de le faire la C.g.c. ? Cette Confédération le sait tellement bien que, tout en affirmant son « opposition » à de nouvelles cotisations supportées par les bénéficiaires de la garantie de ressources, son communiqué (qui parle de « spoliation », n'ayons pas peur des mots...) tait pudiquement les raisons qui militeraient en faveur d'une inégalité devant la cotisation. Car de justification, il n'y en a pas.

La cotisation demandée aux pré-retraités passe de 2 à 10 %. Reste à savoir comment et pourquoi. Actuellement, les pré-retraités partent à 80 % de leur salaire net (et non pas 70 % comme on le dit). Prenons le cas d'une personne qui perçoit une garantie de ressources de 8 000 F avec le système antérieur (les 2 %), elle payait 160 F. C'est peu au regard des 10 %, soit 500 F qu'un salarié en activité et gagnant 5 000 F verse mensuellement à la Sécurité sociale. Cette injustice sera rabotée. Les besoins, les dépenses quotidiennes d'un salarié en activité et ceux d'un pré-retraité en inactivité ne sont pas les mêmes ; ils sont, pour





Jack Ralite, vu par Daullé.

l'essentiel, inférieurs pour la deuxième catégorie. Cette donnée n'échappe à personne. Bérégovoy ne reviendra donc pas là-dessus.

La question du maintien ou non du pouvoir d'achat est, en revanche, beaucoup plus sérieuse. C'est la véritable question, le véritable baromètre du caractère progressiste ou non du plan. Les ponctions du plan Bérégovoy remettent-elles en cause le pouvoir d'achat ? En clair, le gouvernement ferait-il du « barrisme de gauche » ? L'idée-force est que la colonne « dépenses » corresponde à la colonne « recettes ». Ce sera chose faite en 1983. Tout en maintenant le pouvoir d'achat des prestations. Le niveau de vie des Français s'est accru en 1981 et l'année en cours se terminera avec une progression de 1,7 %. En 1983, il y aura également une amélioration qui tournerait autour de 0,9 %. Raymond Barre avait choisi une orientation différente, puisque le niveau de vie des Français a diminué en 1980. Les comptes de la nation l'attestent : 0,3 % de pouvoir d'achat en moins en revenu disponible brut pour les Français à la veille du 10 mai. Le cap a été modifié et, globalement, le pouvoir d'achat des salaires, des prestations familiales et sociales, déduction faite du prélèvement fiscal, sera maintenu en 1983. Dans une conjoncture difficile. Alors que le Pouvoir consent un effort exceptionnel en faveur du redéploiement industriel et de l'investissement productif, le grand laissé-pour-compte de l'ère giscardienne.

Car le gouvernement « globalise » en quelque sorte le social, l'économique et le fiscal. Ces trois aspects sont désormais liés. L'amorce d'une réforme fiscale est dans l'air avec la création d'une tranche de 65 % et l'impôt sur la fortune. Et les futures avancées sociales ne pourront, de toute évidence, être dissociées de la réforme fiscale que Laurent Fabius étudie pour 1984. Pour Jean-Baptiste Bouis, cela ne fait aucun doute : « Au-delà des mesures Bérégovoy, il faut poser la question d'une réforme en profondeur du financement de la protection sociale, afin qu'elle soit plus équitable et qu'elle réponde à l'évolution technologique de ces dernières années, aux besoins d'une économie moderne. Cela devra être étudié en liaison avec la démocratisation à venir des conseils d'administration des caisses qui se traduira par une responsabilité accrue des gestionnaires. »

Assurément, le plan du ministre de la Solidarité nationale ne soulève pas l'enthousiasme des partenaires sociaux, même si un certain nombre d'entre eux en apprécient correctement l'enjeu pour les années à venir. Mais personne n'est contre, fondamentalement. Le C.n.p.f. se tait. Il attend, visiblement, de connaître les initiatives que prendra le gouvernement après la rupture des négociations sur l'Unedic pour prononcer un jugement global sur l'ensemble de la politique sociale. Côté syndical, on se tâte, avec d'importantes nuances selon les confédérations... et les positions catégorielles des fédérations professionnelles respectives. C'est le cas de la C.g.t. qui est tentée d'emboîter le pas à sa fédération des tabacs dans l'affaire de la vignette. On est critique Porte de Montreuil mais on épingle les mesures positives. F.o. sera « responsable ».

Du côté de la C.f.d.t., on est visiblement intéressé par le discours sur la « cohérence » de Pierre Bérégovoy. La Centrale d'Edmond Maire y voit des convergences avec ses propres positions. « La cohérence remplace le replâtrage et le coup par coup. » Surtout, le plan Bérégovoy s'insère dans un ensemble ; il ne prendra toute sa valeur qu'en s'articulant sur des mesures à moyen terme qui ont nom : refonte de meilleure répartition des charges au profit des plus démunis, transferts du poids de certaines cotisations entre groupes sociaux. Mais aussi — et ce sera un exercice difficile — en réduisant la charge qui pèse sur certaines entreprises, en « déconnectant », ainsi que l'a déclaré le président de la République dans son discours de Toulouse.

Si le chômage est bien le principal responsable des déséquilibres financiers de notre système de Sécurité sociale, il faudra en effet se faire à l'idée que la poursuite des avancées sociales est à ce prix : investir, créer des emplois, innover, choisir les technologies où la France est à la traîne. On va donc « doper » les entreprises pour les y inciter. Quitte à faire une pause des charges sociales durant cette période de redéploiement. Recette barriste ? Sous Giscard, « les profits d'aujourd'hui (d'hier) ne sont pas devenus investissements ». Ils sont en Suisse. Il y avait une certaine logique...

La France de 1983 en a choisi une autre, une politique volontariste. Grâce aux nationalisations de grands groupes industriels et du secteur bancaire, la donne a changé. L'investissement est pour bonne partie dans les mains de la collectivité. Reste à savoir si l'allégement des charges sociales sera mis à profit par le patronat pour « roupiller » ou pour innover. ●

Pierre Bérégovoy : "Les partenaires sociaux doivent désormais assumer leurs responsabilités"

« L'UNITE » : Pierre Bérégovoy, quelle philosophie vous a animé pour élaborer le plan que vous venez de faire accepter par le Conseil des ministres ?

PIERRE BEREGOVOY : Je ferai une remarque préliminaire : le succès de la politique économique du gouvernement impose l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale.

Ceci étant dit, le plan que le Conseil des ministres a adopté le 29 septembre se fixe un triple objectif : consolider, puis améliorer en profondeur le système de protection sociale ; ne rien faire qui puisse entraver la lutte contre l'inflation; enfin, aller vers plus d'équité.

Au premier objectif, le gouvernement répond par un plan en équilibre, équilibre indispensable pour écarter les menaces de ceux qui, de déficit en déficit, souhaitent aller vers la mise en place d'une sécurité sociale à deux vitesses. Nous devons être convaincus, en effet, que la Sécurité sociale, conquête des travailleurs, héritée de la Libération, ne résisterait pas à un déficit chronique. Voilà pourquoi nos prédécesseurs ne s'attaquaient pas aux racines de difficultés de la Sécurité sociale. Ils laissaient faire, acceptant au fond d'eux-mêmes une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres.

Le second objectif, le souci prioritaire de l'emploi — et j'ajouterai de la lutte contre l'inflation — a conduit le gouvernement à exclure toute augmentation de cotisations sur les entreprises et les salariés, et tout relèvement du ticket modérateur, tout en préservant le pouvoir d'achat des prestations sociales ; pour les familles, un effort supplémentaire est fait, soulignant nos priorités.

Le troisième objectif, enfin, se manifeste par les mesures d'harmonisation prises en ce qui concerne l'effort contributif de chacun, et par les mesures d'accompagnement du forfait hospitalier, notamment la suppression des abattements sur les indemnités journalières, et par la réforme du long séjour. Dans ce dernier cas, je voudrais souligner que le souci du gouvernement est de réduire les inégalités et les incohérences existant actuellement dans la prise en charge par les assurés de leurs frais hospitaliers, particulièrement en ce qui concerne les personnes âgées.

— Au-delà des mesures ponctuelles prévues par ce projet pour 1983, quelle réforme de structure envisagez-vous en profondeur pour la Sécurité sociale ?

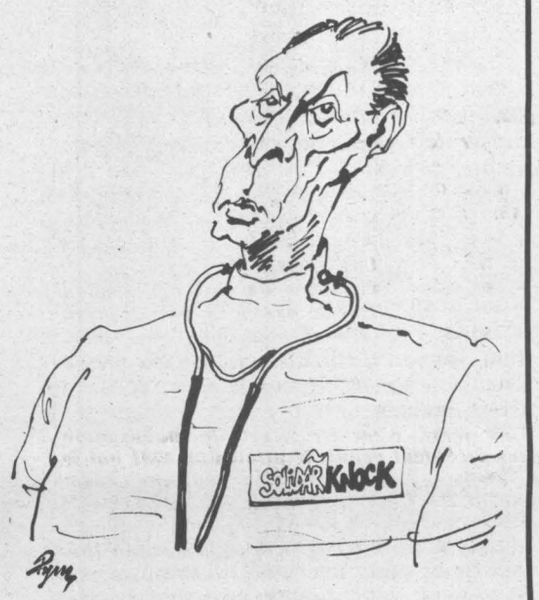
— Je ne souscris pas à l'idée que nous avons arrêtée des mesures ponctuelles pour 1983, renvoyant à plus tard les réformes de fond. L'idée de la « grande » réforme de la Sécurité sociale est séduisante, mais ne correspond pas au souhait de la très grande majorité des Français qui veulent voir d'abord notre système consolidé. C'est ce que le gouvernement s'emploie à faire.

La réforme de la tarification hospitalière est une vraie réforme de structures, de celles dont on parle depuis dix ans ; elle est un élément important du dispositif adopté. Mais nous irons plus loin dans la régulation des dépenses de soins, en favorisant la prévention, en créant, avec les précautions indispensables, un livret de santé, en ouvrant la possibilité de nouvelles pratiques médicales.

Nous envisageons aussi de prolonger la réforme des conseils d'administration par une véritable décentralisation qui rapprocherait l'assuré des caisses. Enfin, une réforme de financement est à l'étude et j'espère que nous allons aboutir dans les semaines à venir.

— Vous avez souvent évoqué la possibilité d'une fiscalisation du système de sécurité sociale. Pensez-vous prendre des mesures qui iraient dans ce sens dans un délai rapproché ?

— Je crois qu'il nous faut effectivement aller vite sur ce point. Le président de la République a dit son souci de voir alléger les charges des entreprises pour gagner la bataille de l'emploi. La réforme du financement doit y contribuer. Nous travaillons actuellement dans deux directions : réforme de « l'assiette », qui devra tenir compte de la valeur ajoutée, et fiscalisation de certaines dépenses.



Solidarité médicale, vu par Pym.

Puis-je souligner que les mesures arrêtées par le Conseil des ministres vont déjà dans ce sens ? D'une part, le budget prend à sa charge l'allocation aux adultes handicapés, tandis que la C.n.a.f. assurera désormais le financement du déficit des prestations familiales des agriculteurs, soit un concours net de 7,5 milliards de francs. D'autre part, le gouvernement a décidé la création d'une taxe sur les tabacs et alcools, et d'une taxe sur la publicité pharmaceutique, directement affectées à la C.n.a.m.

— Jusqu'ici, le C.n.p.f. se refuse manifestement à commenter votre plan sur la Sécurité sociale. Il attend peut-être d'apprécier les termes d'un futur accord entre partenaires sociaux sur l'Unedic pour porter un jugement global. Les discussions traînent en longueur. Interviendrez-vous pour brusquer les choses si cela se révèle nécessaire ?

— Les partenaires sociaux ont entamé leurs discussions avant l'été, ils les ont reprises en septembre et se sont fixé l'échéance du 8 octobre pour conclure la négociation. Le Premier ministre l'a dit, et je l'ai rappelé : il est capital que le calendrier soit respecté. Des économies et des ressources nouvelles sont à rechercher pour équilibrer les comptes des exercices 1982 et 1983, qui laissent apparaître un déficit de plus de trente milliards si aucune mesure n'est prise.

Le paritarisme est un acquis des relations sociales de notre pays, il doit en la circonstance apporter la preuve qu'il sait s'adapter aux exigences de l'heure. A défaut, la crédibilité de la politique contractuelle serait atteinte. La solidarité des travailleurs bénéficiaires de la sécurité de l'emploi va jouer à dater du 1er novembre, complétant l'effort du budget de l'Etat. Ainsi, le gouvernement a tenu ses engagements. Les partenaires sociaux doivent désormais assumer leurs responsabilités.



Sygma

Coll. Fondation

VIEUX

Le mouroir honteux de la Ville de Paris

A Cachan, dans un établissement flambant neuf, par manque de moyens, de personnel qualifié et... d'humanité, les vieillards meurent de tristesse et d'humiliation

PAR EMMANUELE PLAS





Pascal Lebrun

« JE ne veux pas rester dans un mouroir qui devient un assassinoir. » C'est le docteur Nicaud, médecin-chef de la maison de cure médicale Cousin-de-Méricourt à Cachan, qui parle. Cet établissement, qui dépend directement du Bureau d'aide sociale de la ville de Paris, abrite trois cent quatre-vingt-douze vieillards dont trois cent trente-deux invalides et soixante semi-valides.

Ouvert en septembre 1980, flambant encore neuf, Cousin-de-Méricourt est une grande maison — trop grande — de conception moderne entourée d'un petit parc. Pour le visiteur, la première impression est le vide, la solitude et la tristesse. Dans le grand hall trop sombre, le bureau d'accueil reste vide, tout comme le grand bar sans boissons et sans barman. Quelques pensionnaires valides errent dans de vastes couloirs labyrinthiques ou sont assis sur les bancs devant le réfectoire.

Après 19 heures, Cousin-de-Méricourt devient désert. Quelques chats batifolent au rez-de-jardin : seule note chaleureuse. Les chiffres du personnel ne viennent pas contredire la première impression. Onze infirmières, quarante-quatre aide-soignantes et une surveillante et demie constitue avec trois kinésithérapeutes le personnel paramédical. A noter que les kinésithérapeutes n'ont aucun moyen en dehors de quelques béquilles — mais même pas un tapis — pour faire travailler les vieillards. Compte tenu des congés annuels, des repos, des arrêts maladies, il n'y a le samedi et le dimanche qu'une seule infirmière pour cinq bâtiments et dix-sept niveaux.

A l'ouverture de l'établissement, il y avait cinquante-trois infirmières et cinquante aide-soignantes mais déjà la répartition de ce personnel qualifié se faisait arbitrairement : pléthorique dans certains bâtiments, d'autres en étant totalement démunis. A Cousin-de-Méricourt, on compte actuellement près de deux cents agents hospitaliers, au départ il n'étaient que cent vingt-huit. Mais beaucoup de ces agents ne sont pas formés pour ce genre d'établissement et, de toute façon, mal répartis. Il arrive, notamment le week-end, qu'il n'y ait même pas un agent par étage. Jusque très récemment, les agents hospitaliers distribuaient les médicaments. C'est une note de service, datée du 22 septembre dernier, signée par les médecins, qui a arrêté cette pratique. « Il n'y a pas besoin de savoir lire pour faire ça », déclarait le directeur, Jean Brocus. Ainsi une pensionnaire avec 10 de tension avait quand même son hypotenseur, les calmants étaient donnés même sans nécessité et les hypnotiques pris bien avant le coucher. Manque de formation de ces agents qui aboutit ainsi à poser une bouteille d'eau ou un yaourt non décapsulés devant des pensionnaires paralysés. Ainsi, à l'origine des problèmes médicaux des pensionnaires, on retrouve souvent une sous-alimentation et une déshydratation.

Les familles témoignent dans la crainte : « Ce qu'il ne faudrait pas c'est que ça retombe sur Mémé. » Ainsi, la fille de cette pensionnaire de quatre-vingt-quinze ans : « Un jour, j'étais là, on lui a donné une douche presque froide — j'ai pu le vérifier au lavabo —, ma mère hurlait. Je suis allée voir le directeur, il m'a envoyée promener : « Mais Madame, de toute façon, que l'eau soit chaude ou froide, une personne âgée crie toujours quand on la lave. » Une surveillante témoigne aussi : « La nuit, les pensionnaires appellent pour qu'on leur passe le bassin : « Faites sous vous, on vous changera après », disent les agents de veille. Les malades ne veulent pas se souiller, c'est pour eux une grande humiliation. Autres humiliations surtout pour les « mamies » qui sont seules au monde et ne reçoivent pas de visite : le linge et les vêtements sont lavés n'importe comment et ainsi de vieilles femmes se retrouvent en mini-jupes. » Humiliation encore pour cette vieille femme à qui on a coupé de force les cheveux : elle a fait une psychose de choc que les médecins assurent ne pouvoir guérir.

Ce couple de vieux Parisiens du XXe arrondissement rend visite à une amie de soixante-dix-neuf ans placée à Cousin-de-Méricourt depuis deux ans : « On va la voir tous les quinze jours. Elle a les jambes violettes, elle a froid, on ne l'habille pas, on ne lui met pas de bas. » Des humiliations aux mauvais traitements par maladresse il n'y a pas loin. Une dame raconte : « Je vais voir ma mère tous les soirs. Elle a toute sa tête mais elle ne parle pas. Un jour, quand ils l'ont levée, elle hurlait : « C'est parce que sa fille est là qu'elle fait sa comédie. » Quelque temps plus tard, ma mère a été hospitalisée à Bicêtre pour tout autre chose et on s'est aperçu qu'elle avait une fracture du fémur. »

Mademoiselle Micoint, elle, est morte le 12 septembre dernier à Bicêtre à quatre-vingt-treize ans. L'une de ses nièces dit : « Elle s'était ouvert le crâne en tombant, elle était déjà tombée deux fois et avait les deux cols du fémur cassés. Pendant peut-être trois heures, elle est restée par terre baignant dans son sang avant qu'on ne la transporte. Avant sa mort, elle me disait : « Je n'ai jamais été aussi malheureuse qu'ici. » En février 1981, une résidente est morte dans des conditions douteuses à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre où elle avait été transportée. Il s'agissait de la mère d'une employée non titulaire du B.a.s. En dépit de la lettre qu'un médecin de Bicêtre lui avait faite, à l'intention du procureur de la République pour ouverture d'enquête, l'employée, par peur, a préféré se taire. Et encore, il y a un peu plus d'un an, une pensionnaire, madame Villard, tombe durant la nuit, se débat seule. C'est dans une chambre maculée de sang qu'on la trouve au matin. Elle meurt à l'hôpital. La famille a crié son indignation au directeur mais n'a pas porté plainte.

Le personnel médical et paramédical de Cousin-de-Méricourt s'accorde pour dire que si les vieillards qu'on leur amène sont en bonne forme à leur admission, en quelques mois, ils régressent : « Ma mère, dit une dame, a été traumatisée dès son admission. Elle marchait mal, mais elle marchait, on l'a poussée presque de force dans un fauteuil roulant pour la conduire à sa chambre. Elle a été traumatisée et ne bougeait plus de sa chambre. Elle n'en retrouvait pas la porte. Peu de temps après son arrivée, elle a eu deux accidents. Un jour je l'ai trouvée attachée sur son fauteuil avec un drap torsadé pour faire une sangle, son fauteuil et le sol étaient souillés : en peu de temps, elle était devenue grabataire. On lui donnait des tranquillisants, un soir je l'ai retrouvée bavant comme un chien. »

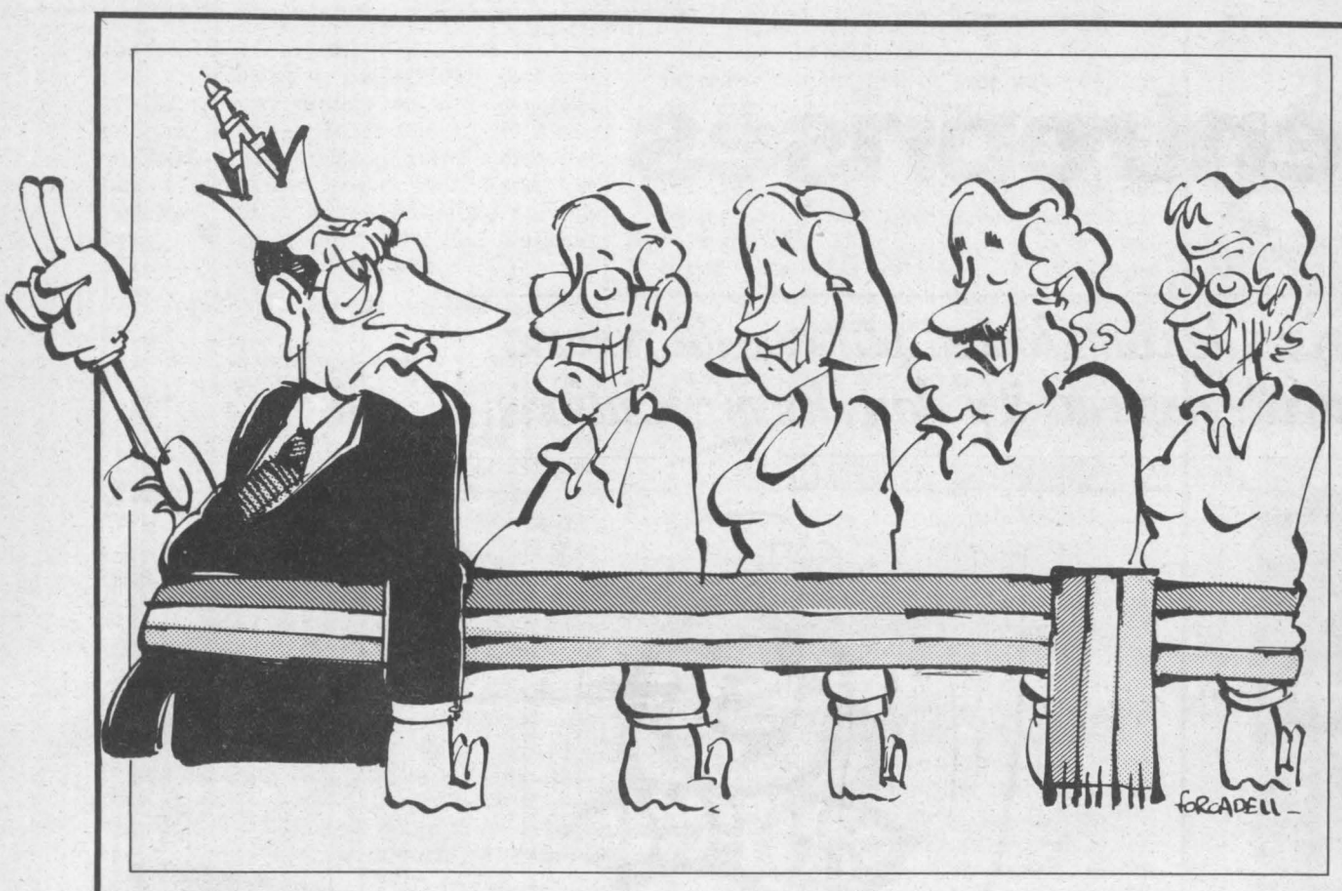
La fille d'une autre « mamie » raconte : « Ma mère est hémiplégique, on ne l'habille même plus et la nuit on lui met une couche. Dans la nuit du 15 au 16 août dernier, on l'avait bâillonnée. Sur le cahier de transmission on avait écrit, souligné en rouge : « Nous ne savions pas qu'elle était anthropophage ! Elle paye ! » La même personne rend visite, un autre jour, à sa mère et s'aperçoit que la vieille dame a eu une seconde attaque d'hémiplégie deux jours auparavant. Le médecin n'avait pas encore été appelé. La visiteuse se fâche, demande à voir le directeur qui n'est pas là et s'entend répondre : « Vous nous faites c..., vous n'avez qu'à la mettre ailleurs. »

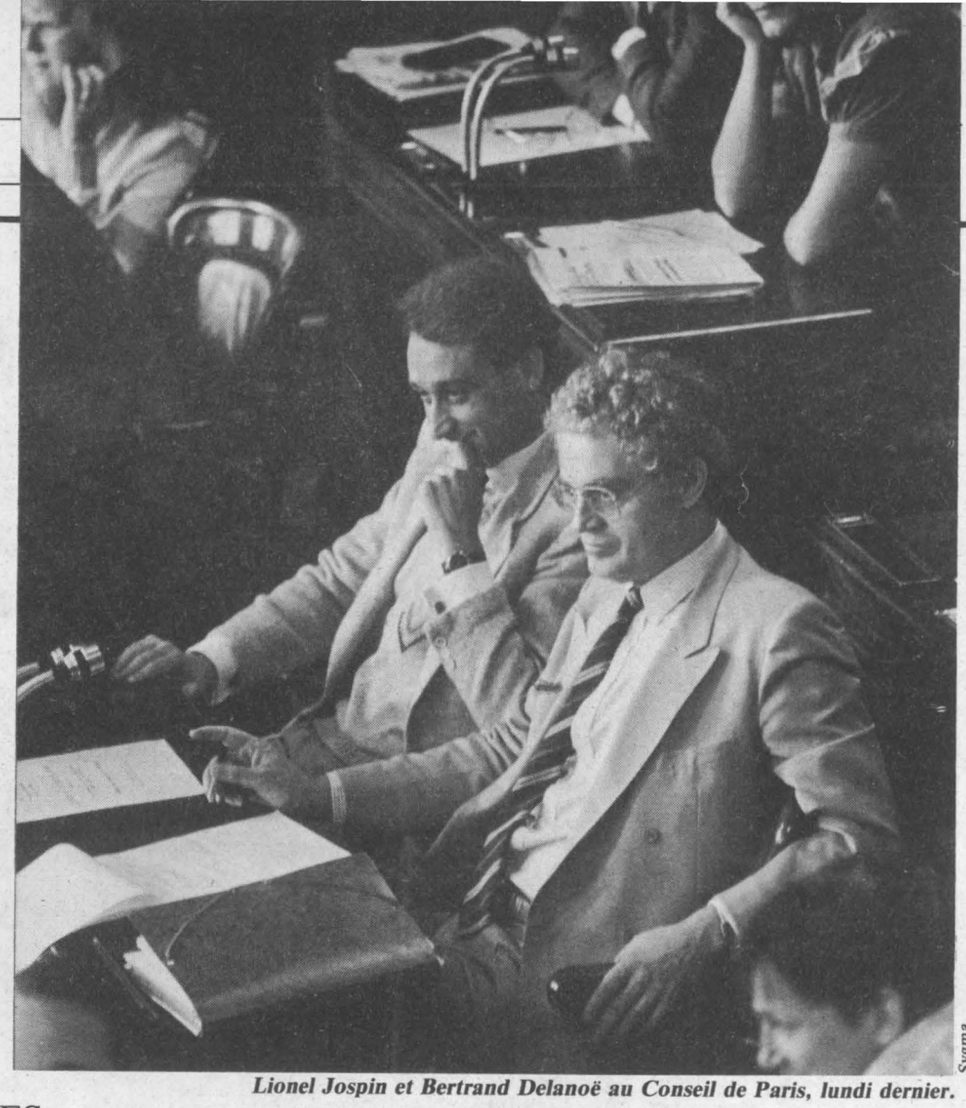
Les malades comme les familles sont du même avis : la nourriture est mal préparée et insuffisante le soir. Haricots, purée, riz à tous les repas, des beefsteacks durs et des chips pour des pensionnaires qui n'ont plus de dents, des fruits durs ou des oranges que les malades ne peuvent peler. Une nourriture qui arrive froide et sans sel pour tout le monde. Les régimes sont d'ailleurs inconnus ici. Les infirmières dénoncent aussi le manque d'hygiène aux cuisines : il n'y a que trois incinérateurs — dont deux en étages dans le vidoir attenant aux offices —, insuffisants pour brûler les pansements souillés, et les pansements sont mélangés aux ordures ménagères. Au mois de mai 1982, un inspecteur du Travail découvrait aux cuisines un agent hospitalier porteur de staphylocoques dorés. Cet agent, « assisté » du foyer de réinsertion sociale Nicolas Flamel à Paris, n'avait pas de ce fait passé de visite médicale préalable à son affectation en cuisine. Mais on le payait 16 F par jour. Certains locaux de travail, comme les bureaux des médecins ainsi que les toilettes, ne sont jamais nettoyés.

Si les résultats d'une telle gestion sont tragiques pour les vieillards, ils sont pour le directeur de Cousin-de-Méricourt l'objet de félicitations de la part du directeur du B.a.s., Philippe Lafouge : pensez ! 345 millions de bénéfices pour l'exercice 1981. Et pourtant les familles se sont plaintes auprès du maire de Paris. Le docteur Nicaud, pourtant ami politique de Chirac et maire de la petite commune de Chamberet en Corrèze, a, à plusieurs reprises, dénoncé auprès du maire de la capitale ce qui se passait dans la maison de cure de Cachan : le manque de personnel d'encadrement, le fait que c'est le directeur qui a désigné lui-mêmes les malades qui, faute de moyens en personnel et en matériel, devraient être dirigés vers les autres maisons de cure médicale du B.a.s. Le médecin-chef a fait parvenir au maire une copie de la lettre qu'un interne de Bicêtre lui avait adressée après l'envoi de malades, estimant que, Cousin-de-Mériçourt « étant une maison de cure médicale, il est tout à fait souhaitable et logique de traiter ce genre de malades dans cet établissement ; dans le cas contraire, cette maison ne justifierait pas son appellation ».

Quant au docteur Nicaud, il précise : « Je n'écris même plus à Lafouge, je m'adresse directement à Chirac. » Le médecin-chef a aussi adressé une lettre au Conseil de l'Ordre dans laquelle il décline toute responsabilité et en a fait part à Chirac. En août dernier, Nicaud rencontre Chirac en Corrèze et insiste pour que quelque chose soit fait à Cousin-de-Méricourt. Chirac promet : « On va reprendre tout ça à zéro, ça ne peut pas continuer comme ça. » Seul résultat, Brocus qui n'était que directeur à mi-temps est passé à plein temps. Un directeur qui fait passer son médecin-chef pour un malade mental et parle de cabale. Mais Nicaud confirme les morts suspectes : la nuit de Noël 1981, il n'y avait ni surveillante ni infirmière, un malade était tombé dans un coma hypoglycémique ; il a fallu l'envoyer à Bicêtre, le malade est mort en route. Il y a quinze jours, un résident est décédé faute de soins : depuis quatre jours, il était en déshydratation.

Un collectif du personnel a pris — en





Sygma

Lionel Jospin et Bertrand Delanoë au Conseil de Paris, lundi dernier.

GRANDES VILLES

Les chiens aboient, le P.l.m. passe

Paris - Lyon - Marseille, le projet de statut de démocratisation des grandes villes est désormais sur les rails en dépit du show publicitaire de la droite

PAR ANTOINE VIOLET.

« PARIS : Chirac attaque », titrait le dernier numéro du « Journal du Dimanche », en caractères d'affiche, au-dessus d'une grande photo de James Bond — Sean Connery, le doigt sur la gâchette d'un revolver pointé vers le lecteur.

Curieuse présentation des choses, en vérité, car en fait d'attaque, le maire de Paris paraît plutôt aujourd'hui sur la défensive face au nouveau projet de statut de Paris au sujet duquel il a provoqué lundi une réunion extraordinaire du Conseil de Paris à la veille du Conseil des ministres, qui devait adopter le texte dont le Parlement est maintenant saisi. On est très loin en tout cas de la grande campagne d'affiches que Chirac avait lancée au début de l'été sur le thème de la nécessité d'une grande consultation populaire. Il n'est plus question de celle-ci dans les tracts diffusés à profusion dimanche dernier sous la signature commune U.d.f. - R.p.r. Paris. Sentant le danger qu'ils courent en attaquant le principe d'un projet qui va démocratiser la vie de Paris, les chiraquiens ont choisi un autre terrain : celui de la « pagaille » et du « gaspillage » qu'entraînerait le nouveau statut.

C'est autour de ce thème qu'a tourné le débat de lundi à l'Hôtel de Ville, ouvert par un long discours de Jacques Chirac auquel Georges Sarre, Daniel Benassaya et Lionel Jospin devaient successivement répondre au nom des socialistes.

Georges Sarre, répondant notamment aux arguments « patriotiques » de Chirac (« Toute atteinte à la capitale de notre pays est un coup porté à la France. »), souligna le caractère artificiel du show de la droite : « Les faux procès s'achèvent. Paris n'est pas menacé de disparition et ne sera pas effacé de la carte. Son maire n'est pas l'innocente victime d'un complot ourdi contre sa personne. »

Au-delà du baroud d'honneur de la droite, il faut rappeler en termes simples les arguments qui militent en faveur d'une réforme qui, à Paris comme à Marseille et à Lyon, vise à décentraliser ce pouvoir municipal.

1) Contrairement à ce qu'affirme la campagne chiraquienne, l'unité de Paris est préservée. Le maire de la capitale et les conseillers de Paris (qui seront 159 au lieu de 109 actuellement afin d'assurer une représentation des arrondissements plus en rapport avec la population de chacun d'eux) sont élus au suffrage universel. Les principales prérogatives du Conseil de Paris sont maintenues, c'est-à-dire le vote du budget, le choix des investissements, la gestion des services municipaux, etc. Les 40 000 personnes qui constituent l'administration parisienne conservent un statut unique. Le maire de Paris continue donc à disposer de tous les pouvoirs reconnus à un maire.

2) Les problèmes quotidiens seront traités au niveau de l'arrondissement par un conseil d'arrondissement élu également au suffrage universel, sur la même liste que le Conseil de Paris, le maire d'arrondissement devant obligatoirement être un conseiller de Paris afin d'éviter tout hiatus. Ces conseils d'arrondissements composés d'élus proches de la population, responsables et au contact des réalités, remplaceront les actuelles commissions d'arrondissements, inventées par Chirac en 1975, lorsqu'il était Premier ministre, organismes croupions dont les deux tiers des membres sont désignés par le maire, ce qui signifie que même dans les arrondissements où la gauche a tous les élus, ceux-ci sont minoritaires dans les commissions.

L'existence des nouveaux conseils aura notamment pour conséquences :

— une gestion des équipements collectifs des arrondissements (crèches, équipements sportifs et culturels, petits espaces verts, etc.) au niveau de l'arrondissement lui-même ; ils auront également un pouvoir de décision sur l'implantation et l'aménagement des équipements collectifs intéressant le quartier ;

— la mise de services et de locaux à la disposition directe de la population ;

— la fin du monopole du maire de Paris sur l'attribution des H.l.m. de la Ville. Cette attribution sera désormais partagée entre le maire de Paris et le maire de l'arrondissement ;

— la fin de la discrimination actuelle entre les arrondissements pour des domaines aussi importants que l'aide sociale, l'entretien des écoles, la propreté, l'implantation d'équipements collectifs, etc.

3) La vie locale va connaître un nouvel essor. Grâce aux différentes procédures prévues (avis, consultation, délibération), le conseil d'arrondissement pourra se faire, auprès du Conseil de Paris, l'écho des souhaits et des revendications de la population et des associations locales, notamment en ce qui concerne ces dernières, en matière de subventions.

Faute d'arguments très sérieux, la droite essaie de faire croire aux Parisiens que ce nouveau statut va coûter très cher aux contribuables. Il est facile de répondre que c'est le système actuel qui est source d'énormes gaspillages :

a) la centralisation extrême de la gestion parisienne se traduit par un gâchis considérable du fait de la longueur des procédures et de la façon dont sont passés les marchés en matière de construction ou d'entretien. Pour la moindre affaire locale (travaux de voirie, réparations dans une école, installation d'un feu rouge, etc.) il faut remonter à la mairie de Paris et donc à une administration lointaine et bureaucratique qui décide sur dossiers et non à partir d'une connaissance réelle des problèmes. Le nouveau statut va raccourcir les circuits de décision — donc économie de temps et d'argent — pour les problèmes intéressant la vie quotidienne des citoyens ;

b) l'augmentation du nombre des élus rémunérés n'est pas non plus un bon argument. L'augmentation de 109 à 159 des conseillers de Paris ne fait que suivre celle des autres communes de France. Quant aux maires adjoints d'arrondissement, ils remplaceront tout simplement les actuels officiers municipaux ;

c) à propos du coût de la gestion parisienne, Chirac et ses amis sont orfèvres. On peut leur rappeler :

• l'innombrable cohorte des chargés de mission du maire de Paris payés grassement sur le budget de la Ville. On y retrouve tous les battus du suffrage universel et une partie de l'organigramme du R.p.r. ;

• Bernard Pons, secrétaire général du R.p.r. (on se demande ce qu'il vient faire là-dedans), a reconnu que la campagne d'affichage de Chirac (juillet 1982) avait coûté 100 millions de centimes aux Parisiens — probablement beaucoup plus sur le dos du contribuable parisien ;

• en juillet dernier, le maire n'a pas hésité à faire voter une enveloppe de 30 millions de centimes pour organiser ses déplacements dans les arrondissements.

Chirac affirme aussi que le nouveau statut va être une source de conflits perpétuels entre le maire de Paris et les conseils d'arrondissements !

Il ne peut y avoir à priori de risques de conflits dès lors que les compétences de chaque instance sont limitativement énoncées dans le texte de la loi.

Il n'y aura conflit que s'il y a abus de pouvoir de l'un ou de l'autre.

Il s'agit là d'un problème qui n'est pas spécifique à Paris-Lyon-Marseille mais qui est celui de toute décentralisation.

La vérité c'est que le maire de Paris n'aura pas tous les pouvoirs.

C'est bien cela qui sera changé et qui explique la colère de Jacques Chirac !

---

dehors des organisations syndicales — depuis quelques mois l'affaire en main : « Je ne peux plus dormir quand je vois souffrir ces vieillards sans défense », dit Danièle Fauberteau, militante socialiste. Elle faisait office de chef du personnel et est actuellement arrêtée pour dépression nerveuse. D'autant que la répression syndicale est l'une des armes favorites du directeur, lui-même membre de l'A.o.p. - section professionnelle du R.p.r. de la Ville de Paris, la meilleure raison, sans doute, pour Lafouge et Chirac de le maintenir à la direction de l'établissement de Cachan. Autre arme favorite de Brocus contre le personnel : l'arbitraire. Dans l'attribution des primes, comme dans l'organisation du travail. Ce qui est aussi pour le personnel qualifié une des raisons de démission ou de demande de mutation à l'Assistance publique. Le 29 mars 1982, Noëlle Marillier, conseiller (P.s.) de Paris, demandait au maire des explications sur ce qui se passait à Cousin-de-Méricourt et, le 20 septembre, au cours de la dernière séance du Conseil de Paris, elle renouvelait sa question face à un Chirac irrité et insolent : « Allez-vous entendre les plaintes du personnel des maisons de cure comme Cousin-de-Méricourt et prendre rapidement les mesures de réorganisation qui s'y imposent ? »

De leur côté, Georges Marchais, député de la circonscription, et Jacques Carat, sénateur-maire de Cachan, avaient alerté le ministre de la Solidarité. Joseph Franceschi, encore secrétaire d'Etat aux Personnes âgées, avait demandé, le 16 août dernier, au préfet de région, une enquête sur la maison de cure de Cachan. Le secrétariat d'Etat a par ailleurs demandé un rapport aux médecins de Bicêtre sur l'état des malades en provenance de Cousin-de-Méricourt. Au secrétariat d'Etat, on assure que les résultats de ces enquêtes devraient parvenir incessamment. De leur côté, les familles et le collectif du personnel sont sur le point de constituer une association de défense. Une résidente a même écrit au président de la République.

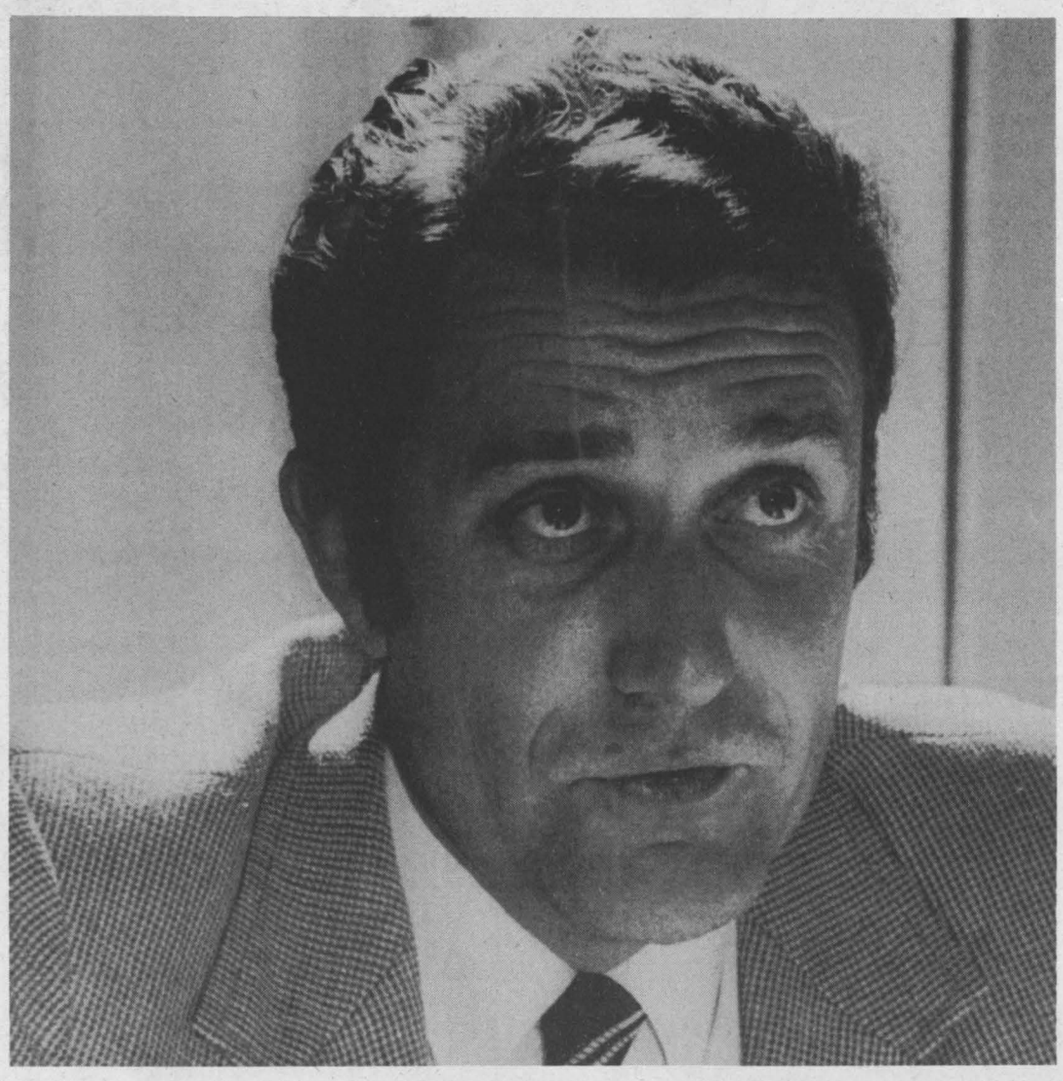
Il est vingt heures, ce lundi 4 septembre. A Cousin-de-Méricourt, bien des pensionnaires dorment déjà, les couloirs sont déserts comme les petits salons de télévision. Un seul appareil est allumé. Jeanne regarde les informations sur son fauteuil roulant. Elle frissonne dans une pauvre robe de chambre. Le chauffage ne fonctionne pas encore : « Je travaillais aux Galeries, j'étais retoucheuse, je suis de 1900. J'ai plus de domicile, j'ai plus rien. J'ai eu un enfant qui est mort à vingt ans. J'ai une nièce et une petite nièce mais je ne leur ai pas dit où j'étais, on a sa fierté. Je m'ennuie ici, on a que la télévision pour se distraire. Je n'ai pas de visite. Ce soir, il y avait des tripes froides et des nouilles froides. Le directeur ? Je ne l'ai même jamais vu. Quand il fait froid, l'hiver, je reste dans mon lit... Je ne veux pas mourir pourtant... je ne sais pas pourquoi. »

Dans certaines chambres encore éclairées, des vieillards sont presque nus, affublés d'une chemise brassière. Les armoires sont vides, il n'y a même pas toujours de peignoirs. Ceux-là n'ont pas de famille. Au rez-de-chaussée, la salle de spectacle n'offre qu'une absence totale de sièges. Ironie : trois cent millions de centimes seront dépensés cette année par le maire de la capitale pour envoyer des chocolats aux personnes âgées mais dans les maisons de cure médicale de la Ville, beaucoup de pensionnaires resteront au lit parce qu'ils n'ont même pas de quoi se vêtir. ●

MOBILISATION

Sur le front des entreprises

La rentrée d'automne devrait être celle des prises de conscience : partage du pouvoir dans l'entreprise, réduction des inégalités, nouvelle règle du jeu dans les négociations…





PAR JEAN-PAUL BACHY
Secrétaire national aux Entreprises

« IL faut rappeler, avec force, aux travailleurs que ce gouvernement est le leur, qu'il travaille beaucoup et dans des difficultés réelles, que la droite est à l'affût et prépare sa revanche tout en ne proposant rien. »

C'est en ouvrant la réunion de la commission nationale Entreprises, le 25 septembre, que Lionel Jospin rappelait ces évidences… parfois mal comprises. Or prendre la mesure de la situation économique et sociale, c'est tout à la fois tenir compte de la violence et de la gravité de la crise mondiale, de la situation difficile des autres pays et de l'acquis de 18 mois (nationalisations, lois Auroux, mesures sociales), et enfin des premiers résultats du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation qui sont satisfaisants : maintien des prix, stabilisation du chômage, investissements dans les entreprises nationales…

A l'évidence, le monde du travail accepte le langage de la rigueur et n'entend pas à créer à priori des difficultés au gouvernement. Contrairement à certaines idées reçues, il y a nettement moins de conflits sociaux aujourd'hui que sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.

Que la rigueur soit une des conditions du succès de la politique économique des socialistes, nul n'en doute. Le ralentissement de la croissance dans la plupart des pays européens, à l'inverse de ce qui se passe en France, rend en effet notre économie vulnérable. La relance voulue par les socialistes a stabilisé l'emploi en France, alors que le chômage a progressé de plus de 40 % en un an en R.f.a. Mais, tandis que la crise qui sévit ailleurs rend plus difficile aux étrangers l'achat de produits français, notre balance commerciale, régulièrement déficitaire depuis de longues années, n'a pu se rétablir. Les travailleurs comprennent donc le coup de frein conjoint sur les revenus et les prix décidé par le gouvernement, en vue d'enrayer l'inflation et de redresser nos équilibres commerciaux et monétaires envers l'étranger.

Tout était sacrifié

Il serait facile de rappeler à Valéry Giscard d'Estaing et à ses Premiers ministres successifs quelques-unes de leurs grandes « victoires » économiques. Quand le franc a-t-il perdu 40 % de sa valeur par rapport au mark ? C'était sous le gouvernement Barre. Combien y avait-il de chômeurs quand Giscard est devenu président de la République ? 400 000… Combien à la fin de son mandat ? 1 800 000. Quelle est l'année où les faillites d'entreprises ont été les plus nombreuses ? Est-ce depuis que la gauche est au pouvoir ? Non, c'était en 1980. Le « meilleur économiste de France » était alors Premier ministre : 18 000 entreprises ont disparu en un an. Ce chiffre était d'ailleurs en constante augmentation depuis dix ans.

On se souvient que la droite en France avait fait de la lutte contre l'inflation son objectif prioritaire. Tout y était sacrifié : l'emploi, le pouvoir d'achat des catégories les plus modestes, la recherche, l'Education nationale, la qualité des services publics. Pour quel résultat ? Plus de 14 % d'inflation la dernière année !

On peut critiquer certains aspects de la politique de Pierre Mauroy ; son gouvernement n'en est pas moins en train d'administrer la preuve que les solutions socialistes… ça ne marche pas si mal !

Ramener l'inflation à 10 %, stabiliser le chômage… ce serait déjà beaucoup ! C'est considérable, si l'on tient compte des mesures prises par ailleurs :

— lutte contre les inégalités, accroissement sans précédent, depuis un an, du salaire minimum, des pensions-vieillesse, et des prestations familiales ;

— réduction de la durée du travail, 5e semaine, retraite à 60 ans ;

— développement d'une nouvelle politique industrielle, fondée sur un secteur public élargi et un effort sans précédent en faveur de la recherche et de l'investissement.

Tout cela, les travailleurs le savent. C'est ce qui rend à leurs yeux si peu crédibles les rodomontades et déclarations polémiques des hérauts de la droite, dont Poniatowski, Pons et quelques autres ont donné de si piètres exemples, ces dernières semaines.

Le jeu subtil de la droite et du patronat

Le climat, pourtant, parmi les travailleurs, n'est pas celui qu'on pourrait espérer. Les témoignages des camarades de la commission nationale Entreprises réunis le 25 septembre, ceux qui « remontent » du terrain, sont tous convergents. Dans beaucoup d'endroits, le changement n'a pas encore franchi la porte de l'usine. Bien pis : la droite et les milieux patronaux mènent un jeu subtil. La droite n'accepte pas sa défaite politique de mai 1981. Elle cherche donc à prendre sa revanche sur le terrain économique. Dans certaines entreprises, la répression se fait plus agressive et les conditions de travail sont plus dures qu'avant. Les chefs d'entreprise n'hésitent pas à suggérer que la responsabilité en incombe au gouvernement qu'ils accusent faussement d'être à l'origine de leurs difficultés économiques.

Ces contradictions se développent dans le secteur public et nationalisé lui-même. Savez-vous, par exemple, comment la direction d'Usinor-Dunkerque pratique la « solidarité » ? Lorsqu'il s'agit de répartition dans le mois des jours de chômage partiel, cela se traduit par une perte de 1 000 F sur le mois, si vous êtes O.s. et 250 F, si vous êtes contremaître. Si vous êtes cadre, il n'y a pas de perte du tout !

A la Snias, les éléments de droite de la hiérarchie mènent ouvertement (et subtilement) campagne contre les syndicats représentatifs et les militants socialistes, tout en se réclamant du p.-d.g., pour discréditer à travers lui le gouvernement tout entier.



Chez Renault, certaines directions d'usine ont diffusé, sous le manteau, un « manuel » fort explicite, dénonçant la « légèreté » des lois Auroux, en précisant quels sont les meilleurs moyens de retourner contre les travailleurs eux-mêmes les droits nouveaux qui leur sont consentis.

Dans ce climat, ce que les travailleurs attendent du gouvernement, c'est surtout la fermeté.

La rigueur, nécessaire sur le plan économique, est d'autant mieux acceptée qu'une volonté sans faille se manifeste du côté des pouvoirs publics pour changer profondément la nature des relations et du pouvoir dans l'entreprise. Les deux objectifs sont d'ailleurs liés. Car, contrairement à ce qu'affirme la droite, on ne peut espérer une amélioration de la productivité, donc de la compétitivité des entreprises françaises, sans une association plus étroite de tous les salariés, à commencer par les ingénieurs, techniciens et cadres, à la décision économique.

Jamais la droite n'a démontré comment l'exercice d'un pouvoir patronal de droit divin pouvait être un gage d'efficacité économique. L'exemple de beaucoup de pays européens, plus en avance que le nôtre, démontre qu'une reconnaissance pleine et entière du syndicalisme comme partenaire et qu'une protection meilleure des salariés entre les licenciements sont des facteurs positifs de dynamisme industriel.

Changement trop lent et trop timoré

La seconde contrepartie qu'attend le monde du travail concerne la justice sociale : la rigueur est, en effet, d'autant mieux acceptée qu'elle est mieux partagée.

Trente ans d'idéologie dominante de droite en France ont amené à considérer comme normal ce qui serait jugé aberrant dans tous les autres pays industrialisés. En Fance, plus les conditions de travail d'un salarié sont mauvaises, plus son statut professionnel est précaire, plus sa rémunération est basse. Certes, le salaire doit aussi rémunérer la qualification et la responsabilité exercée. Il est évident qu'une hiérarchie des salaires reste indispensable. Mais il faudrait pondérer autrement les critères. Quand la droite affirme que les entreprises allemandes sont plus productives parce que les syndicats ouvriers en R.f.a. sont moins exigeants sur les salaires, c'est faux. C'est au contraire parce que les travailleurs manuels sont beaucoup mieux payés en R.f.a. qu'en France, que les industries allemandes sont en avance sur les nôtres ; une main-d'œuvre n'est compétitive que si elle trouve son compte dans l'effort qui lui est demandé.

En fait, le problème de fond aujourd'hui c'est la liaison entre salaire, emploi, durée du travail et technologie. Les socialistes ne peuvent se satisfaire des résultats des négociations engagées depuis un an sur la réduction du temps de travail. Parce qu'elle a été trop limitée et trop progressive, la baisse de la durée hebdomadaire du travail n'a pas pu créer beaucoup d'emplois. Parce qu'il reste trop timoré et trop lent dans beaucoup d'entreprises françaises, le changement technique ne leur permet pas de rester compétitives face à certains concurrents étrangers, plus audacieux sur ce point. Cela indique la voie à suivre. Un rythme plus soutenu d'innovations technologies liées à une réduction plus rapide de la durée du travail sont les deux leviers indissociables du redressement conjoint de nos industries et de l'emploi. Les lois Auroux sur la négociation dans l'entreprise fournissent un cadre juridique adapté à un nouveau type de concertation liant l'investissement technologique, la réduction du temps de travail et l'amélioration de l'emploi. Le secteur nationalisé peut, là comme ailleurs, jouer un rôle pilote.

Loin de constituer un handicap pour l'avenir, la période de blocage temporaire des prix et des salaires voulue par le gouvernement peut être utilisée de manière fort positive. Il y a d'abord ses effets visibles à court terme. Le bon indice des prix pour juillet et août en est un premier exemple. Mais il y a aussi les effets à moyen terme. En fait, la rentrée d'automne devrait être celle des prises de conscience : partage du pouvoir dans l'entreprise, réduction des inégalités, nouvelle règle du jeu dans les négociations sur les salaires et la durée du travail, approche conjointe des problèmes posés par le progrès technique, l'emploi et les conditions de travail permettant de créer le climat de confiance nécessaire à la reprise... Autant de voies ouvertes qui devraient assurer la consolidation du changement et la réussite du projet économique et social voulu par le pays, lorsqu'il a élu François Mitterrand. Autant de thèmes que le P.s. va inclure dans la vaste campagne d'explication qu'il vient d'engager dans le pays.

L'adhésion populaire est indispensable pour gagner la bataille contre l'inflation qui conditionne le redressement économique, donc la réalisation du projet des socialistes. Gagner cette adhésion populaire à l'action économique du gouvernement, telle est la tâche prioritaire aujourd'hui pour les socialistes.

Que tous ceux qui ont voulu le changement comprennent que ce qui se fait en ce moment est en cohérence avec notre objectif général et qu'ils en sont partie prenante. ●

Le P.s. en campagne aux portes des entreprises

Lionel Jospin au Crédit lyonnais, boulevard des Italiens à Paris, le mardi 12 octobre à 12 h.

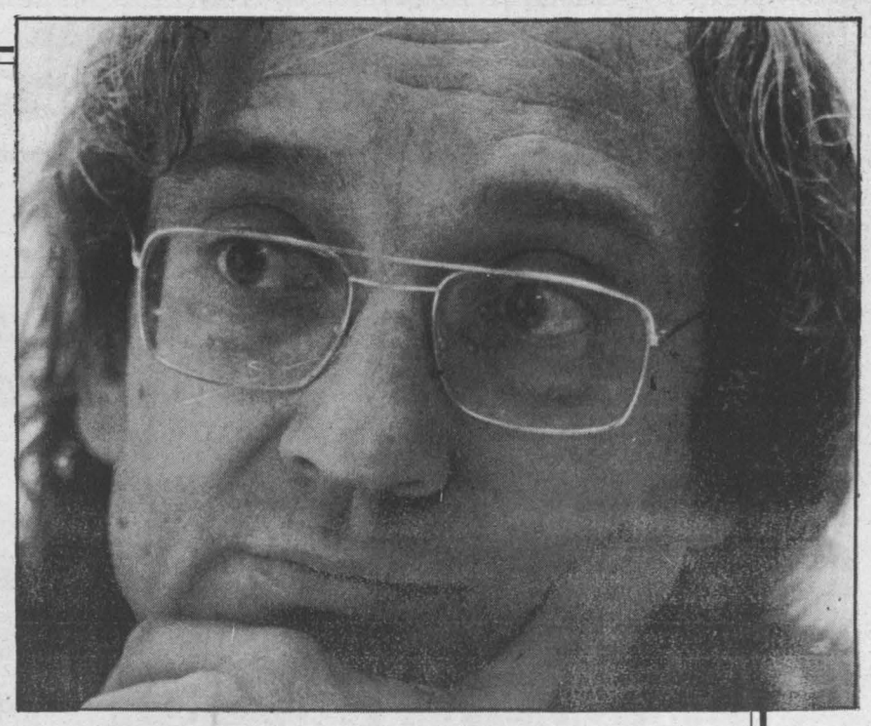
Lionel Jospin et les militants « Entreprises » du P.s. de la région parisienne, à la Mutualité le jeudi 14 octobre à 19 h.

Lionel Jospin à la Régie Renault place Nationale à Boulogne-Billancourt, le mardi 19 octobre, à 12 h.

Réunions-débats avec Jean-Paul Bachy, et Jean Auroux à : Dijon, Toulouse, Saint-Etienne, Grenoble, Arras et Limoges en novembre et décembre. Thème : les droits nouveaux des travailleurs, les socialistes répondent à vos questions.

La chronique de Max Gallo

Le temps passe



Il suffit de feuilleter un journal d'il y a trois ans pour avoir à nouveau cette sensation de novation libératrice qu'a représentée mai 1981

LE hasard, parfois, permet de mesurer le temps, de prendre conscience de ces changements que l'habitude masque vite. Je fouillais dans un classeur. Des notes, des souvenirs personnels et, tout à coup, entre deux pages, un exemplaire du journal « Libération », daté du vendredi 21 septembre 1979. Sur la couverture un peu jaunie de ce journal vieux d'il y a juste trois ans — seulement trois ans, déjà trois ans — la photo d'un homme jeune, le cou entouré d'une écharpe, un sourire et un mot en caractère gras : ASSASSINE et, en sous-titre, ce faire-part : « Pierre Goldmann a été assassiné hier, à 12 h 30 à Paris, au sortir de son domicile. Peu après, le commando de tueurs sous le nom « Honneur de la Police » a revendiqué l'attentat. »

On n'a pas retrouvé ces assassins. Pourtant, ce n'est pas seulement pour rappeler le souvenir de Pierre Goldmann que je fais écho ici à ce titre vieux de trois ans. Mais parce qu'à feuilleter les quelques pages racontant le jour où précisément l'on tuait Goldmann, j'ai ressenti l'atmosphère d'alors, ce climat de désespoir presque tranquille, d'odeur de mort, il me semble, — et ce n'était pas uniquement dû à l'assassinat de Goldmann — qui semblait étouffer peu à peu le pays. Une agonie douce, je veux bien, malgré la mort de Goldmann, mais comme l'accoutumance sinistre à la décadence, au renoncement aux combats, aux problèmes, à l'invention contradictoire, au risque que doit être la vie. Sans doute, il y a seulement trois ans, le journaliste de « Libération » qui écrivait : « En France on s'accommode de tout, même de l'ignoble », exprimait-il de manière excessive les craintes de beaucoup.

Et ce jour-là, le vendredi 21 septembre 1979, on pouvait lire aussi à la Une de « Libération » : « Renconre P.c.-P.s. : le zéro absolu. Tout s'est passé comme prévu, en un peu plus glacial si c'était possible. Ces messieurs du P.c. et du P.s. ont dressé lympathiquement la liste de leurs divergences, ont publié un communiqué pour le faire savoir et puis s'en sont retournés chacun à sa tâche. » Et en dernière page, cette nouvelle de l'étranger : « Olaf Palme a perdu les élections législatives d'un souffle. »

Voilà, c'était il y a trois ans et les souvenirs d'alors me sont remontés à la gorge. Confrontation bénéfique, même si le nom de Goldmann est toujours douloureux, car on oublie vite ce que représente de changement dans l'atmosphère la victoire de la gauche en mai et juin 1981.

Je n'écris pas cela pour nier les difficultés ou, ici et là, les regrets, mais pour que, le temps de quelques phrases, on se souvienne qu'un monsieur Poniatovski (ou Bonnet) était ministre de l'Intérieur et madame Alice Saunier Seïté, ministre des Universités ! Il suffit de feuilleter un journal d'il y a trois ans puis de revenir à l'actualité pour avoir à nouveau cette sentation de novation libératrice qu'a représentée mai 1981 et que, englués dans le quotidien, dans cette transformation patiente et difficile, nous risquons d'effacer.

Un petit événement vécu il y a deux jours me la rappelait. J'étais l'invité du journal parlé d'une radio libre. Ses studios dominent le port. Les journalistes et les animateurs ont moins de trente ans. Ils sont d'opinions politiques différentes, mais ils communient dans le souci d'une information rigoureuse et pluraliste. J'étais frappé par l'honnêteté de ces bénévoles qui avaient l'étoffe de professionnels sans en avoir la suffisance. Ils m'interrogeaient vigoureusement et j'imagine que la semaine prochaine ils opéreront de même avec le représentant de l'opposition. Cette petite équipe dynamique qui s'autofinance est comme le symbole de cette novation, d'un nouveau rapport du citoyen à la réalité et au pouvoir, à sa ville et aux élus. C'est une poussée démocratique irréversible et qui est le fruit du 10 mai. Bien sûr, il existe des détournements de cette liberté : un monopole de presse peut augmenter son audience en s'assurant aussi une radio. Il l'a fait. Un pouvoir politique municipal peut imposer, par le biais du financement, sa couleur à une fréquence qu'il contrôle. Il l'a fait aussi. Mais ce qui compte, c'est ce germe, ces quelques jeunes abordant l'information librement, objectivement, rejetant toute idée de censure ou de propagande.

Quand on a écouté et répondu à leurs questions et qu'on entend un ancien ministre des Universités affirmer que « la loi sur les radios libres permet d'accorder ou de refuser, à la tête du client, des dérogations au monopole », on mesure combien la relève politique était nécessaire ! Ces leaders, ces ministres étaient — sont — enfermés dans leur vision déformée de la réalité ! La France d'aujourd'hui ce sont ces journalistes indépendants et critiques qui l'expriment bien plus que ces vieux fanatiques qui nous accusent de n'avoir qu'une « ambition d'outre-tombe » et osent écrire que nous rêvons de tomber comme Allende, sans doute parce qu'ils espèrent un Pinochet !

Décidément, ce n'est pas un hasard si l'on dit de la droite qu'elle est conservatrice et réactionnaire. Elle est incapable de comprendre en effet que le « temps passe » tout simplement. Que trois ans se sont écoulés depuis ce journal qui relatait l'assassinat de Pierre Goldmann. Et à chaque moment de l'actualité, les signes de ces transformations que le temps et l'action des hommes provoquent se multiplient. L'on devine aux commentaires des conservateurs leur incompréhension.

Quoi ! Dans sa déclaration sur la conjoncture économique et sociale, l'épiscopat français parle de solidarité, émet des propositions qui vont à l'encontre de ces discours dits libéraux où le plus fort écrase le faible et prétend par-dessus le marché que c'est la seule voie pour sauver le faible ! Mais où est l'ancienne Eglise ? s'exclament les conservateurs. Où est l'ancienne hiérarchie si souvent solidaire des privilégiés malgré les courants catholiques toujours fidèles aux leçons de l'Evangile ?

Quoi ! Un discours d'union nationale prononcé par un président de la République issu du Parti socialiste, alors que ce thème selon les schémas répétitifs des conservateurs leur paraissait réservé aux hommes venus de la droite.

Quoi ! Dans l'Espagne de Franco, les socialistes donnés favoris par les sondages aux élections du 28 octobre. Où est l'Espagne ? Vite, un coup de force militaire comme hier !

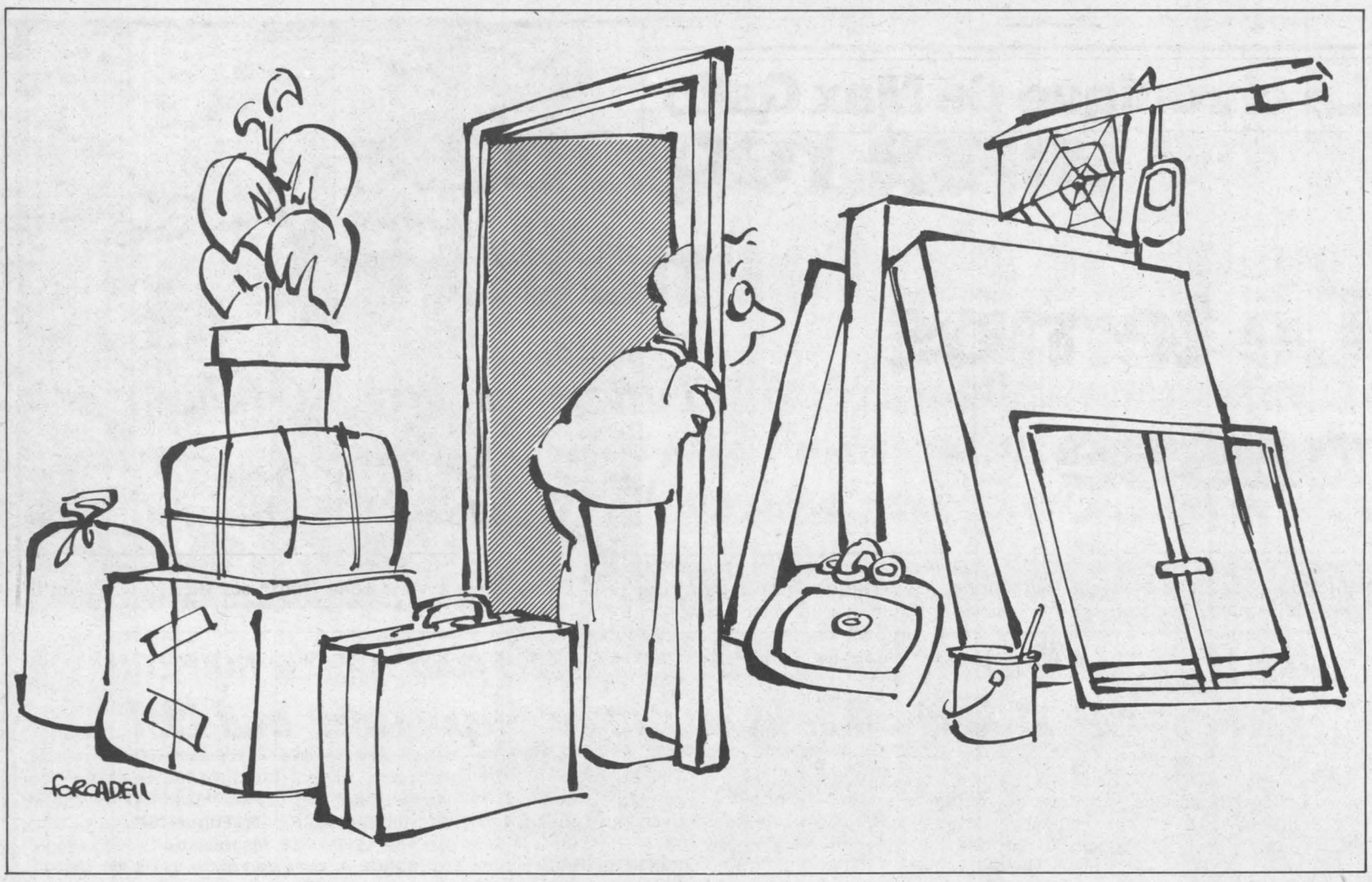
Le temps passe, le monde bouge, chaotiquement souvent, mais, il me semble avec en chaque homme une conscience plus grande de ses droits et une vision plus précise aussi des réalités.

Je me garde bien — comment le faire après tant de massacres contemporains — d'une peinture idyllique et optimiste de l'histoire et de son développement. Mais dans la dialectique tragique de la barbarie et de l'humain, de l'aveuglement et de la lucidité, les enjeux montent : le cataclysme est là, à portée de l'erreur d'un ordinateur, mais réciproquement, la conscience de ces enjeux, qui est la condition nécessaire à leur régulation, croît.

Des régressions, à chaque instant, sont possibles. Mais la mise en œuvre de la solidarité, le refus de considérer que l'homme n'est, selon la vieille formule, qu'un loup pour l'homme et ce pour toujours, me semblent devoir l'emporter. D'ailleurs au-delà du constat, ne faut-il pas affirmer, comme un postulat auquel on doit s'accrocher, que l'homme et son organisation seront meilleurs demain ?

Si on le refusait, au nom d'un réalisme, que resterait-il ? Où serait la digue, intérieure à chacun de nous, contre le cynisme et finalement la barbarie ?

Morale ? Politique ? Je ne crois pas qu'on puisse séparer l'une de l'autre. Dans une interview récente, Mgr Lustiger déclarait : « Tout ce qui est spirituel est réel. » Peut-être est-ce que je dis d'une autre manière la même chose. Cela ne me gêne pas. Au contraire. Le temps passe pour tous.



INDUSTRIE

Le bâtiment reste une priorité de l'Etat

Frappé de plein fouet par la crise et la politique de désinflation, le bâtiment, secteur porteur d'investissements et d'emplois, sera défendu par le gouvernement

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« UNE lame de fond déferle sur la construction. » Bernard Duban, président de la Fédération des promoteurs-constructeurs (F.n.p.c.), ne mâche pas ses mots. Et il n'est pas le seul puisque l'ensemble de la profession s'inquiète de l'ampleur d'une crise qui ne semble pas vouloir s'atténuer. Quelques chiffres suffisent à la résumer : au cours du premier semestre de 1982, les ventes ont baissé d'environ 30 % par rapport au dernier semestre de l'année précédente, et les mises en chantier ont baissé de 12 à 15 %. Résultats d'autant plus inquiétants qu'ils se réfèrent à une période antérieure, où l'activité du bâtiment n'était déjà guère brillante.

La crise n'atteint pas tous les secteurs avec la même violence. Ainsi, les secteurs aidés se défendent mieux : la consommation des prêts locatifs aidés (P.l.a.) reste satisfaisante mais le secteur privé se plaint de n'y avoir encore qu'une maigre place avec un quota de 3 500 P.l.a. sur 70 000, la plus grande part restant l'apanage des offices H.l.m. Leur revendication de voir ce quota augmenté en 1983 aura probablement satisfaction, d'autant que la collectivité y trouve son compte : les promoteurs prennent à leur charge 45 % de l'investissement — alors que les programmes des offices H.l.m. sont financés à 90 % par les prêts locatifs aidés — tout en garantissant le même résultat : loyers et conditions de plafonds de ressources identiques.

Rien ne va plus dans le secteur libre

Du côté des P.a.p. (prêts à l'accession à la propriété), la situation est plus difficile, avec une consommation anormalement lente des crédits prévus dans le budget, qui s'explique par les taux très élevés du marché hypothécaire (16 à 17 %) en fonction desquels sont fixés les taux des prêts complémentaires, les P.a.p. ne suffisant évidemment pas à financer le logement dans sa totalité. La clientèle la plus modeste, particulièrement touchée, abandonne donc ces projets d'achat de logement.

En matière de prêts conventionnés, qui concernent plus un public d'employés et de cadres, on assiste à une remontée, qui vient compenser la situation catastrophique de l'année passée ; grâce à une baisse des taux de 2,5 % — ils tournent actuellement autour de 13,5 à 14 % — le programme gouvernemental de 140 000 prêts cette année ne sera pas loin d'être atteint.

Mais c'est dans le secteur libre que rien ne va plus, tant dans les centres des villes que sur le marché des résidences secondaires. « Actuellement, deux mille logements neufs seulement sont en vente sur Paris, une misère », note Christian Durupt, secrétaire général adjoint de la F.n.p.c. La mévente gonfle les stocks des promoteurs, ce qui provoque pour eux une hémorragie de frais financiers grévant des fonds propres déjà réduits et compromettant toute tentative de relance de nouveaux programmes.

Grâce à l'effort important qu'il avait concédé sur le budget 1982, le gouvernement espérait que 400 000 logements neufs seraient construits cette année. Cet objectif ne sera sans doute pas atteint — on s'attend à un déficit de 30 000 logements — et l'année 1983 ne s'annonce guère réjouissante, car il est évident que l'investissement public, même soutenu, ne peut suffire. Cet appel au secours lancé par la F.n.p.c. a été écouté par le ministère, d'autant plus volontiers que ses services travaillent en concertation étroite avec les promoteurs privés, qui représentent actuellement un quart des mises en chantier.

Les pouvoirs publics partagent également, dans leurs grandes lignes, l'analyse de la crise menée par les promoteurs. Tout le monde reconnaît en effet que la récession ne date pas d'hier. Commencée en 1975, elle est aujourd'hui considérablement aggravée par les tensions du marché financier et la démobilisation des investisseurs traditionnels qui, il y a encore quelques années, financaient un tiers du secteur locatif et n'ont plus aujourd'hui qu'une part résiduelle. Les banquiers n'ont jamais aimé le risque et n'acceptent plus d'immobiliser des sommes énormes, pour un profit incertain, avec un taux de retour ralenti. Les compagnies d'assurances, après intervention du ministère de l'Economie, reviennent sur le marché mais se limitent aux investissements directs, en évitant de participer aux « tours de table », quand les promoteurs cherchent des capitaux pour monter un programme.

Car la cause première de la crise reste dans ce que les promoteurs appellent la baisse du pouvoir d'achat logement et le ministère la hausse du prix du logement. Les raisons en sont multiples : frais financiers qui atteignent jusqu'à 13 % des programmes, charge foncière renforcée par la pénurie de terrains en centres urbains que la loi Galley et le plafond légal de densité n'ont rien fait pour arranger, taxes croissantes et hausse des coûts de construction — près de 18 % de mai 1981 à mai 1982 — auxquels s'ajoutent les délais d'instruction des dossiers, la diminution de la taille des programmes, le maintien des exigences des collectivités locales qui demandent aux promoteurs de prendre en charge la construction d'équipements publics en échange de leur accord sur le permis de construire...

Résultat : la courbe suivie par le prix du logement s'est envolée à partir de 1975, et l'écart avec les revenus de la population s'est creusé. Certes, une décélération se fait nettement sentir cette année, après un tassement dès 1981, mais plusieurs années seraient nécessaires pour compenser l'avance prise par le coût du logement sur les disponibilités des Français.

« Une machine comme celle-là ne se bloque pas sans que ses engrenages soient très rouillés, commente le directeur de la Construction, Georges Mercadal. Quand la situation sous-jacente est mauvaise, avec une population à la limite de la solvabilité, un simple choc psychologique suffit à gripper la machine. » C'est exactement ce qui s'est produit cette année avec ce qu'on appelle communément dans la profession la « crise de confiance ».

Dans un contexte d'encadrement du crédit, de réforme du statut des locataires sur laquelle beaucoup de rumeurs ont circulé, dans l'incertitude économique générale, l'annonce du blocage des loyers, en juin, a fait l'effet d'une bombe. S'y sont ajoutées des incertitudes provoquées par un projet de taxation des résidences secondaires qui a été imputé au ministère : malgré les démentis rapides et formels de Roger Quilliot, la nouvelle a fait du bruit et contribué à



DIPAPACFOUOI

La phase de rigueur

par Piem

ARRIVE au pied des difficultés, le père dit à son fils : « Maintenant nous allons attaquer la phase nord de la rigueur. »

Celle-ci se dressait devant eux, verticale et verglacée et semblait n'avoir pas de fin. L'enfant sortit de son sac la corde et les crampons, il était très attaché à son père, mais deux précautions valent mieux qu'une, il s'y encorda.

Le soleil n'était pas encore levé sur les promesses des lendemains qui chantent quand ils commencèrent l'escalade.

La phase de rigueur, invaincue jusqu'à ce jour, présentait toute une série de difficultés ; lisse en apparence comme le dos de la main, il fallait, au cours de la progression, trouver les moindres aspérités qui permettraient de s'accrocher.

A quelques mètres du sol, le père en tâtonnant trouve une première faille. Il s'agit là d'un des petits bonheurs du moment, le tabac. L'homme sans hésiter y plante une taxe, il y fixe un mousqueton. Un peu plus haut, des alcools font saillies, une nouvelle taxe supplémentaire, un mousqueton, la corde glisse facilement.

Le père et son fils progressent lentement mais sûrement. Les prix et les salaires bloqués en contrebas font contrepoids.

L'enfant suit avec admiration le travail du père. Il apprécie en connaisseur l'art et la manière d'attaquer une phase difficile.

L'homme, en effet, s'était équipé en connaissance de cause. Il avait rempli son sac de taxes et surtaxes en tout genre qui lui permettaient de vaincre les obstacles.

Ayant piqué un impôt dans la faille des grandes fortunes, ils atteignirent sans encombre la petite plate-forme du pragmatisme qui surplombait à cent mètres la vallée des larmes de crocodiles où pataugeaient quelques poujadistes. Ils posèrent leurs sacs afin d'y faire une courte pose.

Le soleil se levait à l'horizon, dissipant les brumes et les hésitations, on pouvait voir le trou de la Sécu et les premiers contreforts du déficit du commerce extérieur. C'était l'automne et la crise internationale prenait ses habits divers.

« Allons », dit le père qui avait décidé d'expliquer en détail sa démarche à son fils ; - « Allons », reprit-il. Et ils allèrent.

La deuxième partie de la phase de rigueur était encore plus difficile. Un vent de fronde s'était levé qui rendait la progression acrobatique.

Le père trouva très vite un endroit pour planter une bonne vieille vignette auto qui avait déjà fait ses preuves, une T.v.a. par-ci, une plue-value par-là, et l'ascension continue.

L'enfant avait un peu le vertige. Bien sûr, plus ils montaient et plus le trou de la Sécu et tout le reste diminuaient et, malgré qu'il soit encordé à son père, il avait l'estomac noué.

« Papa, il y a un nœud. »

— « Allons », dit le père qui poursuivait sa pensée ainsi que sa montée.

« Allons », reprit-il afin de bien se faire comprendre ainsi qu'il l'avait décidé. « Allons », dit-il enfin une troisième fois.

Devant tant d'assurance tranquille l'enfant fut ébloui. Il enfouit ses inquiétudes au fond de sa poche et son mouchoir par-dessus.

C'est ainsi que la phase nord de la rigueur fut vaincue.

« Dis papa, est-ce qu'il y a une phase sud ? »

ENERGIE

Pot de terre régional contre pot de fer national

Comment donner vie à la formule célèbre d'Edmond Hervé : "La décentralisation est la chance de l'énergie, tout comme l'énergie est la chance de la décentralisation" ? Chercheurs, élus, ingénieurs et responsables politiques ont planché deux jours sur ce thème à Avignon

PAR MARTINE DUCOUSSET

(De notre envoyée spéciale)

MÊME sans pétrole, les cerveaux français carburent avec allégresse. Surtout quand on leur donne en pâture, comme ce fut récemment le cas en Avignon, un colloque sur l'énergie. Les neurones ne se sentent alors plus de bonheur et sortent le grand jeu. Superbes envolées lyriques, brillantes démonstrations, duels à fleuret pas toujours très moucheté et débauche d'arguments imparables. C'est excitant, et plutôt réjouissant, à défaut d'être véritablement constructif.

L'importante réunion organisée dans la Cité des Papes par l'association « Futuribles » (1) n'a pas failli à la tradition. Il faut dire que le thème choisi pour colloquer, « Politiques énergétiques et pouvoir régional », avait tout du baril de poudre à manier avec précaution. Quand un écolo furieux des choix nucléaires du gouvernement rencontre un responsable d'E.d.f., ça peut faire boum. Et quand un chef d'entreprise fait rimer devant un Breton régionalisme et provincialisme, l'explosion n'est plus très loin. Le débat énergétique reste un sujet brûlant et prompt à attiser les passions même si, aux dires de certains participants, il a perdu de sa vitalité depuis mai 1981.

Pourquoi ce colloque d'Avignon ? Hugues de Jouvenel, délégué général de « Futuribles », l'a clairement expliqué : « Nous sommes ici réunis comme acteurs potentiels pour une démocratie réelle, et non comme victimes d'un pouvoir centralisé. L'enjeu du débat est donc d'examiner quelles mesures adopter, quelles pratiques entreprendre afin que les régions, les collectivités puissent exercer, aussi pleinement que possible, les nouveaux pouvoirs qui leur sont dévolus. »

Septembre 1981 : vote de la loi sur la décentralisation ; octobre 1981 : adoption du programme d'indépendance énergétique ; enfin décembre 1981 : vote du plan intérimaire 1982-1983. Trois dates de notre histoire immédiate qui ont modifié quelque peu les données d'une situation jusqu'alors figée. Maintenant, il s'agit de savoir comment en tirer parti. Comment donner vie à cette formule désormais célèbre d'Edmond Hervé, ministre de l'Energie : « La décentralisation, c'est la chance de l'énergie, tout comme l'énergie est la chance de la décentralisation. »

L'affaire n'est pas simple. Quand on se pique de régionalisation, on donne aux élus locaux ainsi qu'à la population du cru du pouvoir en sus, de l'autonomie, et la liberté de choisir sa propre politique énergétique. Seulement voilà : si le gouvernement français, à Paris, privilégie à long terme les surgénérateurs, quelle réplique peuvent donc avoir les Assemblées régionales hostiles au tout-uranium ? Ne restera-t-il aux communes, aux départements, aux régions qu'une bien maigrichonne initiative : celle de décider du site des centrales nucléaires imposées d'en haut, sans appel ? « Le IXe Plan ne sera que l'enregistrement de choix faits précédemment, et ailleurs, sans la moindre évaluation des besoins », s'est indigné Pierre Lebaillif, président du Comité d'action pour le solaire. « La Corse ou le Languedoc-Roussillon devront se contenter de programmer des actions téléguidées, émanant d'un pouvoir central toujours prépondérant en matière énergétique. »

Autre problème : celui d'un éventuel téléscopage des structures. Toujours Lebaillif : « Comment pourront donc fonctionner ensemble ces Agences régionales de l'énergie qu'on suggère aux régions de créer, et la Délégation régionale de l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie ? Nul doute que l'une — mais laquelle — prendra le pas sur l'autre ! » Mensonges que tout cela, ou plutôt approximations, rétorque Jean-Louis Guigou, chargé de mission au sein de la Délégation à l'aménagement du territoire. « Le Plan national n'est pas surdéterminé. Les régions, représentées dans une commission par leurs vingt-deux présidents, ont leur mot à dire. Et si l'un de ces présidents veut se battre, disons, contre E.d.f., qu'il le fasse savoir. Qu'il exprime son point de vue, qu'il engage le fer. Nous verrons alors s'il a aussi peu de poids que certains le prétendent. »

Toujours est-il qu'on ne peut savoir ce que va donner la décentralisation, vu qu'elle commence tout juste à se mettre en place. Et qu'il est bien difficile de ne pas faire grincer l'articulation entre pouvoir national et pouvoir local. Des accommodements restent à trouver, une manière de vivre et de gouverner ensemble sans nuire à l'autre. Pas évident, même si chacun y met la meilleure volonté du monde. L'énergie n'est pas une, indivisible, et décentralisable. Un exemple au hasard : le nucléaire. Le type même de l'industrie lourde qui craint l'éparpillement au niveau de la direction et de la gestion. Un tout petit problème de boulon mal serré nécessite l'intervention immédiate et efficace d'une entreprise nationale mieux armée que toute autre pour clore l'incident — en l'occurrence, E.d.f., champion toutes catégories des sauvetages nucléaires. Toutefois, la région (ou le département, ou la commune) pourra bénéficier de certaines des retombées économiques apportées par la centrale implantée sur son territoire. Et notamment dans le domaine de l'emploi : les autochtones y gagneront toujours de ne pas être au chômage.

Mais le nucléaire n'est pas tout. D'autres industries, d'autres énergies permettront sans doute aux régions de jouer le rôle qu'elles attendent et espèrent. Ainsi, la pompe à chaleur et le capteur solaire : Quimper, Bordeaux ou Perpignan doivent se soumettre à Paris pour tout ce qui est stratégie industrielle, mais sont tout à fait capable de « dynamiser la partie installations et service », comme l'a souligné un participant au colloque. Quant aux énergies renouvelables (biomasse, géothermie), découvertes le plus souvent dans le fin fond d'un garage, elles offrent aux « provinces » toute latitude d'innover, et d'imaginer une politique et des choix énergétiques qui lui appartiendraient en propre.

Dernier scénario possible : le circuit court. L'invention d'un certain type d'énergie adaptée à une industrie locale. Comme ces catamarans bretons qui évitent désormais aux pêcheurs de dépenser un kilo de fuel pour un kilo de poisson — un bateau à voile pour tendre ses filets, avouez qu'il fallait y penser ! —, ou comme ces machine à digérer les déchets agricoles installées à Saint-Omer : l'énergie ainsi récupérée permet aujourd'hui de chauffer les serres des paysans producteurs du coin.

En fait, selon Michel Kester, directeur de l'A.r.e.n.e. (Agence régionale de l'énergie Provence-Alpes-Côte-d'Azur), la région est susceptible d'intervenir de deux façons dans le domaine énergétique : « Là où elle ne peut avoir de responsabilités, elle doit faire en sorte que sa voix et celle des collectivités soient entendues. Jouer un rôle de caisse de résonance, privilégier la concertation. » Second volet de l'action régionale : encourager toute initiative locale visant à la maîtrise de l'énergie et à la mise en œuvre d'énergies nouvelles. « Dans le premier cas — la concertation —, le Plan est une façon pour la région d'exprimer une demande, poursuit Michel Kester. Il devient, quand la région favorise les décisions locales, une façon d'exprimer une volonté. »

Si tous les cœurs sont prêts à l'ouvrage, l'articulation entre les desiderata nationaux et les ambitions locales pourra sans doute se faire sans trop de problèmes. Mais c'est vrai qu'une situation nouvelle — comme celle établie par la loi de décentralisation — exige de l'invention et de l'imagination. On ne se défait pas si facilement que ça du syndrome d'assistés engendré par des années de pouvoir jacobin. Tout reste à construire. Sans oublier, toutefois, qu'il existe, en matière énergétique, des contraintes techniques et financières non négligeables, ainsi qu'un contexte international sur lequel il est difficile de faire l'impasse. « Se préoccuper de politique énergétique en 1982, c'est préparer l'avenir de la France en l'an 2000 », souligne Christian Le Lamer, directeur adjoint au cabinet du ministre de l'Energie. Certes. Alors, autant le préparer ensemble, cet avenir. Chacun y trouvera son compte.

(1) Association internationale d'analyse, précision, prospective. Organisme privé à vocation d'intérêt général, fondé en 1967 par Bernard de Jouvenel.

---

l'affolement d'un marché qu'un rien suffit à ébranler, sensible qu'il est aux rumeurs les plus folles colportées par les détracteurs du gouvernement de gauche.

Le ministre a donc avant tout le souci d'« apaiser le climat ». En engageant une grande campagne d'information sur la loi Quillot, qui devrait également avoir quelques effets sur un marché de la location extrêmement tendu, et en apportant rapidement satisfaction aux professionnels sur certaines de leurs revendications. « Pause fiscale », a annoncé Roger Quilliot au congrès de la F.n.p.c., maintien de l'effort de l'Etat en 1983, baisse des taux des prêts complémentaires, réduction à 10 % — au lieu de 20 % — de l'apport personnel pour l'accès aux prêts conventionnés. Le ministre a répondu négativement aux demandes de désencadrement des crédits mais s'est engagé à étudier avec le ministère des Finances une proposition originale : dans le cas d'un acquéreur de logement neuf qui souhaite vendre un logement ancien, permettre à son acheteur de bénéficier d'une partie de son prêt conventionné dont il n'aura pas besoin en totalité grâce à son apport personnel.

La crise demande également la mise en place de réformes à plus long terme. Les promoteurs privés étudient actuellement le principe d'une refonte du système de financement du logement, avec la création d'un prêt immobilier unique, en dehors des aides de l'Etat, modulé en fonction des ressources des acquéreurs ou avec la généralisation de pratiques actuellement marginales, comme la location-vente ou le bail à construction qui permet de différer l'achat du terrain.



Pascal Lebrun

Roger Quilliot, ministre du Logement et de l'Urbanisme

La réflexion la plus importante reste cependant axée sur la maîtrise du coût du logement. « Dans ce secteur, trop d'intervenants jouent sur le prix final et se rejettent mutuellement la faute, attendant que le voisin fasse un effort le premier », raconte Georges Mercadal. Pourtant, l'importance de la crise semble provoquer une prise de conscience qui amène les professionnels à convenir de la nécessité d'une « rupture » acceptant même l'objectif du gouvernement d'une baisse des coûts de 25 %, d'ici à 1988.

Toute crise peut évidemment être porteuse de conséquences heureuses. Celle que traverse le bâtiment pourrait avoir des effets salutaires dans la mesure où elle « désintoxiquerait » le marché, car le budget de l'Etat ne peut éternellement faire la différence entre les prix de vente et le pouvoir d'achat des Français. Mais point trop n'en faut. Tous les pays qui ont conduit une politique de désinflation ont dû affronter une crise immobilière majeure, les Etats-Unis par exemple. Une crise aux conséquences dramatiques, puisque ce secteur est à la fois porteur d'investissements et d'emplois et qu'aucune reprise de la croissance n'est envisageable sans lui.

Conscient de l'enjeu, le gouvernement reste décidé à faire le maximum, tant sur le plan budgétaire que monétaire, pour maintenir les crédits et faire baisser les taux d'intérêt. « Nous ne sacrifierons pas le logement sur l'autel de la lutte contre l'inflation », a assuré Roger Quilliot, affirmant que ce secteur, où les besoins non satisfaits restent prépondérants, fait toujours partie des priorités de l'Etat. ●

bccm

Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles

La B.C.C.M. se caractérise avant tout par l'esprit qui anime son action. Son appartenance à deux mouvements à but non lucratif - ***LE MOUVEMENT COOPERATIF ET LE MOUVEMENT MUTUALISTE*** *-lui permet de privilégier avant toute autre considération, la qualité de ses services.*

Elle se veut à la mesure d'une grande ambition :

ETRE AU SERVICE
DE L'ECONOMIE SOCIALE

Siège social : 12, place de la Bourse - 75002 PARIS

Tél. : 233.44.71

UNE EQUIPE DE SPECIALISTES A L'ECOUTE DE LA CLIENTELE PRIVEE ET DES ENTREPRISES.

FUTURS

Interrogez-nous.
Nous trouverons une solution à vos problèmes.

BANQUE HERVET

Siège central : 127, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine – Tél. : 758.90.00



Pays lointains :

plus proches, avec UTA.

UTA
Compagnie Aérienne Française

En Europe, UTA est la première compagnie aérienne privée. Dans le monde, sa flotte dessert depuis l'aéroport Charles de Gaulle 46 destinations dans 41 pays. En Afrique, ses DC10 et DC8 atterrissent plus souvent qu'aucune autre compagnie dans 25 capitales et métropoles économiques. Vers le Moyen-Orient, dans le Sud-Est Asiatique et le Pacifique, ses spacieux 747 vous offrent en exclusivité un service "à la française", en classe Première de Luxe, classe Galaxy ou Economique. Envolez-vous avec UTA.

AVANCEZ SUREMENT.

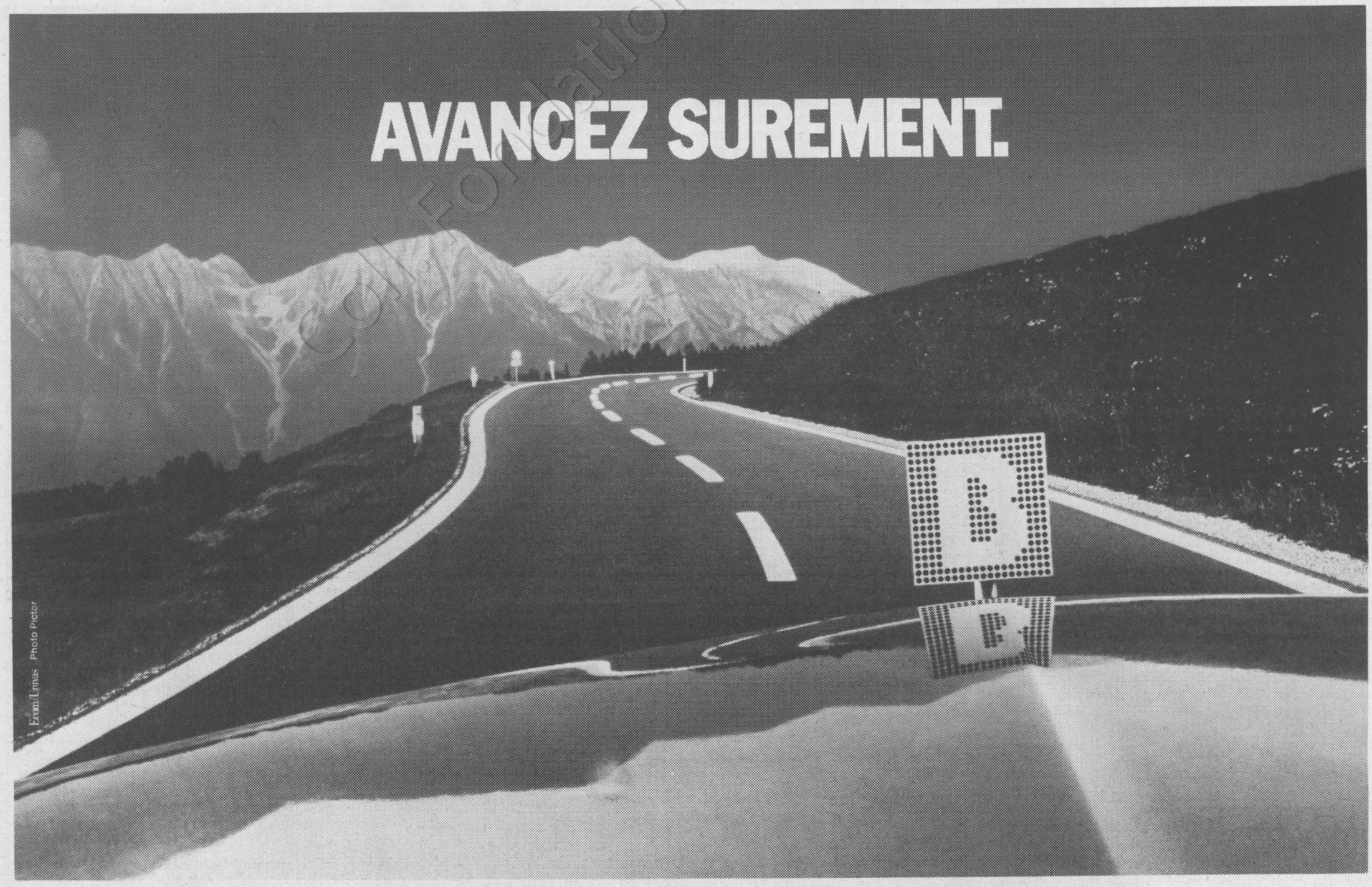


Photo Pictor

Où que vous soyez la BNP est là sur votre route. Mission oblige. Au coin de votre rue, sur la place de votre village, au cœur de votre région. Il suffit de pousser l'une des portes de ses 2500 agences. La BNP est prête à vous montrer le bon chemin. Prête à vous aider à avancer.
Prête à démarrer au quart de tour.
Alors, avancez sûrement, tranquille. Partez en BNP.

SUR LA ROUTE DE LA VIE EN BNP.

ESPAGNE

Une démocratie sous influence

La campagne électorale continue en dépit des rumeurs et des pseudo-putschs mais l'Espagne franquiste relayée par ses supports habituels – l'Eglise et le patronat – se résigne mal à la victoire désormais probable des socialistes, ces vaincus d'hier

PAR GILBERT SANS

TROIS semaines avant le scrutin historique du 28 octobre, l'Espagne politique se préoccupe à nouveau de son armée après la découverte, samedi dernier, d'une tentative de putsch. Pseudo-putsch, devrait-on dire plutôt, limité pour l'essentiel à trois officiers supérieurs. Mais les putschs sont-ils toujours faits par leurs auteurs, ou leurs commanditaires plus secrets, pour réussir, militairement parlant ?

Celui de la semaine dernière aura d'abord permis à une certaine presse d'en faire ses gros titres. Et si l'essentiel, pour les protagonistes de cette opération, était surtout qu'on en parle ? Ainsi se maintient la forte pression « psychologique » de l'institution militaire sur toute une société. On peut aujourd'hui commencer légitimement à s'interroger sur les résultats de « l'échec » du vrai putsch du 23 F (23 février 1981). Un sacré « échec » qui a conduit tout droit à la désagrégation complète du premier parti politique d'Espagne, l'U.c.d. Un « échec » qui a ouvert la voie au projet de « grande droite » et de « majorité naturelle », cher à Manuel Fraga Iribarne, leader du bloc réactionnaire. Un « échec » enfin qui oblige les partis démocratiques à la plus extrême des prudences verbales et programmatiques pour tout ce qui touche aux forces armées. Il n'y aura certes pas de coup d'Etat en Espagne avant les élections générales. Mais l'armée, par l'entremise de quelques isolés extrémistes, rappelle ainsi sa présence à qui veut bien écouter.

Le peuple espagnol n'est cependant pas complètement dupe du procédé. Il n'est pas certain que le chantage à la peur, au « chaos » qu'aimait à invoquer le général Franco, fonctionne cette fois aussi parfaitement. Le programme du P.s.o.e., toujours largement en tête dans les sondages, est devenu suffisamment « modéré » pour ne pas laisser de prise à un tel chantage. Il reste que, si ce pseudo-putsch ne modifie pas les données électorales dominantes, il assure à l'évidence un surcroît de mobilisation de la droite musclée, du camp de la peur, autour de l'Allianza popular.

Il serait également intéressant de revenir sur les rumeurs, d'autant qu'on les estime fondées, concernant les préparatifs d'un attentat contre l'ex-Premier ministre, Adolfo Suarez. « L'affaire » aurait commencé l'été dernier à Paris. Plusieurs réunions auraient eu lieu auxquelles participent au moins un service secret étranger, des agents de l'ancien « service présidentiel » de l'amiral Carrero Blanco, ainsi que des représentants de la Mafia localisés vers Marseille. Le projet commun est simple : il s'agit d'assassiner Adolfo Suarez « au plus tôt ». De jour en jour, initialement facilitée par un agent syrien, l'information gagne en crédibilité. Le mobile pour intéresser un service étranger à cette opération trouve son origine dans la politique extérieure espagnole impulsée à l'époque par Adolfo Suarez. A grands traits, Suarez est un partisan du neutralisme, il enverra même un observateur à La Havane lors de la conférence des pays non alignés. Il sera également le premier chef d'Etat européen à recevoir officiellement le leader de l'O.l.p., Yasser Arafat. L'intérêt de l'extrême droite, nostalgique du franquisme, est encore plus évident. Il s'agit de déstabiliser au maximum la démocratie espagnole dans une période décisive pour son avenir. Quant à la Mafia, on le comprendra aisément, son rôle aurait été technique et son intérêt financier.

On est déjà assez loin, dans les investigations actuelles, des rumeurs sur de simples spéculations électorales. Le ministre de l'Intérieur espagnol, Juan José Rozon, s'est porté garant de la sécurité d'Adolfo Suarez. En ce moment, plus d'une centaine d'agents veillent sur les activités et déplacements de l'ancien Premier ministre. L'escorte de Felipe Gonzalez a également été renforcée. Et comme le monde est décidément bien petit, l'homme qui veille personnellement sur la sécurité de Suarez n'est autre que le directeur de la Sûreté, Francisco Laïna, dont le rôle fut décisif lors du

(suite en page 12)





Sygma

Felipe Gonzalez dans le car qu'il a loué pour sillonner l'Espagne tout au long de sa campagne électorale.



Santiago Carrillo.



Manuel Fraga Iribarne.



Le leader centriste Lavilla devant des affiches de son parti proclamant que la victoire des socialistes n'est pas inéluctable...

(suite de la page 11)

coup du 23 F quand les services secrets et les services spécialisés de l'armée ne répondaient plus... Le même Francisco Laïna qui annonçait voici quelques jours, avant toute autre autorité, l'arrestation des trois officiers supérieurs. Il n'est pas exclu que s'éclaire dans les prochaines semaines un pan inconnu de la période de transition espagnole s'il se confirme que Suarez avait déjà informé les autorités, suprêmes et compétentes, d'un projet d'attentat contre sa personne en février 1981...

En attendant, la campagne électorale continue, marquée par la volonté de toutes les forces démocratiques de ne pas se laisser gangrener par les rumeurs, ni même par des putschs miniatures.

La vieille Espagne a peur. Après la publication du document de la conférence épiscopale — comment ne pas le qualifier d'électoral ? — rappelant le danger marxiste et favorisant objectivement les projets de « grande droite », c'est au tour du patronat d'entrer dans l'arène. La puissante et déterminée aide financière qu'il accorde à Fraga Iribarne n'étonnera guère. Le principal objectif de la grande centrale patronale vise à limiter dans le temps l'existence d'un gouvernement à direction socialiste ; faute de pouvoir l'éviter totalement. « Il faut absolument empêcher le P.s.o.e. d'obtenir la majorité absolue de 176 sièges aux Cortès. De façon à ce qu'ils demeurent à la merci d'une motion de censure et d'éventuelles élections anticipées qui verraient alors un retour triomphal de la droite. » C'est ce que pourraient dire à peu près textuellement les patrons espagnols. Prospectives gratuites ? A voir. Plus approche la date du scrutin, plus la question de savoir de quelle majorité disposeront les socialistes — absolue ou pas — acquiert une significative importance. On gouverne assurément moins bien, moins facilement, sans la durée nécessaire.

Les dirigeants socialistes intensifient actuellement les contacts avec le monde de l'entreprise. Lors d'une réunion commune avec les dirigeants de la petite et moyenne entreprise, ces derniers faisaient savoir aux socialistes qu'ils n'étaient pas particulièrement inquiets du programme économique et social du P.s.o.e. Encore que le président de ces petits patrons préférerait un gouvernement de coalition avec le C.d.s. d'Adolfo Suarez... Le principal problème des socialistes ne se situe pas avec les petites et moyennes entreprises mais avec le grand patronat. Les affrontements publics directs entre le P.s.o.e. et la C.e.o.e. (le C.n.p.f. espagnol), tels qu'ils se produisirent durant la campagne électorale en Andalousie, pourraient aisément émerger à nouveau. Les socialistes savent en tout cas que le grand patronat, activement appuyé par la banque, a déjà son propre projet pour que la victoire socialiste dure le moins longtemps possible.

Toutes les listes de candidatures sont maintenant officiellement déposées. La « grande droite » de Fraga Iribarne s'est déjà imposée, au détriment de l'U.c.d., en Galice, au Pays basque et en Andalousie où les notables ont lâché le parti centriste. Le parti de Suarez, attaquant l'U.c.d. sur la gauche, est présent partout ; il a même « débauché » à Barcelone un universitaire et philosophe marxiste très connu, Sergi Vilar... A l'inverse de celles du Seigneur, les voix du centre ne sont donc pas impénétrables. A gauche, Felipe Gonzalez est bien sûr numéro 1 à Madrid, Alfonso Guerra à Séville. On remarque toutefois certaines absences sur les listes socialistes. Celle du maire de Madrid d'abord, Enrique Tierno Galvan, « el viejo professor » ; celles de « Paco » Bustelo, recteur de l'université, et de Luis Gomez-Llorente, historien et sorte de « gardien de la foi » à l'intérieur du parti, militant respecté entre tous. Tous deux avaient été les animateurs de l'excourant critique lors des derniers congrès du parti. En revanche, le P.s.o.e. retrouve comme tête de liste à Valladolid le leader parlementaire Gregorio Peces-Barba, qui songeait voici quelques semaines à se retirer de la vie politique pour se consacrer à l'université.

Au Pays basque, les socialistes présentent leurs leaders maintenant habituels : Jose-Maria Benegas, Enrique Mujica et le vieux lutteur Ramon Rubial, président national du parti. A Barcelone, la base a tranché : c'est Raimon Obiols, sans doute le plus populaire des socialistes catalans, qui sera tête de liste devant Ernst Lluch, un ami de Felipe Gonzalez à qui d'aucuns prêtent un avenir ministériel certain. Le secrétaire général du parti catalan, Joan Reventos, est volontairement demeuré en réserve, préférant se consacrer aux futures batailles pour la présidence de la Généralité, institution sacrée, si durement et si chèrement reconquise qu'elle passe souvent aux yeux des Catalans avant les honneurs madrilènes.

Du fond de sa prison dorée, le lieutenant-colonel Tejero rappelait récemment, dans les colonnes d'un grand quotidien madrilène, que, grosso modo, « si c'était à refaire il le referait ». Outre qu'à cette occasion les Espagnols découvrent les conditions de détention des protagonistes du 23 F (visites et contacts illimités, cadeaux et argent des « supporters » à flot, etc.), de tels propos montrent bien que, quelque part, deux Espagnes contradictoires cheminent côte à côte sans jamais se rencontrer. Mais peut-être, aujourd'hui, l'Espagne n'est-elle plus seulement ce pays de danseurs de flamencos, de joueurs de castagnettes et de « tueurs » de taureaux dont on nous entretenait si complaisamment. L'histoire ne pardonne pas à ses retardataires. Que cela plaise ou non, aujourd'hui, c'est un peu les vaincus d'hier qui se transforment en vainqueurs. Après une guerre civile d'un million de morts, le pays légal s'apprête à rejoindre le pays réel. La couleur du drapeau n'y changera pas grand-chose. ●

IRAN

L'empire de la mort

Depuis le retour de l'ayatollah et l'avènement de la mollarchie, la mort règne en maîtresse sur le peuple iranien martyrisé

PAR HELENE TRUDAINE

DEPUIS très longtemps s'opposaient deux écoles, ou deux nations. D'un côté, les Iraniens. Ils avaient imposé au monde leur propre désignation, comme golfe Persique, du bras de mer séparant leur pays de l'Irak, du Koweit, de l'Arabie Saoudite et des émirats. Sur l'autre rive, on parlait plus volontiers de golfe « arabique ».

RADIO

"La voix de la France" entendue du Rio Grande au Cap Horn

Depuis le 1er octobre, la "petite pluie du 10 mai" arrose le désert culturel latino-américain

PAR GILBERT SANS

LES temps changent et les idées bougent. « La voix de la France » à l'étranger aussi. Assurément il n'y a plus grand-chose de commun entre le célèbre « Poste colonial » du maréchal Lyautey, inauguré avec faste au printemps 1931, et la nouvelle Radio-France internationale, sa lointaine descendante. D'autant qu'en 1982 R.f.i. a rencontré le changement. Elle en avait besoin : changement de directeur, changement de statut, changement d'orientation. Avant le 10 mai, R.f.i. n'émettait plus guère que vers l'Afrique et les pays de l'Est. Son objectif aujourd'hui, tel que le profile le plan quinquennal de développement de la station, devrait l'amener en 1987 à concurrencer enfin les grandes chaînes étrangères internationales, en émettant en dix-sept langues différentes, passant d'une centaine à plus de sept cents heures d'émission hebdomadaires. Un changement qui s'apparente à une petite révolution.

Depuis le 1er octobre, R.f.i. émet à nouveau — trois heures par jour pour commencer — en direction de l'Amérique latine. Les émissions avaient été brutalement supprimées le 31 décembre 1974, peu après l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée. Sans doute histoire de laisser la place libre à un puissant allié. La reprise de ces émissions, aujourd'hui, revêt une signification politique réelle. Pour tous les Latino-Américains rencontrés, « c'est une très bonne nouvelle ». Pour l'Amérique latine, l'alternative culturelle ne peut venir que de la France et, demain, de l'Espagne. Il existe bien sûr d'autres radios qui émettent vers l'Amérique latine, comme la Deutsche Welle, mais aucune ne correspond aux racines culturelles profondes de ce continent. Les formes de culture anglo-saxonnes s'accommodent décidément mal à la situation latino-américaine.

« Le fait qu'aujourd'hui la France se soit donné un gouvernement socialiste représente, en plus d'une alternative culturelle, une alternative politique, déclare le cinéaste Helvio Soto, ancien directeur de la télévision chilienne et ami de Salvador Allende. C'est dire, pour nous, l'importance de cette renaissance des émissions de Radio-France internationale. La radiodiffusion latino-américaine, davantage même que la presse écrite, est entre les mains du capital privé, en étroite alliance avec le capital nord-américain. Et cela du Rio Grande jusqu'au cap Horn. » Le message qui passe et déferle sur l'Amérique latine ne peut en effet venir que des Etats-Unis. « Au milieu de ce désert sans voix qu'est aujourd'hui l'Amérique latine, ajoute Helvio Soto, le son de R.f.i. va être comme une petite pluie. Même des informations données par un émetteur contrôlé par la France seront déjà une modification importante par rapport à cette façon de voir le monde qu'ont les Américains aujourd'hui. »

Trois heures par jour, c'est encore peu, pendant lesquelles alterneront informations, magazines et chansons, mais c'est déjà témoigner d'une claire volonté de ne plus se taire. « Il y a manifestement une attente concernant la culture française, dit Ramon Chao, chargé des émissions à R.f.i. et journaliste déjà fort respecté outre-Pyrénées (1). Nous privilégierons les informations françaises et latino-américaines, sans faire de propagande, mais en disant éventuellement ce qui n'est pas dit ailleurs. Selon sa sensibilité, chaque journaliste apporte quelque chose de particulier au contenu des émissions. Par exemple, j'ai ici un document d'agence sur la grève en Bolivie : nous allons préparer un « papier » dessus. Nous retransmettrons également les prises de position françaises dans le domaine international. »

Dernière innovation, au symbolisme évident, qui vous ramène dans les longs couloirs ronds de la Maison de la Radio, l'équipe de journalistes (2) a été recrutée après un véritable petit examen interne (bandes et manuscrits numérotés, anonymes) et non plus sur « titres » ou recommandations comme c'en était devenu l'usage abusif. Non seulement c'est la première fois qu'on pratique ainsi à R.f.i., mais c'est aussi la première fois à Radio-France.

Changement... A l'extérieur, Radio-France internationale était d'abord perçue comme « la voix de la France », un brin radio officielle, dans la mesure où, sous la Ve République, la voix de la France ne pouvait qu'être celle du gouvernement. « Pour nous, la voix de la France c'est bien sûr exprimer la réalité de la France



Pascal Lebrun

Hervé Bourges.

d'aujourd'hui, c'est-à-dire d'après le 10 mai, donner l'information la plus rigoureuse possible sur les choix gouvernementaux, et d'abord pour tout ce qui concerne la politique de solidarité avec le tiers monde, l'aide aux peuples sans voix, opprimés, dans une volonté de non-ingérence. A mon arrivée dans cette maison, beaucoup en avaient assez des journaux fictifs pour un auditoire mythique. » Nommé fin 1981 directeur de R.f.i., Hervé Bourges est un tiers-mondiste convaincu. Ancien rédacteur en chef de « Témoignage chrétien », conseiller du président Ben Bella dans l'Algérie des premiers temps de l'indépendance, fondateur d'une école de journalisme à Yaoundé, il trouve cependant le temps et l'occasion de diriger en France l'école de journalistes de Lille avant de devenir à l'Unesco le porte-parole de M. M'Bout (3). « Le président de la République française, ajoute Hervé Bourges, disait que partout où cela était possible la voix de la France devait se faire entendre à condition de rencontrer l'écho de celles des autres peuples. Je crois que c'est la double mission de R.f.i. : diffuser des informations sur les activités de notre pays, sur la manière dont nous interprétons les événements mondiaux mais aussi, dialoguer et participer par là-même à l'élaboration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. J'y suis personnellement très attaché. Il convient sans doute d'imaginer des formules originales pour nous ouvrir à ce nouveau souffle culturel. »

Un souffle vital pour R.f.i., qui était devenu au fil des ans et des régimes de droite une sorte de fourre-tout journalistique, menacée de privatisation et surtout parent pauvre et ignoré de la radio. Depuis moins d'un an, on a restructuré une maison menacée par le laxisme et les toiles d'araignée. Au niveau des programmes, refondus, jeux et gadgets vont diminuant tandis que les productions originales doublent les simples retransmissions de France-Inter.

Une dynamique est née. Sa poursuite implique que soient maintenus des choix budgétaires rigoureux. « La voix de la France » ne pourra mener à terme sa politique de développement que si les moyens nécessaires lui sont régulièrement consentis.

Les derniers crédits votés par le Congrès américain pour Radio Free Europe — « la voix de la C.i.a. » —, station émettant vers l'Europe de l'Est, s'élèvent à 97 millions de dollars, soit plus de 600 millions de francs. Radio Free Europe emploie 1 662 personnes. Dans le concert des super-grands, R.f.i. résonne déjà, aujourd'hui, comme « la petite voix qui dit non ».

(1) Ramon Chao animait les émissions vers l'Espagne franquiste de R.f.i. qui furent, pour toute une génération politique et culturelle, un véritable et indispensable ballon d'oxygène. Il est l'auteur de « Après Franco, l'Espagne » (aux éditions Stock). Soit dit en passant : il serait particulièrement malvenu que les émissions de R.f.i. à destination de l'Espagne soient supprimées. Certes Franco est mort. Mais ce serait faire bon marché d'une mission culturelle de voisinage à l'évidence prioritaire.

(2) Parmi lesquels une majorité de Latino-Américains.

(3) Hervé Bourges est également l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'information et au tiers monde : « l'Algérie à l'épreuve du pouvoir », « la Révolte étudiante », « Décoloniser l'information » et en collaboration avec Claude Wauthier « les Cinquante Afriques ».



L'ayatollah Khomeyni vu par Barrigue...

Faisant fi de ces querelles nationalistes, la jeune révolution iranienne qui venait de renverser le chah proposa aussitôt l'appellation de golfe « islamique ». Plus qu'un détail, il y avait là le signe profond d'un projet de grande ampleur : exporter la révolution islamique.

Confuse, cette révolution, aux fondements difficiles à cerner et dont les possibles définitions varient au gré des jours et de ceux qui s'expriment en son nom, paraît surtout déterminée par ce qu'elle refuse et condamne. En tête des rejets, tout ce qui touche au modèle occidental. La preuve sanglante en est quotidiennement apportée avec les exécutions massives dans lesquelles s'enfonce le régime mis en place par Khomeyni. Remarquablement étayée, la démonstration du dévoiement de ce régime est rassemblée dans un livre, « Iran. Plaidoierie pour les droits de l'homme », publié par le Mouvement de la résistance nationale iranienne, animé par Chapour Bakhtiar. La « justice islamique », expéditive et assassine, exprime cette condamnation clairement a priori et sans appel de l'Occident. On trouve dans le livre une citation à faire frémir, en date du 7 avril 1979, dans laquelle Khomeyni annonce la couleur pour tous ceux qui, selon lui, se dressent en travers de son chemin. « Nous estimons, dit « l'imam », que ces criminels ne doivent pas être jugés. Ils doivent être tués. Je suis désolé de voir que l'occidentalisme sévit encore parmi nous. » Un aveu que complète cette autre déclaration faite au « Monde », le 24 juillet 1980 : « N'écoutez pas ce que disent les bourgeois progressistes. Le seul principe à respecter, c'est Dieu et non pas le peuple. Si cent millions d'hommes, ou même si tous les hommes de la terre étaient favorables à une opinion et que vous la jugiez contraire au Coran, ne cédez pas, même s'ils se révoltent tous. » Le gouffre est vertigineux entre ce fanatisme et les revendications de ceux qui, bravant le chah, la Savak, les tortures et la mort, ont fait le lit de la République islamique en réclamant la justice, la liberté et le respect des droits de l'homme.



...et par Bellenger.

Trois concepts « occidentaux » et rejetés en tant que tels par la mollarchie sanguinaire qui règne aujourd'hui à Téhéran. Aussi ce livre-plaidoyer pour le respect des droits de l'homme en Iran n'a-t-il aucune chance d'être entendu par le régime islamique lorsqu'il explique : « Si l'accusé, qu'il soit haut responsable de l'ancien régime, officier insurgé, résistant démocrate, moudjahed, fedaïn, kurde, turkomène, ghachghaï, bakhtiari, azebaïdjanais, bahaï, juif, chrétien, sunnite, homosexuel, femme adultère ou trafiquant de stupéfiants, n'a pu jouir de ses droits légitimes prévus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il cesse d'être un accusé et n'est plus qu'une victime. »

Cette énumération rend bien compte des différentes catégories martyrisées par le régime. Rejetant les catégories universellement admises du droit, la « justice islamique » poursuit, condamne et exécute, sans respect aucun pour les droits de la défense, selon des chefs d'accusation qui ne seraient pas dépareillés dans l'œuvre d'Alfred Jarry. Des inculpations comme « corrupteur sur terre », « en guerre contre Dieu », « homosexualité », « prostitution » ou « adultère » signent l'arrêt de mort de ceux qui en font l'objet. Des centaines d'exécutions en ont découlé en plus de celles qui visent les résistants de tout poil à la dictature.

Le livre ne recense que les exécutions « officiellement » prononcées et rapportées par la presse iranienne ou la presse occidentale. Du 15 février 1979 au 17 mai 1982, il dresse ainsi une liste incontestable de 2 736 condamnés à mort. Pour autant, les auteurs de l'ouvrage ne prétendent malheureusement pas à l'exhaustivité. Amnesty International avance le chiffre de 4 100 exécutions depuis le retour triomphal de l'ayatollah dans l'amère patrie.

A côté de ces basses œuvres de la « justice islamique », combien le régime a-t-il fait de victimes ? Personne ne saurait vraiment l'évaluer. Certaines déclarations officielles incitent au pessimisme. Ainsi le ministre de la « Justice », l'ayatollah Moussani-Andebili, déclarait-il, le 18 septembre 1981 : « Nous ferons justice aux opposants et aux manifestants. Nous les tuerons sans pitié. » Une opinion à peu près identique à celle d'un de ses coreligionnaires, l'ayatollah Mohamedi-Guilani, grand juge islamique, expliquant : « Tout soin aux manifestants blessés est interdit. Ils doivent être exécutés sur place. »

Pourtant, cela n'est pas grand-chose, numériquement, en regard des morts innombrables provoquées par la répression des opposants (modjahidines ou Kurdes, par exemple), les attentats revendiqués ou non — encore 70 victimes et des centaines de blessés par l'explosion d'une bombe la semaine dernière à Téhéran — et le conflit avec l'Irak. Les villes et les villages bombardés par le régime lui-même au Kurdistan, ceux rasés ou partiellement détruits au Khurzistan — région proche de la frontière irakienne — ont fait des milliers de victimes. Quant au conflit avec l'Irak, il aurait fait plus de 100 000 morts dans les rangs iraniens, au moins la moitié dans le camp adverse. Si l'on songe que la révolution islamique n'hésite pas à envoyer en première ligne des adolescents — et parfois même des garçons d'une dizaine d'années — recrutés dans les quartiers miséreux des grandes villes, les « bassidji », fanatisés et convaincus qu'en mourant pour la cause ils se retrouveront aussitôt au paradis d'Allah, on mesure à quel point les séquelles du régime pèseront longtemps sur l'avenir de l'Iran. Un pays martyr, exsangue et dont les divisions de l'opposition n'offrent encore aucune alternative crédible à la dictature qu'il subit. ●

RELATIONS FRANCO-AFRICAINES

Un dialogue devenu "positif"

PAR GUY PERRIMOND

TROIS « visites » et une conférence. Le voyage que François Mitterrand effectue en Afrique équatoriale cette semaine est révélateur du nouveau rôle de la France sur ce continent. Les visites — Burundi, Rwanda, République populaire du Congo — relèvent du « bilatéral » cher aux diplomates. La conférence, qui se déroule à Kinshasa, a d'autres dimensions : alors que l'O.u.a. est « bloquée », que la conférence de Tripoli n'a pas pu avoir lieu, la plupart des pays africains vont pouvoir se rencontrer et débattre, de manière informelle s'ils le souhaitent, de leurs problèmes communs. Et ils sont nombreux.

Burundi, Rwanda. les deux premières étapes du voyage du président de la République ont lieu dans de tout petits pays, à forte densité de population, des pays enclavés, pauvres de surcroît. Là, c'est de l'aide française — et en ce domaine des efforts sont à faire — qu'il s'agira. Désenclaver — matériellement et culturellement — ces pays est une des conditions de base de leur développement. L'isolement étant à la source de la stagnation, il est facile de comprendre l'enjeu. Alors que les zones tropicales, compte tenu de leurs richesses inépuisables — le soleil et l'eau — pourraient, sur le plan agricole, connaître une expansion véritable, l'état — et le coût — des techniques, la formation, le rapport ville-campagne, les modèles culturels qui se mettent en place, tout pèse pour que les pays concernés s'enfoncent, lentement mais sûrement, dans la misère. C'est dire que seule une véritable coopération peut permettre d'éviter les drames à venir.

En ce domaine, la France depuis 18 mois tient un langage nouveau. Car « l'aide » ne doit pas servir à « finir les fins de mois », ou à financer des opérations de prestige sans retombées économiques et sociales. L'aide, c'est donner à ces pays, et d'abord aux plus pauvres d'entre eux, les moyens d'assurer la survie de leur population. C'est-à-dire de développer l'agriculture. En évitant que l'accent soit mis sur les seuls produits d'exportation.

Les propositions que doit faire François Mitterrand lors de son séjour au Burundi et à Rwanda devraient permettre de mesurer qu'en ces domaines la France tient à jouer pleinement son rôle. Tout comme elle le fait à propos de la stabilisation du cours des matières premières, des négociations globales Nord-Sud, du renforcement des flux d'aide. Et favoriser le désenclavement culturel — la francophonie pouvant être en ce domaine un outil non négligeable — participe à cet effort.

Car les rapports bilatéraux ne sont vraiment productifs que s'ils s'insèrent dans une politique d'ensemble, dans une vision claire de ce que la France peut apporter comme propositions. S'il n'en était pas ainsi, rien ne pourrait expliquer l'audience qu'elle a su retrouver — et souvent trouver — en Afrique depuis le 10 mai 1981. Car, il y a deux ans seulement, au lendemain de la conférence franco-africaine de Nice, il était banal d'entendre les responsables africains affirmer que « l'on se moquait d'eux ». Les paroles et les actes du gouvernement français ont permis qu'aujourd'hui il ne soit pas rare d'entendre des intellectuels africains affirmer : « La France redevient la France. »

Car, dans les relations entre peuples, les mythes pèsent lourd. Et, longtemps, il y eut pour bon nombre d'habitants du tiers monde deux France. La plus évidente — celle incarnée par les gouvernements successifs — n'était pas la plus aimée. Loin de là. L'autre, mythique mais porteuse d'espoir, leur parlait de liberté, d'égalité, de fraternité. Souriront ceux qui n'ont pas besoin de ces mots...

Et la conférence franco-africaine de Kinshasa montre à quel point aujourd'hui ces deux France sont mêlées. L'afflux — le mot a été employé — de pays participants ou observateurs prouve que la présence de la France est devenue une sorte de garantie. Certains observateurs ont même pu déclarer : « Kinshasa sera un sommet de couloirs. Il sera utile. Mais il n'aura lieu que grâce à la participation de la France. Même si elle se tait, car sa présence est une garantie de non-ingérence. »

Certes, ce sommet a un programme, des thèmes — coopération franco-africaine, rapports Nord-Sud, sécurité et développement du continent — mais il est évident que les problèmes de l'O.u.a. domineront les « discussions de couloirs ». La présence de chefs d'Etat fort différents va donc modifier la tonalité des débats. Le temps où les seuls francophones se retrouvaient est bien loin : l'Afrique sub-saharienne ne sera peut-être pas au grand complet, mais les absences seront peu nombreuses. C'était peut-être une des ambitions du président de la République en acceptant de se rendre à Kinshasa : permettre que des responsables qui ne se parlent pas, ou peu, puissent dialoguer. Il est évident qu'en ce domaine le rôle de la France s'arrête là : créer les conditions d'un dialogue était nécessaire, mais Paris ne pouvait pas être « maître d'œuvre » ou partie prenante du dialogue. Et si la crise de l'O.u.a. « intéresse » les chefs d'Etat et de gouvernement réunis, c'est eux et eux seuls qui pourront trouver ou non une solution aux blocages actuels.

La localisation de la conférence franco-africaine a semblé poser plus de problèmes aux médias qu'aux participants dont certains, c'est le moins que l'on puisse dire, n'ont aucune tendresse pour le pays hôte. C'est que les responsables politiques ont fait la différence — les journalistes pas toujours — entre une visite officielle et une conférence internationale. La première implique les deux pays. La seconde... Et il est évident que pour Paris cette nuance existe également.

Pour terminer ce deuxième séjour en Afrique sub-saharienne, François Mitterrand visitera la République populaire du Congo. C'est un autre aspect des relations entre la France et ce continent qui sera abordé. Sur le plan économique, les rapports sont différents : le pétrole fournit au Congo des ressources lui permettant d'élaborer des plans de développement plus ambitieux.

Il s'agit davantage d'une « reprise de contact ». Durant de longues années, les pays africains se qualifiant de « progressistes » eurent avec Paris des rapports difficiles. En ce domaine, le 10 mai a permis — si le mot n'était pas utilisé ailleurs à d'autres fins — une normalisation. Basée sur l'égalité. Ce qui donne tout son sens à la volonté française de participer au développement de l'Afrique.

Car, malgré la crise, les difficultés, la France doit poursuivre son effort de coopération. Il y a à cela de multiples raisons dont certaines relèvent de « l'égoïsme national ». Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération et du Développement, a rendu public, il y a quelques mois, un rapport sur l'impact sur l'économie française des relations avec le tiers monde. Son contenu est révélateur. Tout d'abord, le commerce avec ces pays — et sans aide il n'y aurait que fort peu de commerce — a atténué l'impact de la crise sur le marché de l'emploi. Si l'on tient compte des gains (liés aux exportations) et des pertes (liées aux importations), on aboutit à un solde positif de 37 000 emplois par an. Résultat, ce commerce pèse positivement dans notre balance commerciale : les pays en développement sont pour la France la seule zone dégageant un excédent commercial. En un mot et contrairement à une idée reçue, la boutade « Pour développer la Corrèze, il faut développer le Zambèze » a une réalité.

Viennent ensuite quelques raisons moins égoïstes mais fondamentales : il n'y aura pas de sortie de crise sans que les rapports Nord-Sud soient réaménagés. Et il n'y aura pas de communauté mondiale pacifique si le Nord injecte ses conflits au Sud. Reste, pour l'Afrique, les liens de l'Histoire. Mais la preuve du nouveau rôle de la France sur ce continent peut se mesurer à un détail : lors des conférences franco-africaines, on ne retrouve pas seulement les pays du « pré-carré ». Il y a les autres, les anglophones, les lusophones. C'est dire que si du côté des rapports bilatéraux la France continuera à mettre l'accent sur les pays les moins avancés et sur les pays francophones, c'est l'ensemble de l'Afrique qui, aujourd'hui, sait qu'un dialogue avec la France est devenu « positif ». Sur l'échiquier international, c'est une grande victoire.

30 ANS TRANQUILLE

30 ANS DE GARANTIE POUR LA STRUCTURE ACIER-BETON



"L". CREATION PHENIX

C'est le résultat d'une technologie qui a maintenant fait ses preuves dans plus de 130.000 maisons.

Des maisons bien conçues, confortables, parfaitement isolées et belles parce que harmonieusement intégrées à l'architecture de votre région.

Et des maisons si solides que Phénix est le seul aujourd'hui à s'engager en vous offrant une garantie globale de 30 ans pour leurs structures acier-béton, 30 ans, c'est 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi.

30 ans, c'est la tranquillité d'esprit à laquelle Phénix a pensé que vous aviez droit, le jour où vous avez décidé qu'il était meilleur d'être chez soi.

Phénix :
pour que chacun ait sa maison.

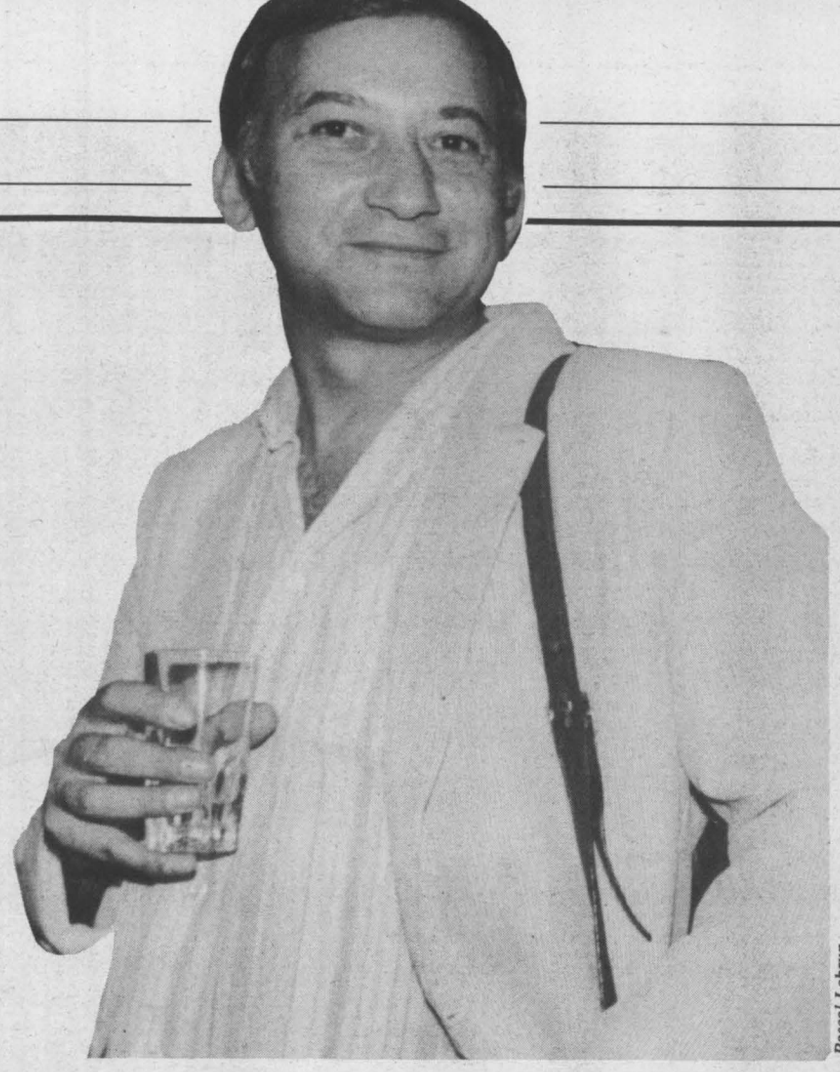
MAISON PHENIX
60, av. de la Grande-Armée, 75850 Paris Cedex 17, Tél. 574.99.99.
Sans engagement de ma part, je désire recevoir votre documentation gratuite en couleurs n° 115 35 02 42

Nom :
Rue :
Code postal : Tél. :
Je cherche un terrain à :
Je possède un terrain à :

RCS 552 080 665

MAISON PHENIX

PUBLICIS V 7384



Pascal Lebrun

La parole est aux téléspectateurs

Depuis l'annonce de sa mutation-sanction, Bernard Langlois a reçu plus d'un millier de lettres de soutien. Les téléspectateurs proclament ainsi qu'ils revendiquent qu'on cesse de les mépriser pour les traiter en adultes

PAR BERNARD LANGLOIS

EN son nom, et celui de l'équipe du journal, Claude Estier me propose de m'exprimer dans les colonnes de « l'Unité » sur le conflit qui m'oppose à Pierre Desgraupes. Je l'en remercie, et accepte : non pour alimenter une polémique personnelle, mais parce qu'il me semble important que cette « affaire » — puisque affaire il y a — soit l'occasion d'une réflexion collective sur la nature de l'information à la télévision, et que ce débat ne doit pas être occulté.

Comme c'est au nom « des téléspectateurs » qu'on a jugé bon de me sanctionner, je vous suggère de donner la parole aux téléspectateurs. Car ils s'expriment, et avec quelle force, quelle véhémence ! Depuis l'annonce de ma mutation-sanction, ce sont des milliers d'appels que la chaîne a enregistrés ; et je puis affirmer que Pierre Desgraupes a vu s'abattre sur son bureau plus de mille lettres, pétitions et protestations diverses, individuelles et collectives. Je le sais, pour en avoir reçu les doubles, avec des mots d'encouragement et de soutien.

Je me doutais bien que mon « style », ma manière de traiter l'actualité, ma volonté d'une rupture de ton avec le conformisme ambiant ne plaisait pas à tout le monde ; je découvre, par cette affaire, combien cela plaisait à beaucoup, lassés de l'habituel ronron, de cette information aseptisée, drapée dans le manteau mité de l'objectivité, cette tarte à la crème.

Qu'on comprenne : je ne fais le procès de personne, et ne demande à personne de s'aligner sur mes conceptions ou ma façon de faire. Je revendique seulement, et avec moi, apparemment, beaucoup de monde, pour la sensibilité qui s'exprimait — fond et forme mêlés — dans les journaux que nous faisions Claude Ruben, moi-même et quelques autres (la télévision est un travail d'équipe), de continuer à avoir droit de cité sur les antennes de la télévision du service public.

Je lui laisse donc la parole, au public, pour une fois. Echantillons seulement, pêchés au hasard. La maison a du stock, et peut fournir à la demande...

Juste un mot encore, plutôt à l'adresse de mes confrères.

Ce n'est jamais très sain ni très agréable pour un journaliste, de cesser de traiter l'actualité pour devenir lui-même objet d'actualité. J'eusse préféré continuer mon travail, comme avant, sans bruit, sans vague. Pierre Desgraupes en a décidé autrement.

Mais croyez-moi : je vous souhaite un jour de connaître ce qui m'arrive aujourd'hui. Cette convergence de tant et tant de témoignages, de messages d'amitié, de soutien et d'estime. Cela vous paie de bien des injustices, et de bien des lâchetés.

Commanditaire forcé

En ma qualité de contribuable et de commanditaire forcé de votre chaîne, en celle également du consommateur assujetti, faute de concurrence, à une télévision nationale toujours rétrograde, frileuse, ampoulée, insipide et démagogue, je proteste contre le limogeage de Bernard Langlois.

ROGER S.
93 - BOBIGNY

La valeur des mots

J'ai beau lire et relire le commentaire de Bernard Langlois, je n'arrive pas à y trouver ni irrespect ni impertinence. Je ne vois là que la réaction d'un homme équilibré, qui connaît la valeur des mots et des événements. (...) Pourquoi voulez-vous nous condamner à des commentateurs médiocres qui flattent la sensiblerie, sans parler à la sensibilité ? Je revendique le droit à entendre des journalistes lucides et sincères. Je revendique le droit à la télévision intelligente, incisive.

FRANÇOISE F.
69 - LYON

Le respect du pluralisme

Certains présentateurs, sur votre chaîne ou d'autres, m'ont parfois indigné ou exaspéré, je n'ai jamais eu la bassesse d'écrire à qui que ce soit pour chercher à les faire écarter, partant du principe que je peux tourner le bouton si quelque chose me déplaît, et que le pluralisme doit être respecté. Mais j'aimerais que la réciproque soit vraie et que l'on n'intrigue pas auprès de vous pour me priver d'un présentateur que j'apprécie (...). Où va l'indépendance de l'audiovisuel si un journaliste ne peut cesser d'être insipide que pour devenir indésirable, si un directeur de chaîne, au lieu de défendre l'indépendance de ses journalistes, cède à la pression de quelques grincheux ?

ARMAND S.
CHATELLERAULT

Expliquez-vous !

Je ne comprends pas — oserais-je dire, simple téléspectateur, mais de quoi je me mêle ? — je n'admets pas qu'on puisse être privé, sans plus d'explication, de la présence d'un journaliste de cette qualité-là (...) Si vous nous considérez autrement que comme de vulgaires consommateurs de télé, si vous êtes sûr de votre juste jugement, venez nous dire, à l'antenne, pourquoi vous avez écarté un présentateur qui était considéré par nombre d'entre nous comme un excellent journaliste.

NOEL A.
69 - CHAPONOST

Bien sympa.

Bernard Langlois a très bien fait son métier à cette occasion, comme à bien d'autres. Et s'il y avait quelqu'un d'honnête et de bien sympa sur A.2, c'était bien lui. (...) Un téléspectateur écœuré, ni de droite, ni de gauche, ni ceci, ni cela, simplement un petit ouvrier qui espérait quand même, mais qui ne sait plus où l'on va, que c'est triste.

JEAN
BESANÇON

L'information gominée.

J'ai rarement lu ou entendu une nécrologie aussi intelligente, aussi vive, aussi honnête, aussi conforme à la tradition du très grand journalisme. M. Desgraupes n'est plus qu'un notable qui poursuit ses nostalgies (...) Les talents le dérangent, le non-conformisme l'affole. L'information sucrée ou gominée lui semble la seule méritée de ces enfants que sont les téléspectateurs...

J.G. AGREGE DE L'UNIVERSITE
13 - MARSEILLE

Marchands de sirop.

Est-ce cela le fameux changement au nom duquel vous occupez votre poste ? Sommes-nous condamnés à voir quotidiennement des « marchands de sirop » apparaître au petit écran ? Faut-il en déduire que l'information doit rester sous le contrôle de la « France de salon » ? (...) Sachez que le journaliste que vous sanctionnez m'avait réconcilié avec le journal télévisé, de par sa simplicité et sa compétence. De par la manière « honnête » (sans trucage) de traiter les différents sujets abordés...

J.-P. R.
19 - TULLE

Ecarté par cabale.

Bernard Langlois serait-il criminel d'information républicaine ? Alors, qu'on nous le dise, et qu'on inscrive ce nouveau délit au Code pénal. Fatigués des trop vieilles grimaces comme de l'inconditionnelle servilité de nos médias à l'égard des ploutocraties régnantes et des aristocraties restantes, nous considérons comme absolument contraire à tout esprit de changement que soit écarté par cabale un des trop rares journalistes capables justement du ton nouveau auquel nous aspirons tous depuis trop longtemps, et avec plus d'impatience encore depuis le 10 mai.

REDACTION
DE RADIO ZINZINE
04 - FORCALQUIER

Un œil neuf.

Quand les journalistes auront été remplacés par des lecteurs de dépêches, ce genre de problème ne se posera plus. Pourquoi, d'ailleurs, pas une machine liseuse ? (...) A l'heure où la France mange son rosbeaf-purée, il ne fallait pas mettre cette note qui fait lever les sourcils, et regarder son assiette et sa télé avec un œil neuf, et différent...

ROLAND L.
JARDINIER - CANNES

Une « bavure »

Tout le monde peut se tromper, n'est-ce pas, M. le président ? Mais quel dommage, pour votre entrée en fonction, que cette bavure ! A moins qu'il n'y ait une vraie raison cachée sous ce prétexte ? Alors, je vous prie, organisez un débat, ouvert, sans tabous et sans fils barbelés. Et que les téléspectateurs puissent aussi être des télé-informés.

MARIE-THERESE H.
02 - VAILLY-SUR-AISNE

Quels cons !

Peut-être Antenne 2 a-t-elle l'ambition de concurrencer la presse dite « du cœur » ? Quel progrès ! Nous eûmes, à la suite de l'information de France-Inter, ce matin, ce cri du cœur : « Quels cons ! »

M. ET Mme P.
77 - AULNOY

Non-lieu

L'actualité était dure. Scandaleuse. J'étais sensible à ces mots justes, ajustés — graves aussi — pour la dire (...). Cette décision est trop surprenante. Nous la regrettons. Elle n'est sans doute pas sans appel ? Une telle sanction, en notre pays, en ce temps de République française, à notre télévision de 1982, ne peut plus être celle d'un seul responsable, d'un seul décideur (...). Aussi, je pense que si, pour certains, il y a lieu d'accuser (?), pour tous les autres il ne peut y avoir que non-lieu. Pour moi, en tout cas, il y avait chose bien sentie, bien faite et bien dite (je pense même en superlatifs).

SIMONE B.
PARIS

Comme des adultes

Après votre journal, je me suis dit que le journal d'A.2 avait évolué de façon profonde, considérant les téléspectateurs comme des adultes, sans faire de concessions à la facilité, tout en étant très « humains » et « vivants ». Le style d'information pratiqué auparavant (style Léon Zitrone, par exemple) étant dépassé.

C.D.
ORLY

La mièvrerie habituelle

Son commentaire de la mort de Grace de Monaco m'a étonnée, mais pas de la même façon que vous. Je l'ai trouvé lucide, respectueux, intelligent. Il m'a surpris, car il ne présentait pas la mièvrerie habituelle.

DANIELE B.
69 - LYON

Boycotter A.2

Monsieur Langlois a toujours manifesté des qualités d'interviewer et un sens critique qui font trop souvent défaut aux journalistes présentant les journaux télévisés (...). Nous osons espérer qu'à l'heure où l'indépendance de la radio-télévision a été consacrée hautement par le gouvernement socialiste cette indépendance sera mise au service de l'intelligence et de la liberté de l'information. C'est pourquoi nous souhaitons vivement que la sanction soit levée. Dans le cas contraire, nous envisageons de boycotter les journaux télévisés d'Antenne 2.

DES FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DU TRAVAIL
(13 SIGNATURES)



Pierre Desgraupes, vu par Solo.

Comme une gifle

J'avais été très agréablement impressionnée par le ton de l'information de ce mercredi 15 septembre. Je n'ai, en effet, pas souvent l'occasion de regarder la télévision le midi, mais, comme beaucoup sans doute, l'actualité m'avait amenée ce jour-là à regarder votre journal. J'ai personnellement ressentie comme un gifle la sanction prise à l'égard de Bernard Langlois.

COLETTE D.
MONS - BELGIQUE

AFFAIRE
KNOBELSPIESS

Et si c'était un "coup monté"?



Sygma

Roger Knobelspiess et sa compagne Helyett.

PAR PAUL LEDUC

Y A-T-IL une nouvelle « affaire Knobelspiess » ? Voyons d'abord les faits. Jeudi 23 septembre, vers 23 h 30, les gendarmes de Pont-de-l'Arche (Eure), selon leurs dires, veulent contrôler une 4 L fourgonnette bleue... qui prend la fuite. Poursuite. Echanges de coups de feu. Après quarante-cinq kilomètres de « rodéo », les gendarmes perdent le véhicule de vue : il sera retrouvé le lendemain matin à Elbeuf, par les policiers de cette ville. A l'intérieur un stock d'armes. Les policiers « planquent ». Survient un véhicule dont les occupants ont apparemment l'intention de récupérer la 4 L. Nouvelle fusillade. Les occupants du véhicule parviennent à s'enfuir.

Les premiers éléments de l'enquête sont bientôt rendus publics : le deuxième véhicule appartient à Michel Baron, garagiste à Elbeuf et ami de Roger Knobelspiess ; les gendarmes auraient reconnu dans la 4 L Michel Baron et... Jacques Knobelspiess, frère de Roger ; des présomptions pèseraient sur Roger Knobelspiess. Bref, en quelques phrases, le nom de Roger Knobelspiess est déjà prononcé trois fois. Qu'importe si ce dernier affirme avoir passé la soirée à Sartrouville et avoir des témoins pour le prouver ! Qu'importe si le parquet de Rouen tient à préciser que « dans l'état actuelle de l'enquête rien ne permet d'affirmer qu'il ait participé à la fusillade » ! Une campagne de presse n'en est pas moins aussitôt déclenchée. Sans preuve, sans faits tangibles, sans rien d'autre que des ragots anonymes prêtés à des policiers d'Elbeuf, « France-Soir », « le Journal du Dimanche », « le Quotidien de Paris » et « Minute » s'en donnent à cœur joie et rivalisent d'affirmations péremptoires. Pour ces journaux sans scrupule, un homme a orchestré cette fusillade : Roger Knobelspiess. A partir de ce moment-là, on commence à comprendre que tout est trouble et douteux dans cette histoire.

La version policière elle-même n'est pas très nette et amène à se poser toute une série de questions. Comment les gendarmes de Pont-de-l'Arche ont-ils été amenés à s'intéresser à cette 4 L ? Qui les a prévenus de sa présence, isolée, au bord d'un bois ? Comment, en pleine nuit, ont-ils pu formellement identifier des fuyards qu'ils n'étaient pas censés rechercher et qu'ils n'ont jamais rattrapés ? Par quel mystère, de deux à Pont-de-l'Arche les malfaiteurs se sont-ils retrouvés trois à Elbeuf ? Quel indice a permis aux policiers de laisser entendre que le troisième homme pourrait être Roger Knobelspiess ? Ne s'agit-il pas d'une insinuation gratuite, voire d'une affabulation ? Les « présomptions » retenues contre Roger Knobelspiess pèsent-elles vraiment lourd ? Deux contraventions à son nom et une arme de collection, retrouvées dans des véhicules provenant du garage où il travaillait, font-elles la démonstration qu'il était « dans le coup » de la fusillade ? Un peu léger ce faisceau d'imprécisions livré hâtivement à l'opinion publique et présenté comme une suite d'éléments accusateurs.

Un peu légère aussi l'attitude de la justice locale. Pourquoi a-t-elle attendu plus d'une semaine pour entendre les témoins à décharge de Knobelspiess, les deux personnes qui assurent avoir passé la soirée du 23 septembre avec lui à Sartrouville ? Pourquoi, dans la journée du 2 octobre, le juge d'instruction a-t-il hésité à enregistrer la déposition d'Helyett, la compagne de Roger Knobelspiess, venue spontanément témoigner ? Pourquoi avoir laissé se développer une campagne de dénigrement contre Roger Knobelspiess pour finalement ne délivrer à son endroit qu'une simple citation à comparaître... comme témoin ? La « présomption d'innocence », inscrite dans la loi française et protégeant tout citoyen jusqu'à son éventuelle condamnation, serait-elle applicable dans tous les cas... sauf dans celui Knobelspiess ?

Plus grave. Depuis quelque temps, une dizaine d'individus jaillissaient régulièrement de trois ou quatre grosses voitures et pénétraient bruyamment dans les bars d'Elbeuf en interpellant à la cantonade : « Alors, où est-ce qu'on peut le trouver ce Knobelspiess ? » Les policiers d'Elbeuf seraient-ils les seuls à n'avoir pas eu connaissance de ce genre d'incident ? Ignoraient-ils aussi qu'un proxénète, aussi indicateur de police, G.B., cherchait régulièrement des crosses à Roger Knobelspiess ? Qu'ont-ils fait contre ces provocations successives ? S'ils n'ont rien fait, quelle en est la raison ?

Toutes ces interrogations en amènent une autre : et si la fusillade n'était qu'une machination ? Et si Michel Baron, une fois de plus, avait été et l'outil et la victime d'un piège destiné à faire « tomber » Knobelspiess ? Il ne faut pas être très futé pour comprendre qui a intérêt à voir Roger Knobelspiess de nouveau « impliqué »... Les articles « empressés » de « France-Soir », du « Journal du Dimanche », du « Quotidien de Paris » et de « Minute » sonnent comme autant d'aveux : pour eux un Knobelspiess « coupable » serait une aubaine, une occasion inespérée de pouvoir s'en prendre à la politique prétendûment laxiste de Robert Badinter, à la personne de François Mitterrand qui, en graciant Roger Knobelspiess, a simplement, en son âme et conscience, mis fin à une trop longue erreur judiciaire. Car, même si Roger Knobelspiess se rendait un jour réellement coupable d'un délit, il avait bel et bien été condamné à tort en 1972. Et c'est tout à l'honneur du président de la République de l'avoir reconnu. Sous le coup fourré perce l'opération politique travestie en amalgame.

Simple collusion objective entre des personnages interlopes et une idéologie fascisante ? Opération carrément et minutieusement préparée ? On ne sait quelle hypothèse retenir. Comme toujours quand on a affaire à l'extrême droite : on ne sait jamais si elle précède les souhaits de la droite ou si elle se contente de les exécuter...

Désigné d'emblée comme « coupable », Roger Knobelspiess s'était d'abord méfié : il avait, nous venons de le voir, quelques raisons d'agir ainsi... Il a finalement accepté de se rendre, mardi dernier, à une convocation du juge d'instruction de Rouen. Comme simple témoin. La veille, il s'était expliqué pour « l'Unité ».

« L'UNITE » : Etiez-vous à Pont-de-l'Arche et à Elbeuf dans la nuit du 23 au 24 septembre 1982 ?

ROGER KNOBELSPIESS : Non.

— Où étiez-vous ?

— J'étais à Sartrouville. Avec Helyett, ma compagne. Deux personnes sont venues nous rendre visite et ont passé la soirée avec nous. J'ai donné leurs noms au procureur de la République de Rouen. Il peut facilement vérifier.

— Les gendarmes ont laissé entendre que vous pourriez être mêlé à la double fusillade de Pont-de-l'Arche et d'Elbeuf...

— Qu'ils m'expliquent comment j'aurais pu être au même moment à Elbeuf et à Sartrouville !

— Mais vous étiez à Elbeuf dans l'après-midi du 23 septembre ?

— Oui. J'ai travaillé dans le garage de Michel Baron.

— Quand et comment êtes-vous venu à Sartrouville ?

— J'avais rendez-vous avec Helyett à 21 heures, à Paris, devant le monument aux morts de la gare Saint-Lazare. J'y suis arrivé en voiture et nous sommes allés ensuite à Sartrouville, toujours en voiture.

— En voiture ? Certains journaux ont parlé de voyage en train entre Elbeuf et Paris...

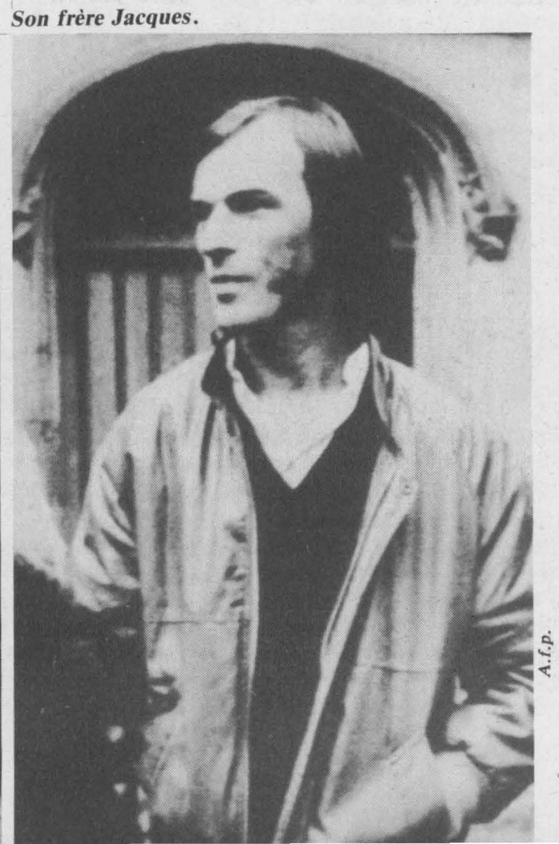
— Là, c'est ma faute. A un moment, en parlant de la gare Saint-Lazare, j'ai commis un lapsus : j'ai parlé de train. Mais j'ai bien voyagé d'Elbeuf à Paris en voiture. Ça aussi, c'est vérifiable.

— Donc, vous étiez à Sartrouville. Et, pourtant, à propos de la fusillade de Pont-de-l'Arche et d'Elbeuf, la justice a mani-

Roger le jour de sa sortie de prison.



Son frère Jacques.



A.f.p.

festé l'intention de vous demander des comptes...

— On a parlé de moi parce qu'on a trouvé des contraventions à mon nom à l'intérieur de la 4 L impliquée dans la fusillade. Mais ça n'a rien de mystérieux, puisqu'il s'agissait d'une voiture provenant du garage de Michel Baron. Je travaillais depuis quelque temps dans ce garage. J'utilisais parfois les voitures du garage et j'ai été verbalisé deux fois pour infractions au code de la route. La police, qui a fait les procès-verbaux et qui, une des deux fois, m'a gardé à vue pendant plusieurs heures, connaît parfaitement l'origine de ces contraventions. Je ne vois donc pas en quoi elles me rendent coupable de quoi que ce soit...

— On a aussi trouvé une arme vous appartenant...

— Oui. Mais où l'a-t-on trouvée ? Une version dit « dans la 4 L ». Une autre « dans un break ID ». Les gendarmes affirment que la 4 L devait servir à attaquer un fourgon bancaire... On est en plein délire : attaquer un camion blindé avec une 4 L ! Les gendarmes doivent aller trop souvent au cinéma... Je ne sais pas vraiment, finalement, où ils ont trouvé mon revolver.

Quelle importance, d'ailleurs ? Puisque, ce revolver, je l'ai acheté tout à fait légalement en donnant mon identité à l'armurier. Et puisqu'il s'agit d'une arme à poudre noire, pratiquement inoffensive. Si j'avais eu des intentions criminelles, croyez-vous sérieusement que je serais allé m'acheter ce genre d'arme d'opérette ?

— Mais alors, pourquoi l'avez-vous acheté, ce revolver ?

— Parce que je me sentais menacé. J'ai cédé à la peur...

— Elles étaient sérieuses, ces menaces ?

— Absolument. Je passe sur les coups de fils anonymes et répétés... Deux jours après ma sortie de prison, je devais passer dans un journal de T.f.1 : votre confrère, Daniel Grandclément, m'a prévenue que le groupe « Honneur de la police » avait téléphoné quelques « gentillesses » à mon intention. Quinze jours plus tard, des hommes masqués ont essayé de s'introduire chez moi. J'ai changé d'adresse. Quelques mois après, huit types me sont tombés dessus près du canal de l'Ourcq. Et, récemment, c'est Helyett qui a été agressée par deux motards.

Tant que j'ai été seul à être menacé, j'ai encaissé. Mais quand j'ai vu qu'ils touchaient à Helyett, j'ai réagi violemment. Je me suis dit : « Merde ! Je ne vais pas les laisser nous flinguer sans rien dire ! » D'où cette arme, pas vraiment offensive, tout juste dissuasive.

J'avoue qu'en faisant cela, en achetant cette arme, je suis peut-être entré dans leur jeu. C'est peut-être ce qu'ils attendaient de moi. Rétrospectivement, j'ai l'impression d'avoir fait la gaffe qu'ils espéraient.

— Vous dites « ils » comme si vous saviez de qui vous parlez... Vous connaissez les gens qui vous ont menacé ou agressé à plusieurs reprises ?

— Oui, je sais de qui il s'agit...

— Des gens d'Elbeuf ?

— Non. A Elbeuf, il y a beaucoup d'antipathie à mon égard. Notamment chez les policiers. Mais ça s'arrête là. Les policiers d'Elbeuf ne m'aiment pas, c'est tout. Ils n'organisent pas de mauvais coups contre moi.

Par contre, il y a des gens qui veulent ma peau : des groupes d'extrême droite à l'intérieur de la police nationale et des gens du « milieu » qui ont la même idéologie qu'eux. Ces gens-là ont traîné dans Elbeuf, sont venus me relancer et tenter de m'intimider jusqu'à Elbeuf.

— Alors, la nouvelle « affaire Knobelspiess » ce serait un « coup monté » ? Vous ne seriez pas un peu mythomane ?

— Je ne crois pas. Bien sûr, il y a des éléments qui m'échappent : mon frère avait passé l'après-midi à jouer au tarot et Michel Baron à réparer des voitures dans son garage ; à aucun moment ils ne se sont occupés d'un « arsenal » ; comment ont-ils pu se retrouver pris dans une fusillade ? Dans quel piège, dans quel traquenard ont-il été attirés ? Et puis, cette voiture de la gendarmerie qui, en pleine nuit, « découvre » une 4 L au bord d'un bois... je n'y crois guère. J'aimerais bien savoir si les gendarmes se baladent tous les soirs en bordure de ce bois... Sinon, que faisaient-ils là ? Ils allaient aux fraises ? Qui leur avait suggéré cette promenade ? Si ce n'est pas une provocation, Dieu, que ça lui ressemble !

Il n'y a pas complot ? Je veux bien. Mais je constate des convergences qui sont quand même étonnantes : d'un côté, une presse qui n'a pas digéré ma libération, qui n'a jamais voulu entendre parler d'erreur judiciaire, qui m'attend au tournant et crie systématiquement au gangster dès que mon nom est évoqué ; d'un autre côté, exactement la même presse qui passe son temps à « se faire » le gouvernement socialiste.

Faut vous faire un dessin...

par Pym



L'occasion est trop belle : on me présente comme « le gracié du président », on me désigne d'avance comme coupable dans une affaire plus ou moins organisée, et, à travers moi, à travers cette opération anti-Knobelspiess, on attaque la politique socialiste. C'est-à-dire une politique qu'on peut discuter, que je discute, que je trouve insuffisante à certains égards, mais qui est respectueuse des droits de l'homme, autrement respectueuse que celle de l'ancien régime ! Tout est bon pour cette presse, comme tout était bon pour Goebbels : mensonge et intoxication se complètent à merveille.

Il n'y a pas complot ? Je veux bien. Mais, étrangement, des policiers (qui voudraient me faire la peau), des magistrats (qui voudraient m'interdire de parole) et des journalistes (qui voudraient me voir à nouveau en taule) tiennent tous rigoureusement le même discours extrémiste. Ils ne se sont pas concertés ? Je veux bien. Mais ils fonctionnent tous de la même façon : tous fascistes ! Et ils disent tous la même chose : « Knobelspiess est coupable. » Coupable de quoi ? D'avoir écopé de deux contredanses et d'avoir acheté en toute légalité un dérisoire pistolet de collection ?

Coupable de quoi ? D'être impliqué dans une fusillade ? Même si c'est faux, même si je peux prouver que j'étais ailleurs ce soir-là, on me montre quand même du doigt : « Coupable ! » Coupable désigné. Ça ressemble à un lynchage, à une curée. Drôle de climat, non ?

— C'est à cause de ce « climat » que vous avez été en cavale pendant douze jours ?

— Je n'ai pas vraiment été en cavale. Je ne me suis pas vraiment caché : j'ai téléphoné aux journaux, j'ai donné des interviews à la télévision... En fait, je n'ai fait que rendre ma défense publique, que donner aux citoyens de ce pays le moyen de contrôler le fonctionnement de la justice. Pourquoi ? Mais parce que dans cette affaire les droits les plus élémentaires étaient bafoués. La loi française dit que c'est à la justice de prouver la culpabilité de ceux qu'elle poursuit. La loi française dit aussi que, jusqu'à sa condamnation, tout citoyen est présumé innocent. Suis-je déjà condamné dans cette histoire de fusillade ? Suis-je même poursuivi ou inculpé ? Non, on requiert seulement mon témoignage. Pourtant, des policiers, des magistrats, des journalistes ont osé affirmer dès le premier jour que j'étais coupable ! La belle justice que voilà ! Et on voulait que j'aie confiance dans cette justice-là !

— Vous avez quand même fini par accepter de vous rendre à une convocation du juge d'instruction de Rouen...

— Oui, parce qu'on m'a donné des garanties : on m'a dit clairement et publiquement, à travers les médias, qu'on voulait seulement m'entendre comme témoin. Rien de plus. Seulement une convocation précise : quand la justice est transparente, je ne vois pas pourquoi je ne lui ferais pas confiance. J'espère que je n'aurai pas à le regretter...

— Ce n'est plus véritablement trahir un secret que de dire, aujourd'hui, que Michel Baron porte certainement une grande responsabilité dans l'erreur judiciaire dont vous avez été victime en 1972... (1) Cela, vous le savez. Or, en 1982, on vous retrouve travaillant dans son garage... En retournant à Elbeuf, en retournant chez Baron, ne vous êtes-vous pas jeté dans le « piège » que vous dénoncez ?

— J'ai raconté dans un de mes livres (2) comment j'ai voulu liquider un commerçant qui avait froidement tué un de mes frères... et comment je n'ai pas pu abattre cet homme. J'ai pardonné à ce commerçant. Pourquoi n'aurais-je pas pardonné à Michel Baron, qui est un de mes amis d'enfance ? Ce pardon ne regarde que moi. J'ai crié, j'ai demandé justice pour moi, mais je n'en ai pas l'âme d'un justicier.

Il y a plus profond. Tout individu est issu d'un univers, d'un lieu, d'une famille : on appelle cela ses racines. Moi, mes racines sont à Elbeuf. Elles s'appellent : prolétariat, chômage, misère, délinquance. C'est ma réalité, je suis né là-dedans, ma mère vit encore là. Je n'ai pas choisi ces racines. Mais je n'ai pas honte. Et je n'ai pas l'intention de les renier : je reviendrai toujours voir ma mère. ●

(1) Curieusement, la justice ne s'est jamais penchée sur cet aspect de « l'affaire Knobelspiess »...
(2) Dans « l'Acharnement » (Stock).

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Galina Vichnevskaïa, la voix de l'exil

Russe elle est née, russe elle a vécu jusqu'en 1975, russe elle restera en dépit de l'exil. La cantatrice Galina Vichnevskaïa fait à Paris ses adieux à l'opéra en interprêtant Tatiana dans "Eugène Onéguine", le rôle de ses débuts, en 1953, au Bolchoï de Moscou

PAR FABIAN GASTELLIER

C'EST ELLE, Tatiana, la petite adolescente russe blessée par le mépris du fier Eugène Onéguine. Pour deux semaines encore, sur la scène du Palais-Garnier à Paris, Galina Vichnevskaïa chante ce rôle qui est le sien depuis toujours, depuis le jour où elle a compris qu'elle deviendrait cantatrice jusqu'à ce mois d'octobre où elle fait ses adieux à l'opéra pour ne plus se consacrer qu'au concert. Née à Léningrad, enfant de la guerre qui a vu ses parents périr de faim, Galina Vichnevskaïa s'est imposée très vite, à son pays d'abord puis à l'étranger, sur toutes les plus grandes scènes, comme une « diva assoluta », une reine du chant aux possibilités multiples, de Tosca à Aïda en passant par ce répertoire russe que l'on connaît si mal : Moussorgski, Tchaïkovski, Prokofiev, Chostakovitch et les autres...

Le chant, Galina l'a consommé avec boulimie. Mais elle ne s'est pas pour autant retirée dans une tour d'ivoire. Un jour, elle a vu sa vie brisée par l'exil. Son crime ? Avoir abrité Alexandre Soljenitsyne. Pour elle et son mari, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, une seconde vie commençait. C'était en 1975. Elle repartait à l'attaque. Avec passion, courage et volonté. Aujourd'hui elle vit à Paris où, patiemment, elle a reconstitué l'univers de sa Russie natale. Tableaux, tapis, objets divers : tout ici, dans cette large avenue du XVIe arrondissement, replonge le visiteur dans les steppes de l'Est. Entourée de cette culture qui est sa vie, Galina Vichnevskaïa se raconte avec amour pour son métier ; avec violence pour ce pays qui l'a reniée.

« L'UNITE » : Galina Vichnevskaïa, vous venez de décider que les représentations d'« Eugène Onéguine » que vous donnez actuellement au Palais-Garnier marqueraient votre dernière apparition sur une scène d'opéra. C'est une décision surprenante et courageuse.

— GALINA VICHNEVSKAÏA : Il faut savoir partir lorsque ce que l'on quitte a encore suffisamment d'intérêt pour vous... Je me retire de la scène après trente années de carrière et avec un grand bonheur. Probablement parce que je ne suis pas restée trop longtemps à son contact ; que je n'en ai pas usé toute la magie. Il ne faut pas partir dégoûté. Et puis, ces adieux ont lieu à Paris, ville pleine de signification pour moi. Je vis à Paris, j'aime Paris : peut-être ce départ est-il serein parce qu'il a lieu ici, dans un contexte qui ne m'a fait que du bien !

— Trente ans de carrière, c'est un chemin superbe, solide. De nos jours, les chanteurs vont plus vite...

— Et brûlent plus vite leur voix... C'est catastrophique ! Vous savez, ce don, le chant, c'est comme si l'on donnait une coupe de champagne qui serait votre vie : vous pouvez la vider d'un trait mais vous pouvez aussi la savourer par petites gorgées. Le goût n'en sera que plus délicieux... Terminer sa carrière à 28 ans, qu'est-ce que ça peut bien apporter ? Oui, je sais, vivre vite c'est gagner le maximum d'argent dans le minimum de temps. Et alors ? Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on désire vite être rentier ? Mais c'est abominable !

— Pour votre dernier rôle, vous bouclez la boucle, si l'on peut dire, puisque Tatiana fut le rôle de vos débuts, en 1953...

— Tatiana est un peu le rôle de toute ma vie puisque « Eugène Onéguine » est non seulement le premier opéra que j'ai chanté mais aussi, dans mon enfance, le premier que j'ai vu. A neuf ans. Pourtant, lorsqu'on m'a proposé ce rôle au Bolchoï, je n'étais pas contente. Je trouvais Tatiana mièvre, trop tiède alors que je me sentais une âme de feu et que je rêvais d'être Lady Macbeth ! Comme j'étais jeune... Je croyais que la tragédie, l'excès, la fureur étaient les seuls moyens d'exister scéniquement. Je ne savais pas que, d'une certaine façon, il est plus facile d'apparaître dans un moment d'éclat particulier que de construire scène après scène un personnage simple, tout en finesse et en nuances. Tatiana est la sincérité même. Eh bien, la sincérité, c'est bien plus dur à traduire, à transcrire que l'appel au meurtre ou à la vengeance ! Car là, on n'est aidé par aucun effet extérieur... Cela dit, cette douce héroïne de dix-sept ans, que j'ai interprétée des centaines de fois, je crois que c'est aujourd'hui que je la comprends et la restitue le mieux. Parce qu'on ne saisit jamais bien des caractères aussi jeunes lorsque soi-même on est très jeune. Lorsque j'avais 25 ans, Tatiana m'échappait. Maintenant, en devant créer l'illusion du personnage, de sa jeunesse, je lui suis beaucoup plus proche.



Galina Vichnevskaïa, à l'Opéra de Paris.

— Vous dites avoir vu « Eugène Onéguine » à neuf ans. Étiez-vous élevée dans la musique ?

— Absolument pas. Certes, ma mère, qui était tzigane, chantait tout le temps, mais nous ne comptions aucun musicien professionnel dans la famille, à Leningrad. Pourtant, je crois bien que j'ai toujours chanté. Avant même de parler ! Cette impression ne me paraît pas aberrante puisque c'est exactement ce qui s'est passé avec ma fille aînée, Olga, lorsqu'elle était bébé. Elle avait un an, ne parlait évidemment pas mais chantonnait à la perfection l'air principal de « Madame Butterfly »... A croire que l'on naît avec le chant en soi !

— Vous étiez un cas, en Union soviétique, puisque vous n'avez pas suivi la filière obligatoire de l'enseignement musical et que vous êtes, malgré tout, entrée au Bolchoï.

— C'est que je voulais arriver de toutes mes forces et que le destin, heureux, s'en est mêlé. Mais cela ne s'était jamais vu. En Union soviétique, il faut savoir attendre, franchir toutes les étapes, passer par les conservatoires de musique. Moi, je n'ai pas connu cela. Je n'avais pas la formation spécialisée mais seulement une expérience personnelle du chant — j'ai commencé par l'opérette pour gagner ma vie — et les conseils précieux d'un professeur fabuleux. J'ai gagné le concours — qui est extrêmement difficile — et je me suis imposée. Mais, vous savez, j'avais compris très jeune qu'il fallait lutter pour vivre.

— Le Bolchoï représente la dernière troupe existant encore dans le domaine de l'art lyrique. Vous qui l'avez fréquenté si longtemps, quels souvenirs, quel enseignement en avez-vous gardés ?

— C'est difficile à dire... Le Bolchoï, c'est une troupe. Une troupe, cela a du bon et du mauvais. En plus, de nos jours, c'est un système antique, disparu. A une époque où les Jets sont rois, l'opéra est devenu un art solitaire et l'on cavale d'un bout du monde à l'autre. Alors une troupe, on ne peut plus en trouver que dans les pays totalitaires où, justement, on n'est pas libre de voyager. Comment dire ? Le Bolchoï, c'est un ensemble de gens, soudés par la même passion, le même métier, et qui vont travailler ensemble toute leur vie. Le côté positif, c'est la discipline, le travail. Être pleinement au service du théâtre. Cela m'a manqué dès que j'ai quitté le Bolchoï : se transporter de ville en ville, croiser des chanteurs qui viennent, essayent leur costume, chantent et repartent sans même connaître le nom de leur partenaire c'est terrible. Et ça m'a vraiment déprimée. Ce n'est pas ça, la musique, l'art. Et j'ai bien peur que le désordre qui règne ici, en Europe, ne constitue un réel danger pour la musique.

Mais le Bolchoï, c'est aussi une sorte de monstre pachydermique où l'on s'entasse pour vivre 24 h sur 24 h les uns sur les autres. Cela déforme les sentiments humains, cela facilite les climats de tensions, d'aigreurs, de revanche. Car la concurrence est terrible. Pour un emploi comme le mien, de jeune héroïne, il y avait quinze sopranos. Nous étions peut-être trois ou quatre à chanter et les autres moisissaient dans nos ombres en attendant que nous nous cassions la figure pour pouvoir monter sur scène. Pourtant, ces jeunes filles étaient toutes jeunes, jolies et excellentes chanteuses. Si elles avaient pu — il faut dire si elles pouvaient, car cela continue — sortir d'U.r.s.s., voyager, alors tout serait différent : elles pourraient se faire connaître ailleurs, sur d'autres scènes... Ce qui est terrible, c'est qu'une fois entrés au Bolchoï les jeunes artistes ont une situation de retraités. D'autres chantent et, eux, touchent leur salaire sans rien faire. Pour un artiste, c'est la mort lente.

— Lorsque vous étiez une jeune recrue du Bolchoï, dans les années cinquante, quelles étaient les cantatrices occidentales que vous connaissiez, à travers leurs disques par exemple ?

— Après la guerre, la situation s'est lentement améliorée mais on partait du néant. Vous n'allez peut-être pas me croire mais, juste avant le Bolchoï, lorsque je travaillais seule, on ne connaissait rien. Le début du siècle... et encore ! On ne connaissait même pas Chaliapine puisque en tant qu'émigré, il était interdit. L'Union soviétique était coupée du monde, rien ne filtrait. On savait que Beniamino Gigli ou Caruso avaient existé, mais c'était comme une légende... les disques ne parvenaient pas jusqu'à nous et, chez nous, les meilleurs étaient censurés, comme, entre autres, Rachmaninoff... Dès ma première saison, au Bolchoï, j'ai chanté « Fidélio » de Beethoven. Eh bien, je créais le rôle ! Dans la Russie de 1953 ! Et je l'ai travaillé sans rien savoir des traditions du chant allemand. On était dans la nuit, dans l'ignorance la plus complète.

— Musicalement, qu'est-ce que représente le Bolchoï ? La conversation du patrimoine culturel russe ?

— C'est vrai que le Bolchoï accorde une large place aux œuvres russes, mais il est impossible de répondre à cette question sans parler de la situation musicale en U.r.s.s., qui est catastrophique. La classe sociale qui avait jadis accès aux théâtres et aux spectacles a disparu sans avoir été remplacée. L'intelligentsia, elle, a été décapitée : les intellectuels sont soit fauchés et embourbés dans des problèmes de survie quotidienne, soit traqués et condamnés à l'isolement. Le Soviétique moyen a trop de problèmes pour venir à l'opéra et, de toute façon, il n'est pas sollicité, pas formé. En province, les théâtres sont vides, c'est le désert culturel. Tout est centralisé à Mos-

cou où le Bolchoï est plein. Mais ce sont toujours des gens de passage, qui traversent la ville et ne constituent pas un vrai public, critique, habitué. De ce fait, aujourd'hui, au Bolchoï, le metteur en scène a cent fois plus d'importance que le chef. Parce que l'on veut attirer le pseudo-public par des images faciles à comprendre. La musique, elle, décline d'année en année...

— Les Soviétiques ne sont plus mélomanes ?

— Mais peut-être le sont-ils encore, individuellement ! Et alors ? A quoi cela leur sert-il puisqu'ils ne peuvent pas se former à l'écoute des autres ? En ce moment l'opéra meurt en Union soviétique. La musique symphonique survit encore, mais elle manque d'air : au concert, vous ne croisez que des professionnels de la musique. Ils forment le seul et dernier public : un petit cercle en vase clos ; des gens qui se dessèchent, s'étiolent à force de ne vivre qu'entre eux...

— Lorsque l'on pense à une cantatrice, on pense souvent à un être désincarné, qui n'a pas de rapport avec la vie quotidienne. Quand l'affaire Soljenitsyne a éclaté, tout d'un coup on vous découvrait partie prenante, témoin principal de ce drame. Vous avez toujours été politiquement « engagée » ?

— Dans une vie d'artiste, très souvent, on peut ne pas remarquer les choses qui vous entourent ni même celles qui se déposent en vous. Bien involontairement dans la plupart des cas et, parfois, volontairement : vous essayez de ne pas voir afin de ne pas remettre en cause votre petit équilibre personnel, si fragile... Oui, on ferme les yeux sur des choses choquantes, mais il arrive toujours un moment où l'on n'a plus le droit de se taire en face de sa propre conscience. C'est ce qui nous est arrivé, à Mstislav Rostropovitch et à moi-même, avec Soljenitsyne. Avant, nous avions une vie parfaitement heureuse. Nous occupions, dans notre domaine, les premières places ; nous étions des privilégiés. Et nous étions aussi des citoyens soviétiques qui n'avaient nulle envie de quitter leur pays. Pensez donc ! Nous ne savions pas ce que c'était, la liberté, alors nous ne la réclamions pas ! Lorsque nous avons demandé à partir, en 1975, c'était pour deux ans, afin que les passions s'apaisent autour de nous. Et puis nous avons été déchus de notre nationalité. Aujourd'hui, nous vivons ici et nous avons compris ce que signifiait la liberté. La liberté de la personnalité, la dignité humaine. C'est, personnellement, ce que j'ai découvert de plus étonnant dans ma vie, et je ne pourrais plus vivre sans !

— Mais l'exil, le fait d'être coupée de votre culture, de vos racines, ce n'est pas dur ?

— Nous avons emporté notre art avec nous, voilà. Avoir vécu l'humiliation que nous avons vécue, savoir que notre peuple vit cette humiliation, c'est trop, cela vous dégoûte à tout jamais du pays d'où vous venez.

— Cette position, la considérez-vous comme un message ?

— Non, je ne dis jamais que je fais telle ou telle chose au nom de mon pays, ce sont des expressions trop pompeuses. Je suis simplement une femme russe et tout ce que je dis ou fais, je le dis, je le fais comme une femme russe ; c'est mon sang qui parle. Car il faut que, là-bas, ils sachent bien quelque chose : qu'ils ne m'ont pas brisée. On peut m'enlever le passeport soviétique, c'est un petit bout de papier qui ne sert pas à grand-chose ; mais on ne peut pas me rendre amnésique, ni ôter mon passé russe, mes ancêtres russes, ma culture russe. Cette culture m'appartient et, quel que soit le seigneur qui se sert du servage, là-bas, pour dominer et cadenasser ses gens, il ne peut pas me priver de ma naissance.

— A travers toute votre carrière, vous avez préservé une part importante pour la musique contemporaine, ce que peu de cantatrices font. Pourquoi ce besoin qui peut être dangereux pour la voix ?

— Très jeune, j'ai rencontré cette musique à travers des compositeurs de grand talent — ce qui m'a permis d'être immédiatement fascinée. Avec Prokofiev, avec Dimitri Chostakovitch qui fut notre ami, je me suis plongée dans l'univers contemporain. Et c'est une chance. Je crois qu'un artiste ne doit jamais se replier sur un acquis mais, au contraire, toujours aller de l'avant ; être le témoin de son temps. C'est à la fois nécessaire pour lui et pour son public. Qui plus est, ce répertoire m'a permis de considérer d'un œil neuf tous mes rôles « classiques ». J'ai notamment découvert des couleurs vocales grâce au répertoire contemporain, et je les ai utilisées sur Verdi et Puccini, qui étaient littéralement transfigurés ! Et ce n'est pas si dangereux qu'on le dit : il suffit d'avoir une technique d'acier et de savoir jusqu'où on peut aller trop loin !

— Vous avez parlé de Chostakovitch. Justement, il est mal connu...

— Oui, très mal connu. Mais il faudrait parler des heures de cet homme, mon ami, mort aujourd'hui... C'était un géant. Une personnalité titanesque et tragique. Une immense figure de notre époque, le reflet terrible de notre siècle et, surtout un compositeur du plus grand génie. Les années du stalinisme l'ont recouvert et, sous les voiles, on ne sait plus qui il a été. Le gouvernement actuel de l'Union soviétique voudrait d'ailleurs bien le récupérer, mais ce ne sera pas possible ! Son temps arrive et sa musique parlera d'elle-même.

— Dans « Eugène Onéguine », Tatiana, votre personnage, voit son espoir le plus fou — l'amour — brisé net. Depuis votre exil, est-ce que vous n'avez pas fait le rapprochement entre cette cassure et celle que vous avez ressentie ?

— Si, bien sûr. Parce que les événements de la vie marquent vos réflexes, vos pensées et, donc, au bout du compte, vos rôles. Mais Tatiana se relève et moi aussi je me suis relevée. Parce que, toutes les deux, nous sommes russes ! S'il y a une blessure pour toujours, eh bien, nous vivrons avec cette blessure, toujours. Mais nous vivrons ! L'important est là. ●

Une cantatrice apparaît et tout est repeuplé !

Ah ce bon vieux Tchaïkovski ! Bien brave, bien romantique et tout, et tout... D'un lyrisme généreux, c'est sûr ! Mais quel ennui, parfois, aussi ! Quel manque d'imagination comparé à un Moussorgski — surtout lorsque tous les deux choisissent le même port d'attache pour composer un opéra, à savoir une œuvre de Pouchkine. A l'incroyable force novatrice d'un « Boris Godounov », Tchaïkovski oppose la sagesse, la platitude élégante d'un « Eugène Onéguine ». Le choc est terrible. Le premier passionne, le second distille de discrets bâillements.

On connaît l'intrigue : l'amour passionné de la jeune Tatiana pour ce fat d'Eugène Onéguine qui refuse d'accorder le moindre regard à la donzelle et s'amuse, le sadique, à courtiser la fiancée de son ami Lenski. Inévitablement, c'est le drame. Lenski provoque le traître en duel — on ne badinait pas avec l'honneur dans ces temps-là — mais c'est lui qui tombe mortellement blessé. Le temps passe et un bal, un beau jour, met en présence Onéguine repentant et Tatiana mariée. Laquelle Tatiana, héroïque, sacrifiera ses sentiments toujours brûlants à ses devoirs d'épouse.

On le voit : il ne se passe rien ou pas grand-chose dans « Eugène Onéguine ». Tout l'intérêt est d'ordre psychologique. Mais Tchaïkovski ne savait pas très bien manier la psychologie, l'intériorisation des personnages. D'où la nécessité d'une mise en scène tonique pour redonner des couleurs à cette partition ronronnante. Las ! La production du Palais-Garnier, signée Gian-Carlo Menotti, pourrait concourir pour le prix du musée Grévin ! Costumes atroces, décors de carton-pâte à faire rougir le théâtre de Palavas-les-Flots qui n'oserait quand même pas aller jusque-là et direction d'acteurs d'un académisme rigide : tout concourt, dans cet « Onéguine », à faire sombrer le spectateur dans un profond sommeil.

Même la direction de Mstislav Rostropovitch, très lente, peu « russe », ne parvient pas à exhumer la partition de cet enterrement provincial où Menotti la plonge. Seule, la distribution, plus qu'honnête, permet par moments de sortir du coma et de passer d'agréables instants.

Mais la production ne vaut, en fait, que par la Tatiana de Galina Vishnevskaïa qui fait, avec ce rôle, ses adieux à la scène.

Trente années de carrière ont marqué ce timbre qui fut jadis héroïque, mais il y a dans sa prestation tant d'intelligence et de finesse qu'on en oublie quelques aigus douteux lors de la célèbre « scène de la lettre ».

Moralité : une cantatrice apparaît et tout est repeuplé !

F.G.

** Opéra de Paris 742.57.50 les 8, 11, 14 et 19 octobre - 19 h 30.*



COCORICO

Des Américains à Paris

C'est en France que John Cage et Orson Welles sont honorés et décorés et que Susan Sontag vit. Qui sont ces Américains qui ont choisi le Vieux Continent pour y créer et travailler ?

PAR FABIAN GASTELLIER

RICHARD Foreman est un Américain peu tranquille. Cyclone anticonformiste pourtant très classiquement diplômé de l'université de Yale, il s'est imposé, chez lui à New York, comme un provocateur, un empêcheur de penser en rond — voire un destructeur. Adepte du cinéma « underground », auteur et metteur en scène de théâtre prônant la psychanalyse, Foreman dérange, le sait et s'en félicite. Découvert en France dès 1973 grâce au festival d'automne, il vient, aujourd'hui, de quitter les Etats-Unis pour s'installer à Paris. Son but ? Réunir des comédiens français pour travailler en français. Accueilli par Bernard Sobel qui l'aide financièrement et lui prête, trois mois par an, son théâtre de Gennevilliers ; subventionné au titre de l'aide à la création par le ministère de la Culture, Richard Foreman, qui présente en ce moment à Gennevilliers une pièce de Gertrude Stein : « Faust ou la fête électrique » (1), a bien l'intention de réussir son implantation d'homme du nouveau monde au cœur de la vieille Europe.

Révolution des mœurs ? Fait de civilisation ? Qui sait... Certes, ce n'est pas une absolue grande première et il y a toujours eu, en France, des Américains « de passage » comme Alwin Nikolaïs ou Viola Farber, responsables successifs du centre de danse contemporaine d'Angers ouvert dès 1981 ; mais avec Foreman et quelques autres, le phénomène est différent. Lui a envie que cela dure : Richard Foreman est un citoyen américain qui désire créer sur le sol français. Cas unique ? Pas vraiment. Bien sûr, il ne faut rien exagérer : les Etats-Unis ne sont pas en train de vivre un Mayflower à l'envers et ils ne sont quand même pas légion ces peintres, danseurs, musiciens et hommes de théâtre (le cinéma étant une industrie à considérer à part) qui ont choisi de quitter leur terre natale. Mais ils existent.

Venus le plus souvent à titre individuel, parfois avec une aide monétaire (mais le mode d'attribution des bourses, mal connu, est peu répandu chez eux), ces Américains d'Europe sont plus discrets qu'on ne le croit. Oui, Richard Foreman fait du bruit ; oui, Carolyn Carlson, installée en Italie, est une star ; oui le « Living Theatre » de Julian Beck et Judith Malina défraie volontiers la chronique, mais il n'y a pas que les célébrités à s'être expatriées et, bien souvent, pour beaucoup de ces jeunes et moins jeunes aventuriers, le changement de continent n'a rien eu du voyage paradisiaque. Car si les Etats-Unis pratiquent volontiers un ostracisme culturel qui les fait se refermer comme des huîtres à l'approche de créateurs étrangers, la France, elle, n'a pas toujours eu les bras grands ouverts. Et ce n'est que depuis peu, finalement, que le label « U.s.a. » suffit à faire vendre.

D'où question : s'ils ne viennent pas tous

(suite en page 20)

ERRATUM

Dans «l'Unité » n° 482 du 1er octobre, page 19, article « la Nouvelle Cabale des dévots », il fallait évidemment lire : « Avec cette allusion à la saison 1976 où la grande maison fut fermée sur ordre de Jacques Chirac » et non pas : « Avec cette allusion à la saison 1970... »

(suite de la page 19)

pour nous imposer leur notoriété et nous couvrir de leurs lauriers ; si certains se sont durement battus — et continuent encore — pour obtenir de l'Europe une reconnaissance de leur talent, qu'est-ce qui a bien pu pousser ces artistes à quitter un pays célèbre pour son bouillonnement inventif et sa boulimie créatrice ? Curieusement, la réponse est pratiquement toujours la même : l'attrait du vieux monde, la force de son passé et l'impossibilité d'une réelle création aux Etats-Unis. Richard Foreman est le plus agressif : « Je ne veux pas renier mon pays, explique-t-il, mais je n'arrivais pas à y construire mon chemin. L'énergie américaine c'est bien, mais il faut connaître aussi le revers de cette médaille. Chez nous, il est peut-être plus facile de démarrer qu'ailleurs, mais, très vite, un mur infranchissable se dresse entre l'artiste et les Etats-Unis. Ce mur, c'est la rentabilité. Pour faire carrière, il faut être rentable, et être rentable signifie marcher droit, penser juste, ne pas détonner. Très peu pour moi ! En France, peut-être qu'un jeune aura du mal à creuser son trou mais, après, il pourra quand même faire ce qu'il veut. Je crois que les Français ne se rendent pas compte à quel point ils ont, en art, la notion de liberté totale ! »

Une révélation : les Etats-Unis, patrie de quelques chefs de file de l'actuelle avant-garde, ne sont pas avant-gardistes. Benedicte Pesle, directrice d'Art-Service International, association artistique parisienne chaperonnant, entre autres, Bob Wilson, Meredith Monk, Viola Farber et Lucinda Childs, s'en est rendu compte très tôt, en naviguant dans l'Amérique de l'immédiat après-guerre : « Le public américain ne recherche, en matière de spectacle, que ce qui relève de l'« entertainment, explique-t-elle. Il faut distraire, plaire, être facile d'accès sinon, bien souvent, les portes se ferment. Merce Cunningham, qui a haussé la danse au niveau de l'œuvre d'art, a d'abord été reconnu par l'Europe avant de l'être par son propre pays. Parce qu'il y a, en Europe, en France notamment, un public prêt à tenter toutes les aventures possibles ainsi qu'une tradition de mécénat d'Etat prêt à prendre des risques. »



Gamma

Le musicien John Cage décoré par Jack Lang, la semaine dernière, à Paris.



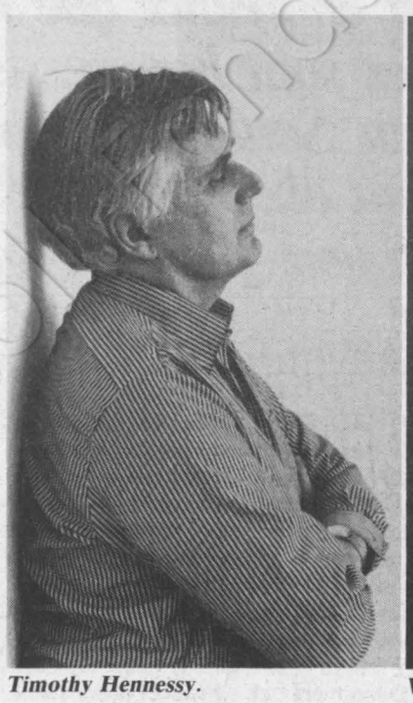
Jay Gottlieb.



Richard Foreman répétant « Faust ou la fête électrique ».

Mécénat d'Etat et mécénat privé

Tenter l'aventure, oser se lancer à l'eau, à l'aventure, à la rencontre de l'inconnu... Une des raisons, encore, invoquée par les Américains installés en France : pour créer, il faut de l'argent. Or cet argent, les Etats-Unis le dispensent prudemment. Tout repose, chez eux, sur un très vaste système de mécénat puisque le gouvernement n'aide pas — ou fort peu — la création. Mais, si le mécénat privé est audacieux et a beaucoup favorisé, par exemple, le marché de l'art contemporain, le mécénat d'entreprise, lui, avance moins vite et demande plus de garanties. Il aide surtout l'opéra, les musées, les orchestres — les institutions « sûres » en quelque sorte. Il est fort rare que le mécénat d'entreprise, dont l'importance est considérable, prenne le risque de se tromper. D'où une aide sollicitée hors les frontières par les créateurs « à haut risque », ceux qui bousculent les traditions et ruent dans les brancards du classicisme : pour « Einstein on the beach » de Bob Wilson, par exemple, les deux tiers du financement furent européens contre un tiers provenant de fonds privés américains.



Timothy Hennessy.



Viola Farber.

Pourtant, l'équipe entière — auteur, metteur en scène et interprètes, était américaine. Nul n'est prophète en son pays...

Mais, s'il est capital, l'attrait du financement audacieux n'est pas le seul qui motive tous ces artistes migrateurs. Il y a d'autres raisons dont une fort étrange qui ressemble à un gag : il arrive que l'on quitte les Etats-Unis parce qu'il s'y passe trop de choses ! Ils sont fous, ces Américains ! Quel créateur au monde serait pervers pour se plaindre d'un environnement où le mouvement est roi ? « Vous, Français, avez du mal à comprendre cette position parce que vous traînez un vieux complexe d'infériorité », explique Jay Gottlieb, pianiste, spécialiste de musique contemporaine, tombé amoureux de la France à l'âge de quatorze ans. Vous vous croyez dénués d'intérêt parce que vous ne vivez pas à deux cents à l'heure comme à New York. Mais à New York, cette vie trépidante où la nouveauté surgit toutes les secondes finit par vous asphyxier, même si la notion typiquement américaine de « performance » est une notion capitale. Personnellement, je ne peux pas bien travailler aux Etats-Unis, car je m'y sens sursaturé. Je n'arrive pas à me concentrer au milieu de cet incessant tourbillon. A Paris, par contre, je trouve le temps d'assimiler... Et puis, les méthodes d'analyse françaises me sont indispensables. Il y a, chez vous, un sens de la logique, de la discussion, de la réalité du langage dont j'ai besoin. Je réagis à cela comme Susan Sontag. Et elle aussi a choisi la France ! »

Côté recherche, Jay Gottlieb trouve aussi que le Français se croit inférieur à ce qu'il est : « Non, vous ne vous rendez pas compte que Radio-France, avec sa multitude de studios, c'est un lieu fantastique. Nous n'avons pas l'équivalent d'une grande radio d'Etat. Et l'Ircam ! C'est un monument de la pensée contemporaine, de la musique de notre temps. Saviez-vous qu'aux Etats-Unis beaucoup de musiciens ont été jaloux de votre centre Beaubourg/Ircam ? » Qui plus est, et là, on croit rêver, Jay Gottlieb trouve qu'on travaille plus sérieusement ici qu'outre-Atlantique : « Prenez l'exemple de Boulez, explique-t-il. Lorsqu'il est venu aux U.s.a., il n'a pas été très bien reçu. Trop exigeant ! Il voulait faire travailler les instrumentistes chacun séparément ! Pensez donc ! Des gens habitués au sympathique laisser-aller de « Lennie » Bernstein ! Abominable ! C'est simple, ils l'ont surnommé « la Révolution française » ! En plus, son optique musicale dérangeait les esprits. Si j'aime travailler en Europe, c'est aussi parce que la musique contemporaine y est relativement bien reçue. Pour le public des Etats-Unis, Ligeti, Stockhausen ou Varèse, c'est le diable... »

Mais il y a encore autre chose. Une sorte de raison majeure, commune à tous ceux qui ont rallié le vieux continent. Une raison sans raison qu'on pourrait appeler l'air du temps, l'odeur du lieu... « Je suis venu en France il y a trente ans, explique Timothy Hennessy, peintre californien. Parce que j'avais besoin de la vieille pierre, des vieilles villes. D'une certaine forme de culture lourde d'un passé toujours présent. Flâner dans des rues où plusieurs architectures, plusieurs siècles, plusieurs régimes coexistent. La place de la Concorde, tenez, c'est un exemple parmi d'autres. Et bien, vous pourrez un jour la transformer en parking si ça vous chante. Vous ne pourrez pas l'empêcher, en même temps, de demeurer « autre chose ». Ça, c'est irremplaçable, inexplicable. Cela se sent, c'est tout. »

La vieille Europe, pas si poussive que cela ? Ce vieux Paris, pas si fossilisé ? Il faut bien le croire, malgré tous nos défauts, puisque des artistes parmi les plus grands daignent venir y déposer leur savoir, y tenter leurs expériences... « La France est en train de retrouver une grande ligne de force culturelle, estime Benedicte Pesle. Elle renoue avec les grandes idées du Front populaire où l'on désirait vraiment protéger l'art, défendre les valeurs. Dans ces conditions, l'apport de l'extérieur et le système des échanges ne peuvent que lui faire du bien. Les Américains à Paris, c'est une force pour Paris. Ce n'est pas parce que l'on crie contre « Dallas » que l'on boude John Cage ! » ●

(1) « Faust ou la fête électrique », de Gertrude Stein - mise en scène de Richard Foreman - Théâtre de Gennevilliers : 793 26 30, jusqu'au 14 octobre.

ELEUTHERA

Plus un conseil vient vite, meilleur il est.

Au Crédit Mutuel, pour vous aider, on est là. Là, ça veut dire, dans votre région, tout près de vos problèmes, tout près de vous.

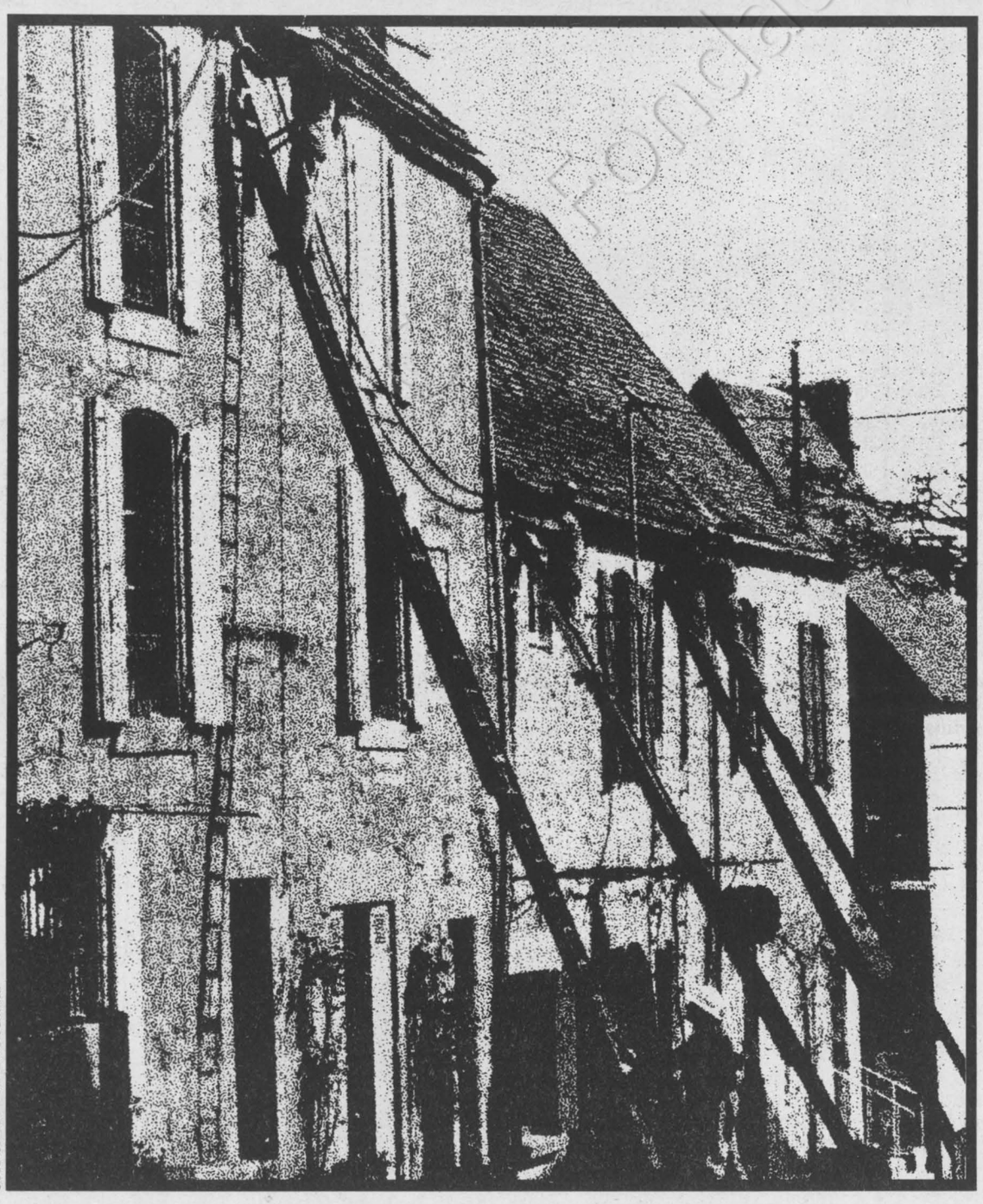
Là, ça veut dire aussi très vite. Parce que la décentralisation c'est cela : moins d'intermédiaires, donc des décisions rapides. C'est important la rapidité quand il s'agit de régler vos problèmes d'argent.

Être, pour les associations et les collectivités locales, un véritable partenaire, présent, attentif et efficace. Leur offrir le conseil et le service qu'il faut, quand il faut, c'est-à-dire sans attendre, voilà le métier des 3000 caisses locales de Crédit Mutuel.



Crédit Mutuel

DES CHEMINS DISCRETS POUR L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE...



Sodel conseil Photo Herschtritt

Pour préserver l'harmonie des villes anciennes, des agents d'Électricité de France dissimulent les lignes électriques en les posant au long des façades. Pureté de l'air. Qualité de l'eau. Beauté des sites... Ce sont des priorités que s'impose Electricité de France, partout où elle ouvre des chemins à l'électricité...

ELECTRICITE DE FRANCE

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

GAZ de FRANCE - Obligation 8 % 1969

Les intérêts courus du 15 octobre au 14 octobre 1982 sur les obligations Gaz de France 8 % 1969 seront payables, à partir du 15 octobre 1982 à raison de 36,00 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon N°13 ou estampillage du certificat nominatif, après une rentenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,00 F (montant global : 40,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,99 F, soit un net de 30,01 F.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « B » et « D » sont respectivement remboursables depuis le 15 octobre 1974 et 1979.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à PARIS, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :
Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino, 75007 Paris

14 octobre :

Robert Badinter, garde des Sceaux.
Christiane Mora, secrétaire nationale à l'Information des militants, députée d'Indre-et-Loire.

21 octobre :

Colette Audry, écrivain, déléguée générale à la Formation, membre du Comité directeur.

28 octobre :

Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, membre du Comité directeur.
Françoise Seligmann, secrétaire nationale adjointe aux Organismes centraux.

4 novembre :

Jean-Louis Piednoir, délégué national à l'Education nationale.
Eugène Teissere, délégué général aux Fédérations, membre du Comité directeur.

18 novembre :

Edwige Avice, ministre chargée de la Jeunesse et des Sports, membre du Comité directeur.

Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.

25 novembre :

Pierre Brana, secrétaire national adjoint aux Relations extérieures.
Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.

2 décembre :

André Billardon, député de Saône-et-Loire, président du Conseil général.
Bernard Thareau, secrétaire national adjoint à l'Agriculture.

9 décembre :

Bertrand Delanoe, secrétaire national adjoint à la Presse et porte-parole du P.s., député de Paris.
Max Gallo, écrivain, député des Alpes-Maritimes.

16 décembre :

Gérard Delfau, secrétaire national à la Formation, sénateur de l'Hérault.
Laurent Fabius, ministre délégué, chargé du Budget, membre du Comité directeur.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

A raison d'un spectacle différent chaque soir et grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly

Tél. Gérard Vacher 637.33.99

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

La reparution de « l'Unité », sa réapparition sur les marchés après l'interruption d'août, a été chaleureusement accueillie par les militants et les sympathisants socialistes, qui y voient un instrument essentiel dans la grande campagne d'action que s'apprête à engager le Parti.

Dans les prochaines semaines nous vous informerons des projets que nous mettons au point pour améliorer à la fois le contenu et la qualité de ce journal et faire en sorte qu'il tienne encore mieux sa place dans les grandes batailles politiques qui nous attendent.

Nous lançons un appel à toutes celles et à tous ceux qui ont négligé de renouveler leur abonnement au cours des mois passés. Qu'ils réparent sans tarder cet oubli. « L'Unité » a besoin d'eux comme nous pensons qu'ils ont besoin de « l'Unité ».

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (230 F)*** ☐ **** abonnement de six mois (150 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

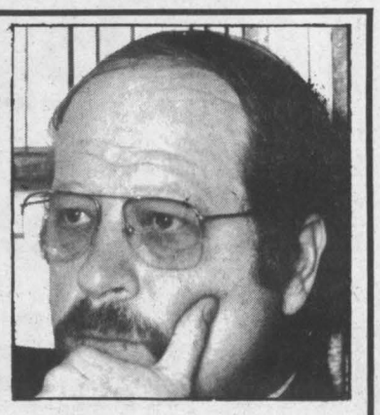
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

La chronique littéraire de Claude Glayman



Nouvelles de la pantomime humaine

« La Fiancée de Fragonard », de Roger Grenier (Gallimard).

« L'amour n'est pas aimé », de Hector Bianciotti (Gallimard).

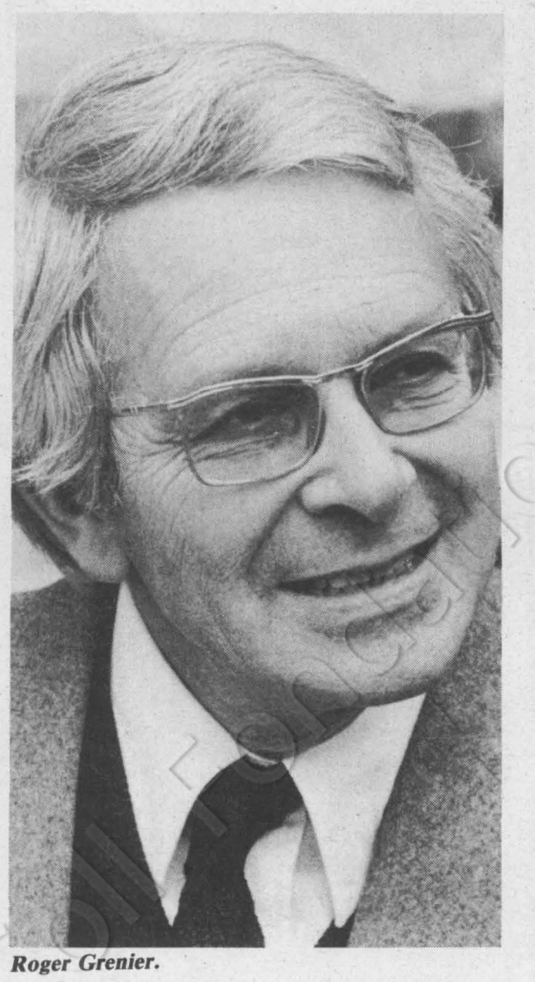
MAÎTRE reconnu de la nouvelle (qu'il appelait souvent « conte »), Guy de Maupassant annonce le cinéma et Freud. Et pourquoi pas la télévision qui l'a si souvent adapté ! Sans doute Tchékov ou Tourgueniev (dont la Pléiade vient de publier le second tome des œuvres) possèdent-ils plus de génie que le Français, mais tous trois ont tenu le genre sur les fonts baptismaux. Tous trois ont décrit la banalité, en ont tiré une morale en décrivant ceux que j'appellerais volontiers « les minables de l'éternité », pour l'éternité, lesquels ne sont autres — vous vous en seriez douté — que les hommes, les humains, vous et moi. Eux, les écrivains, les deus ex-machina, n'échappent pas, eux-mêmes, à leurs propres regards pleins de commisération. On en tiendra une preuve supplémentaire, si on le veut, en redécouvrant le texte que Paul Morand consacra à la fin désolante du créateur de « Bel Ami » qui avait troqué la Manche et la Normandie pour la Méditerranée et la Côte d'Azur mais n'échappa pas pour autant à la folie qui le guettait et le foudroya (cf. la très passionnante réédition du livre de Morand « Monplaisir... en littérature », paru en 1967 et repris dans la petite collection « Idées/Gallimard »).

La déchéance de Maupassant aurait pu être en quelque sorte... l'ultime nouvelle de l'écrivain. Au XXe siècle des gens comme Hemingway ou Scott Fitzgerald ont ajouté à l'éternelle dimension de la décrépitude humaine celle plus moderne et, en apparence, plus optimiste, d'une Amérique conquérante et sûre de ses valeurs. Encore que « la Fêlure » du second en dise long sur la tristesse inhérente au genre (« la Fêlure » est le titre d'un recueil de nouvelles de Francis Scott Fitzgerald paru chez Gallimard en 1963). On pourrait multiplier les exemples, citer d'autres références à un moment où la nouvelle semble repartir d'un bon pied après avoir été longtemps boudée par les éditeurs. Liée à la presse — notamment au siècle dernier, ou aux Etats-Unis au cours même du présent siècle — la nouvelle regagne du terrain, reprend sa place de choix grâce à la presse. Pour s'en convaincre on relèvera, à titre plus que symbolique, les quarante mille exemplaires du recueil de quarante nouvelles publiées cet été par « le Monde » ; on sait que le supplément du « Monde dimanche », depuis sa création, est le support de la nouvelle, on peut en lire dans ses colonnes une par semaine.

Deux recueils parus récemment confirment pour leur part que la nouvelle n'est pas morte et que son art se porte bien, mieux en tout cas que le roman français. Nous savions depuis longtemps que Roger Grenier comme Hector Bianciotti appartiennent à la race des véritables écrivains. Dans « la Fiancée de Fragonard » (Gallimard), le premier montre à travers une tradition à la fois cocasse et secrètement tragique que les minables de l'éternité sont toujours là, il suffit de regarder autour de nous, nos proches et nos voisins, peints à une époque qui est sans doute la nôtre tout en étant toutes les époques. Dans « L'amour n'est pas aimé » (également chez Gallimard) le second aboutit à la même conclusion, mais par des moyens différents, qui tiennent plus à la poésie, au fantastique dont sans doute l'origine argentine de l'auteur ne compte pas pour rien dans cette nette inclination.

Revenons à Grenier. Ses nouvelles montrent bien que le genre est plus libre que le roman habituel, on y devine que le déroulement du destin n'est pas obligé et comme connu d'avance. La fiction est là, plus fantaisiste, plus inattendue et curieusement plus attachée aux détails ou du moins pour être exact le détail y revêt une importance plus décisive, il n'est pas noyé mais est un signe qui ne trompe pas. L'auteur laisse ainsi vagabonder son imagination soutenu par un trait commun à pratiquement tous les praticiens du genre : la générosité (la pitié n'est pas loin).

Il faut dire qu'ici l'absurdité de la vie est grande : ainsi cette actrice déchue parce que pendant la guerre elle eut un officier de la Wermacht pour amant, voici qu'elle passe la fin de sa vie au milieu d'autres saltimbanques paumés qui eurent leur heure de gloire, absurdement brisée : « Aujourd'hui il y avait déjà Paul qui a été le rival de Jean Gabin jusqu'au jour où un camion le renversa. Cette curieuse femme, à la silhouette de garçon, qui était pilote de course et qui est entré dans la foule, un jour de Grand Prix, à São Paulo, tuant quarante personnes. Une starlette qui se faisait appeler « le plus beau sourire de France » et qui a été défigurée dans un



Roger Grenier.

accident de la route, le rétroviseur encastré dans le visage, le jour où elle venait de signer son contrat pour Hollywood. Un prestidigitateur devenu aveugle. Un chanteur de charme qui a failli brûler vif. Un chansonnier humoriste atteint de dépression, qui sanglote pour un mot. Une femme fatale de l'écran, mangeuse d'hommes, qui, un jour, a été à moitié bouffée par un tigre pour avoir voulu faire un numéro de dompteuse à Médrano. Voilà notre société, notre compagnie... »

Médiocrité des faits, médiocrité des êtres. La nouvelle reconstitue toujours la traditionnelle hiérarchie sociale. On peut toutefois échapper à cette hiérarchie. Une bonne dose d'anarchie le permet, comme le montre un brin d'esprit anti-militariste. La nouvelle de Grenier repose toujours sur un certain esprit frondeur et à mesure que se déroule le recueil cette fronde devient révolte contre l'humaine condition, révolte il va sans dire vaincue à la fin. Ainsi se développe sous nos yeux tout un monde d'étrangeté, d'insolite, de climat irréel où l'humour a sa part, un humour à la Queneau, un humour toujours cruel in fine. En témoigne la démystification d'une pseudo-sainteté : une femme coulait des instants heureux dans une grotte auprès de son amant capitaine de son état, elle entendit des bruits à l'extérieur, rafistola son accoutrement dont on imagine ce qu'il devait être, sortit de la grotte pieds nus et cheveux ébouriffés, une simple d'esprit qui passait par là l'aperçut et crut y voir l'apparition de la Vierge. Les années s'étant écoulées et la dame étant devenue moins appétissante, plus âgée et surtout asthmatique, sa famille n'eut d'autre idée, pour la guérir, que de l'emmener en pélerinage... dans la grotte en question. Ô Lourdes !

Grivois, gaulois, pas même, on n'a pas le temps d'y penser ! La pantomime humaine l'emporte trop vite. Dans le dernier texte qui donne son titre au recueil la fiction est plus complexe et des correspondances se font jour entre l'insolite passé de Paris et la voix perdue d'une femme. On ressent ici



Hector Bianciotti.

l'usure du temps, thème finalement central du livre, fin de partie, dit le prière d'insérer. Sans doute n'échappe-t-on jamais à la chute finale qui en tant que telle est toujours une catastrophe, c'est par sa fin que l'homme sera toujours pitoyable.

Et pourtant malgré cette conclusion vieille comme l'univers, quoique non usée, le ton de Roger Grenier est moderne. Qu'est-ce qui fait cette modernité ? Difficile à préciser, peut-être la transparence d'une écriture souvent bâtie sur des dialogues et qui donne le sentiment que l'on voit à la fois et l'endroit et l'envers.

Chez Bianciotti, l'inspiration est différente même si la morale se termine sensiblement par les mêmes constatations que chez Grenier. Argentin nous l'avons dit, mais depuis longtemps installé en France (ce thème de la double culture est constamment présent chez l'auteur), Bianciotti n'est dans son art étranger ni à Faulkner — complexité de la construction —, ni à Proust — dans les généralisations —, ni à la poésie surréaliste — il en a tiré le sens de la rencontre et celui de la rhétorique, une rhétorique parfois grandiloquente et gratuite —, ni au romantisme allemand, au point où ce dernier serait rejoint par la grande littérature latino-américaine (l'immense Jorge Borges est proche). Reste que Bianciotti a une thématique et un ton très personnels, dont le titre du recueil fournit une excellente illustration ; on y relève une part qu'on présume autobiographique et un sens très individuel des méandres dans la manière d'amener les personnages et le sens même du texte. C'est compliqué mais souvent fort beau et j'aime que Biancotti dise ceci à un endroit qui me paraît une plus que convenable définition de la littérature. « Je suis convaincu que les choses qui ne parviennent pas à se cristalliser en mots n'ont qu'une réalité restreinte. »

Voyage à l'intérieur de l'Elysée

Maurice Szafran et Sammy Ketz

Les Familles du Président

Qui sont-ils, d'où viennent-ils, ceux qui, autour de François Mitterrand, détiennent la réalité du pouvoir ? Un document-clé fourmillant d'anecdotes, pour tout savoir, pour comprendre.



GRASSET

EGLISE

Les Evangiles au pied de la lettre

Solidarité, équité, justice sont les maîtres-mots du document publié par le Conseil permanent de l'épiscopat français qui marque une nette orientation "à la polonaise" des instances de l'Eglise de France

PAR JEAN OFFREDO

C'EST un document particulièrement intéressant que vient de publier, le 27 septembre, le Conseil permanent de l'épiscopat français, instance majeure de l'Eglise catholique en France. Un texte court, dense, qui interpelle non seulement les chrétiens, mais simplement tout homme, toute femme qui, face à la crise traversée aujourd'hui par notre pays et par le monde, refuse le fatalisme.

Partant d'une observation — non d'une analyse — de la situation économique et sociale et justifiant la validité de leur prise de position, les évêques de France invitent à « changer les habitudes » et à « chercher de nouveaux modes de vie ». Appartenant à des diocèses différents par leur situation socio-économique, par leur dimension territoriale, par leur nature rurale ou urbaine, les évêques signataires, aidés de leurs experts, montrent ici que la réalité de la vie quotidienne des Français non seulement ne leur est pas étrangère, mais qu'ils savent l'aborder, souvent à contre-courant, avec des mots et des intonations dont dire qu'ils ont un caractère prophétique — au sens biblique du terme — n'est pas exagéré.

Solidarité, équité, justice sont les maîtres-mots de ce document qui se fonde sur trois constats majeurs :

— nous vivons une situation économique et sociale de plus en plus difficile dans un monde déstabilisé par la compétition internationale, la révolution technologique, le dérèglement du système monétaire ;

— les évêques situent leur intervention dans le cadre de la société française globale et non par rapport à tel pouvoir politique passé ou actuel ;

— l'esprit de l'Evangile ne s'accommode pas de n'importe quel comportement individuel ou collectif ; il ne transige ni avec la vérité, ni avec la justice, ni avec le respect des partenaires.

Les évêques français s'interdisent donc de s'ériger en donneurs de leçons ou en militants politiques, voire syndicaux. Ils interviennent avec ce texte, pourrait-on dire, « à la polonaise », c'est-à-dire avec le souci d'alerter l'opinion et les gouvernants et dans un esprit de service. A plusieurs reprises dans le passé, ils l'avaient déjà fait, qu'on se rappelle, par exemple, le document « Pour une pratique chrétienne de la politique », voici quelques années, ou différents autres textes de commissions spécialisées de l'épiscopat, comme « Justice et Paix » ou la Commission sociale.

Ils encouragent aussi, et avant tout, les chrétiens de France qui exercent des responsabilités économiques et sociales à proposer des réformes justes ; ils interrogent ceux qui appartiennent aux catégories sociales les plus revendicatives et les mieux garanties à promouvoir « des pratiques neuves ». Voilà des mots qui ont dû tinter fort aux oreilles de beaucoup qui, dans des sphères aussi différentes que les actuels cabinets ministériels, les instances du patronat, les milieux de l'opposition ou les centrales syndicales, ne font pas mystère de leur pratique, voire de leur militantisme chrétien.

Quand on écrit un tel texte, on s'expose bien évidemment à deux risques : celui de la contestation, celui de la récupération. Les réactions entendues et rapportées çà et là après la publication de « Pour de nouveaux modes de vie » n'échappent pas à la règle. Depuis le : « De quoi se mêlent les évêques ? » jusqu'au : « Enfin ils rejoignent le bon combat » en passant par les : « Qu'ils en restent donc au spirituel » ou : « Ils ne vont pas assez loin », chacun a pu laisser une nouvelle fois libre cours à son imagination et à son désir.

Je connais personnellement trop les attitudes et comportements de nombre des



signataires pour affirmer qu'ils n'ont écrit là ni discours de circonstance ni texte pour se faire bien ou mal voir. Mais il est des continuités de pensée et d'action souvent difficiles à accepter... Quand, par exemple, Mgr Vilnet prend position dans son diocèse vosgien contre le chômage, quand Mgr Panafieu proteste solennellement contre la disparition de religieuses en Argentine, quand Mgr Derouet dénonce le racisme, ce sont des paroles qui, pour ne pas faire toujours la Une des médias, n'en sont pas moins dites et qui s'inscrivent dans la ligne du document actuel.

Ce serait méconnaître l'évolution de l'Eglise de France, qui par ailleurs — faut-il le rappeler ? — ne se résume pas aux textes épiscopaux, que de ne pas s'en rendre compte.

Trop souvent dans l'histoire, la parole de l'Eglise n'a pas été — et n'est pas — suffisamment claire pour aujourd'hui faire la fine bouche. Et même si elle est gênante, choquante, insuffisante, exigeante, elle doit être entendue. Car il est des situations où personne n'a le monopole de la vérité, mais où chacun doit s'engager sincèrement pour résoudre les problèmes posés avec ses principes éthiques, avec son engagement politique, avec son analyse socio-économique, avec sa foi, quelle qu'elle soit. Et la France d'aujourd'hui connaît une situation de ce type.

Une chose est certaine en tout cas, c'est que le document du 27 septembre sous-tend le combat pour une société qui ne soit fondée ni sur la puissance de l'argent, ni sur l'exploitation des défavorisés, ni sur le maintien de privilèges, ni sur ce sentiment diffus que la solidarité, « c'est toujours les autres... » Qu'à partir de là des forces sociales et politiques prennent de telles paroles comme une négation de leur attitude, quoi de plus normal et de plus évident ! Mais il ne faut pas confondre non plus appel épiscopal avec décret-loi ou ordonnance : à chacun ses responsabilités.

On a trop souvent confondu Dieu et César dans l'Histoire, pour ne pas se réjouir que les deux ordres soient décidément distingués.

Ce texte du Conseil permanent est avant tout un appel au dialogue, avec le Pouvoir et avec l'opinion publique. De la même façon, nous considérons dans ces colonnes que la parole journalistique et politique est un appel au dialogue avec tous les hommes et tous les groupes sociaux concernés. Dans le respect du pluralisme idéologique et avec la volonté de faire prévaloir l'intérêt général avant des intérêts particuliers.

Même s'ils ne sont pas d'accord sur le ciel, les Français peuvent quand même peut-être l'être pour que la Terre ne soit pas un enfer ? Tant que l'on n'aura pas compris cela de toute part, il y aura encore pendant longtemps de graves malentendus et, pire, de bien faùsses querelles. ●

Les « 19 points » de l'Eglise de France

1) Alors que certains ménages bénéficient du cumul de salaires plus que suffisants, le renoncement total ou partiel à l'un d'entre eux, celui de l'homme ou de la femme, faciliterait le partage du travail.

2) Le cumul d'un emploi et d'une retraite suffisante peut poser question. Dans certains cas, renoncer au premier développerait la possibilité d'exercer une autre activité, par exemple dans la vie associative.

3) Certains foyers, lorsque les enfants sont élevés et les besoins en voie de diminution, pourraient envisager la retraite anticipée.

4) Il semble que l'on n'ait encore suffisamment exploré la possibilité d'emplois à temps partiel, au moins à certaines époques de la vie d'une famille.

5) Une société dans laquelle le travail « au noir » est aussi répandu dans la plupart des catégories sociales ne peut être une société de justice.

6) Toutes les inscriptions au fonds de chômage sont-elles pleinement justifiées ?

7) Si le système de répartition des charges sociales freine l'emploi plus qu'il ne le stimule, il convient de le réexaminer. En contrepartie, les dispositions nouvelles devraient inciter à l'embauche.

8) Dans la mesure où la sécurité des uns a pour contrepartie l'insécurité des autres, il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis et des dispositions qui les consacrent.

9) Dans les conditions actuelles, on ne peut en rester à une attitude nourrie de préjugés et systématiquement critique, qui chercherait un refus de participer à la solution des difficultés communes.

10) Ceux qui peuvent actuellement placer de l'argent ont à juger de leurs placements en fonction de leur utilité sociale et non de leur seule rentabilité financière.

11) Sauf pour les plus défavorisés, la défense du niveau de vie n'est pas aujourd'hui l'objectif le plus urgent.



12) Il est conforme à la justice que tous les professionnels, salariés ou non, participent au financement de la protection sociale.

13) Les dissimulations et les fraudes fiscales et parafiscales vont à l'encontre de la solidarité indispensable.

14) Les mécanismes d'augmentation des salaires sont légitimes pour assurer le nécessaire aux moins favorisés ; mais étendre sans discernement ce processus à toute hiérarchie augmente souvent les inégalités.

15) L'éventail actuel des revenus paraît loin de correspondre au travail ou aux services rendus.

16) Nous remarquons aujourd'hui des attitudes individualistes qui ne sont ni honnêtes ni raisonnables en face des institutions de solidarité telles que la Sécurité sociale.

17) Le recours aux subventions de l'Etat et des collectivités n'est pas toujours justifié. Quand il l'est, le sens de la solidarité devrait conduire ceux qui en profitent à les rendre superflues grâce aux résultats obtenus pour permettre à d'autres d'en bénéficier à leur tour.

18) Les responsables des deniers publics doivent se préoccuper du caractère productif et créateur d'emplois de leur utilisation.

19) La vigilance des consommateurs jointe à l'effort des intermédiaires rendrait plus équitable la détermination du prix des services et des produits.

Les signataires membres du Conseil permanent de l'épiscopat français :

— Mgr Vilnet, évêque de Saint-Dié, président de la Conférence épiscopale de France ;
— Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, vice-président ;
— Cardinal Gouyon, archevêque de Rennes ;
— Mgr Lustiger, archevêque de Paris ;
— Mgr Boillon, évêque de Verdun ;
— Mgr Dardel, évêque de Clermont-Ferrand ;
— Mgr Derouet, évêque de Sées ;
— Mgr Duval, archevêque de Rouen ;
— Mgr Marcus, évêque de Nantes ;
— Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux ;
— Mgr Panafieu, archevêque d'Aix-en-Provence ;
— Mgr Soulié, évêque de Pamiers ;
— Mgr Streiff, évêque de Nevers ;
— Secrétaire du Conseil : P.-Gérard Defois.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire nº 52325